

De la règle que
“le Juge de l'action est le Juge de l'exception”
devant
le Juge de Paix

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 19 décembre 1939, à 2 heures

PAR

Camille RAYNAL

Président : M. HUGUENEY, Professeur.

Suffragants { *M. MOREL, Professeur.*
M. ESMEIN, Professeur.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1939

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

De la règle que
"le Juge de l'action est le Juge de l'exception"
devant
le Juge de Paix

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 19 décembre 1939, à 2 heures

PAR

Camille RAYNAL

Président : M. HUGUENEY, Professeur. |

*Suffragants { M. MOREL, Professeur.
 { M. ESMEIN, Professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1939

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



De la règle que “le Juge de l'action est le Juge de l'exception” devant le Juge de Paix

Le tribunal civil a, en principe (1), pleine compétence pour trancher tous les litiges que les plaideurs peuvent lui soumettre, soit qu'il ait reçu compétence en vertu d'un texte spécial, soit même sans texte. *C'est en ce sens que l'on dit que le tribunal civil est une juridiction de droit commun.*

De plus il peut trancher les incidents moyens de défense, exceptions, demandes reconventionnelles que l'instruction et le jugement de la demande est susceptible de susciter : *le Tribunal de première instance juge de l'action est également juge de l'exception.*

Ces deux règles de compétence s'appliquent-elles au juge de paix ?

En ce qui concerne la première, il est certain que le juge de paix ne peut se prononcer que sur les demandes qui lui sont attribuées par les dispositions expresses de la loi ; il n'est donc pas une juridiction de droit commun.

Et c'est la raison pour laquelle on dit que le juge de paix est un juge d'exception.

Par contre il importe de se demander si dans la sphère de ses attributions ce magistrat n'a pas le droit de trancher les exceptions et les moyens de défense que le défendeur oppose

(1) Nous disons « en principe » car la jurisprudence récente décide que le tribunal civil est incompétent, d'une incompétence absolue et d'ordre public pour connaître d'une demande principale qui est de la compétence du juge de paix ou du conseil de prud'homme. Cass. civ. 8 mai 1922. S. 1922.1.340 ; Cass. civ. 28 juillet 1922. *Gaz. Pal.*, 13 oct. 1927.

à la demande dont il est valablement saisi. *En un mot le juge de paix juge de l'action est-il juge de l'exception ?* Telle est la question à laquelle nous nous efforcerons de répondre dans cette thèse.

Nous ferons ressortir dans une courte introduction les raisons qui militent en faveur de l'application de l'adage au juge de paix. Dans une première partie, nous étudierons le principe général suivant lequel le juge de paix juge de l'action est également juge de l'exception : nous discuterons ensuite les cas où la jurisprudence refuse de le sanctionner. Dans un appendice enfin nous examinerons si la maxime s'applique également aux demandes reconventionnelles portées devant ce Magistrat.

INTRODUCTION

Des raisons qui militent en faveur de l'application de l'adage au juge de paix.

Pas plus que pour le tribunal civil aucun texte ne consacre explicitement l'application de l'adage au juge de paix ; cependant les raisons qui justifient son application à ce magistrat sont nombreuses ; les unes d'ordre historique, les autres d'ordre pratique.

§ 1. — *Argument historique.*

L'esprit de la Loi du 16-24 août 1790.

Le juge de paix a été institué par l'Assemblée nationale constituante, pour juger *avec célérité* les procès soumis à sa juridiction. Nous nous garderons de citer ici l'exposé des motifs de la fameuse Loi du 16-24 août 1790, dans lequel Thouret, dans le style déclamatoire de l'époque, disait ses espoirs dans le magistrat populaire qui allait être créé. Nous ferons simplement remarquer que, d'après ce député, le juge de paix devait prononcer *vite et sans frais*.

Il doit donc rendre promptement la justice. Comment ce but serait-il atteint si ce tribunal devait obligatoirement renvoyer devant un autre juge, les exceptions, fins de non recevoir, que peut soulever la contestation qui lui est soumise. Ainsi, par exemple, le demandeur qui poursuit son adversaire en paiement d'une somme de 3.000 francs, en vertu

d'une convention sous seing privé, devra-t-il porter son procès devant le tribunal civil, si le défendeur, tout en reconnaissant sa signature, prétend s'être engagé sous l'empire de la violence ? On voit les inconvénients qu'il y aurait à écarter l'application de l'adage devant la juridiction cantonale. Le juge de paix serait souvent paralysé et un plaideur retors et sans scrupules pourrait par ces moyens retarder la solution d'un mauvais procès. Le but du législateur serait méconnu.

§ 2. — *Argument d'ordre pratique.*

A cet argument de rapidité tiré des considérations historiques s'ajoutent diverses raisons d'ordre pratique : et d'abord un argument d'analogie.

Puisque, sans texte, nous l'avons signalé, on applique l'adage devant les juridictions de droit commun, il n'y a aucune raison pour ne pas l'appliquer devant les juridictions d'exception : d'autant que certaines dispositions des lois écartant implicitement la maxime en consacre *a contrario* l'application en dehors des questions réservées par la loi.

De plus, il est logique que le juge de paix, pour se prononcer en connaissance de cause, puisse apprécier toutes les prétentions de l'une et l'autre partie ; il aura ainsi une vue plus nette et plus précise de la contestation. En effet, comme l'écrit M. Solus, dans son *Cours de procédure civile* (1), « le procès apparaîtra au juge dans toute sa complexité et par conséquent dans toute sa véracité ; il faut que le juge ait une vue d'ensemble des prétentions réciproques des plaideurs, de tous les moyens que ceux-ci pourront invoquer de part et d'autre, pour pouvoir dire en toute certitude de quel côté doit pencher la balance de la justice ». Le système qui rejetterait intégralement l'application de l'adage devant les magistrats cantonaux, aurait pour résultat de faire des juges de paix un organe d'enregistrement puisqu'ils se borneraient en définitive à

(1) *Cours de Procédure civile*, 1937-1938, p. 312.

munir de la formule exécutoire des actes qui, par hypothèse, ne seraient pas sujets à contestation.

§ 3. — *Objection tirée du conflit entre les règles de compétence et l'adage coutumier.*

Il est vrai qu'on fait à la théorie qui défend l'applicabilité de l'adage devant le juge de paix une objection qui paraît au premier abord décisive. Donner au juge de paix le pouvoir de trancher les défenses ou exceptions qui excèdent sa compétence c'est, dit-on, étendre son pouvoir juridictionnel au delà des limites fixées par la loi ; il y a donc conflit entre un adage coutumier et non consacré par un texte et les lois de compétence elles-mêmes. Ce conflit doit être tranché en faveur des règles de compétence puisqu'elles sont légales ; l'application de la maxime doit être en conséquence écartée.

La question ainsi posée ne souffre pas de difficultés mais est-elle bien posée ? L'application de l'adage aux juges de paix a-t-elle pour effet d'étendre la compétence de ces tribunaux ? Il ne semble pas. La compétence étant le pouvoir légal donné à une juridiction de connaître d'un procès, ce n'est pas élargir sa compétence que de lui permettre d'examiner les exceptions que soulève le litige dont il est compétemment saisi. Il n'a pas à trancher ces défenses ; il ne fait que supputer si le moyen est fondé ; il ne prononce aucune condamnation basée sur l'exception puisqu'il se borne à l'examiner dans les motifs sans la juger dans le dispositif, de telle sorte que, si le défendeur veut faire trancher au fond le moyen dont il s'est servi comme défense, il devra saisir le juge compétent *ratione materiae*. Il n'y a donc pas extension illégale de la compétence des juges de paix aux dépens des pouvoirs juridictionnels des tribunaux civils du fait que l'on applique la maxime « le juge de l'action est juge de l'exception » aux premiers. Les uns et les autres restent dans la sphère de leurs attributions telles que la loi les a tracées.

Toutes ces idées se trouveront d'ailleurs précisées au cours de cette thèse.

PREMIÈRE PARTIE

Du principe suivant lequel
le juge de paix juge de l'action
est également juge de l'exception.

Nous étudierons, ici, l'évolution de la doctrine et celle de la jurisprudence quant à l'application de la maxime du juge de paix. Bien que cette évolution ait été, en général, parallèle, nous examinerons cependant pour plus de clarté d'abord les systèmes doctrinaux. Nous verrons ensuite les applications qu'en a faites la jurisprudence.

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE

Remarque préliminaire. — La question de savoir si le juge de paix est compétent pour trancher les exceptions qui relèveraient normalement, en tant que demandes principales, de la compétence territoriale d'un autre juge de paix ne se pose pas. Elle a été toujours résolue affirmativement. C'était déjà la solution que donnait Bertauld en 1856 : « Tout le monde est d'accord, écrivait-il, pour reconnaître que le juge saisi de l'action principale est compétent pour statuer sur la demande incidente qui normalement échapperait à sa compétence *ratione loci* » (1). Nous ne nous occuperons pas de ce cas depuis longtemps fixé par la jurisprudence et la doctrine. Mais nous étudierons au contraire avec soin les règles qui régissent les exceptions qui eussent été de la compétence d'attribution d'une autre juridiction, si elles avaient fait l'objet d'une demande principale.

Pabon observe qu'en cette matière l'incohérence a régné jusqu'en 1860. On peut distinguer cependant trois systèmes qui se sont succédés dans la doctrine et la jurisprudence depuis la théorie de Carré jusqu'à nos jours, allant du rejet pur et simple de l'adage à son application intégrale : système extrémiste de Carré, le système intermédiaire de Bourbeau, le système moderne.

(1) *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1856, t. VIII, p. 554.

SECTION I.

Le système extrémiste et restrictif de Carré.

Dans son *Traité sur la compétence* (1) Carré écrit : « Il faut (pour que le juge de paix soit compétent) que le titre ne soit pas contesté ; dans le cas contraire, ce magistrat ne pourrait connaître de la demande encore bien que la somme n'excédât pas le taux de la compétence du juge de paix ». Carré repousse donc purement et simplement l'application de l'adage : « Le juge de l'action est juge de l'exception » au juge de paix. Il restreint au minimum la compétence de la juridiction cantonale. C'est la raison pour laquelle on peut qualifier ce système d'extrémiste et de restrictif.

Cette doctrine, on le comprend aisément, a été vivement combattue. Bourbeau, dans son ouvrage sur la Procédure civile (2) ne manque pas d'objecter que cette théorie « ne peut s'appuyer ni sur un texte, ni sur une déduction rationnelle des principes de la compétence ».

Par contre, ce que ne remarque pas Bourbeau, c'est que cette théorie semble bien correspondre à l'esprit de la Législation de 1790. En effet, la Loi du 16-24 août 1790 n'avait voulu confier au juge de paix que des litiges de faible importance, dont la solution fût très simple, pour qu'ils puissent être jugés par des citoyens ayant « quelque expérience et usage » *sans avoir reçu une formation juridique quelconque*. Il n'est pas douteux que Carré qui écrivait en 1829, n'ait été fortement influencé par les travaux préparatoires de la loi, et il se peut, en définitive, que son opinion soit vraiment l'expression de la compétence que les législateurs de l'époque révolutionnaire voulait donner au juge de paix. Mais cette conception étroite de la juridiction de ces magistrats était contraire au but même que poursuivait la Constituante lors-

(1) Carré, *Traité des Lois de l'organisation judiciaire et de la compétence*, t. IV, p. 34.

(2) Bourbeau, *Théorie de la Procédure civile*, t. VII, p. 77.

qu'elle créa ces juges populaires. Ceux-ci, nous l'avons vu, devaient juger avec célérité les causes que la loi leur attribuait, mais par application de la théorie ci-dessus exposée, il aurait suffi de contester la demande pour rendre ce juge incompétent, ou tout au moins pour l'obliger à surseoir.

On voit, par ces explications, combien ce système était critiquable, aussi Carré est le seul qui ait soutenu avec une pareille intransigeance l'incompétence du juge de paix en matière d'exception ou de défense. Nous avons exposé la doctrine de cet auteur à titre purement historique, car personne ne s'y est rallié.

A une époque presque contemporaine un nouveau système fut élaboré, plus libéral et plus pratique que le précédent ; nous allons l'exposer.

SECTION II.

Le système intermédiaire ou modéré.

1. **Exposé.** — Ce système peut se résumer dans cette formule : Le juge de paix est compétent pour juger l'exception ou la défense que le défendeur oppose à la demande, *à condition toutefois que l'exception ou la défense rentre elle-même dans sa compétence.*

Pour concrétiser cette formule nous allons raisonner sur un exemple : Supposons un individu poursuivi devant le juge de paix en paiement d'une somme de 50 francs, montant d'une prime d'assurance le garantissant contre le risque incendie, jusqu'à concurrence de 20.000 francs. Le défendeur refuse de payer parce que la prime est prescrite ou parce qu'il l'a déjà payée. Dans cette hypothèse, le juge de paix sera d'après cette théorie, pleinement compétent et pour juger de la valeur de l'exception et pour trancher le procès au fond.

Par contre, si le défendeur soutenait qu'il ne devait pas la prime parce que la police était nulle ou avait été résiliée d'un commun accord, le magistrat cantonal devrait se déclarer incompétent, l'exception excédant alors sa compétence.

Cette doctrine est celle de Bourbeau, de Bioche, de Lancien, celle également du Répertoire Dalloz. Elle marque un progrès certain sur la précédente théorie (celle de Carré). Le juge de paix a le droit d'apprécier la valeur de l'exception ainsi précisée. Bourbeau (1) s'exprime ainsi : « lorsque la défense est circonscrite dans une simple négation du droit expressément affirmé par le demandeur, cette défense ne change rien aux éléments primitifs du procès, elle n'est qu'un des deux termes du dilemme posé devant le juge ». Le juge de paix a donc le droit d'en connaître.

Mais, continue-t-il, la défense peut chercher un autre point d'appui, *en dehors* du terrain où s'était cantonné la demande, soulever une contestation sur le titre que la demande invoque ; dans ce cas les difficultés se succèdent et les nuances se multiplient.

Après avoir étudié la demande qui a pour but d'obtenir le paiement d'une somme qui n'est que le reliquat d'une créance, et avoir constaté que la jurisprudence de la Cour de cassation était à présent fixée en faveur de la compétence du juge de paix, Bourbeau aborde la question qui nous intéresse : « Que décider lorsque le demandeur en formulant sa prétention lui donne le caractère d'une prestation périodique ou partielle dérivant d'un titre qui doit imposer ultérieurement des obligations de même nature ». Bourbeau envisage ici l'hypothèse de l'assuré qui ne veut pas payer la prime sous prétexte que le contrat d'assurance lui-même est nul. Suivant l'expression de l'auteur la défense « cherche un point d'appui en dehors du terrain où s'était cantonnée la demande ». Dans ce cas le défendeur « dégage l'élément litigieux introduit à l'état inerte dans la demande judiciaire » ; le défendeur ne soulève, il est vrai, ni contre-prestation ni question préjudicielle ; il n'y a dans sa défense qu'une négation du droit implicitement affirmé par le demandeur ; mais en réclamant de son adversaire le paiement d'un arrérage ou d'un terme,

(1) Bourbeau, *op. cit.*, t. VII, p. 77.

le défenseur le mettait en demeure de reconnaître le fond du droit ou de le contester ». *Remarquons que, dans l'hypothèse prise par Bourbeau le défendeur n'oppose ce moyen que comme exception et non pas comme demande reconventionnelle*. Quelle est donc la solution donnée à la question ainsi posée ? L'auteur déclare que pour déterminer le véritable chiffre de la demande il faut ajouter au montant des arrérages demandés le capital moyennant lequel la rente serait rachetable ou cumuler avec le terme de l'obligation les autres termes dont le titre prétendu imposerait le paiement au défendeur : et si ce résultat dépasse le taux fixé par l'article 1 de la Loi du 25 mai 1938, le juge de paix, aussitôt que la contestation s'établit sur le titre, doit se déclarer incompétent (1).

Quelles sont les raisons qui amènent Bourbeau à se prononcer ainsi ? Ne pourrait-on pas soutenir que le taux de la demande rentrant dans la compétence du juge, il peut malgré le moyen de défense statuer sur la demande dont il est saisi. C'est la théorie qui est admise aujourd'hui.

L'auteur répond que le juge ne peut séparer de la cause la condamnation qu'il prononce et adjuger la demande sans consacrer pour l'avenir le droit du créancier. L'existence ou la validité du titre n'est pas seulement un moyen, c'est l'objet du procès, c'est le procès lui-même recevant de la décision du juge l'autorité de la chose jugée. A l'appui de sa thèse, Bourbeau invoque un arrêt de la Cour de cassation du 16 août 1843, proclamant l'incompétence du juge de paix pour statuer sur une demande en paiement d'une somme inférieure à 200 francs (nous sommes sous le régime de la loi de 1838), pour abonnement mensuel à l'éclairage par le gaz, dans une espèce où les abonnés, ainsi que le constate l'arrêtiste, repoussaient l'action en paiement par une exception de nullité du titre qui affectait non seulement les échéances réclamées mais les échéances ultérieures (2).

Nous avons cité longuement cet auteur car il nous a paru

(1) Bourbeau, *op. cit.*, n° 47.

(2) D. 43.1.461.

exprimer avec le plus de force et de clarté les idées de la doctrine vers le milieu du siècle dernier relativement à l'application au juge de paix de la maxime : le juge de l'action est juge de l'exception. Tous les autres auteurs ont fait valoir avec plus ou moins de bonheur les arguments exposés par Bourbeau. Il nous reste à critiquer cette théorie.

2. **Critique de cette théorie.** — Bourbeau admet donc l'application de l'adage au juge de paix, mais d'une façon restreinte, lorsque l'exception soulevée devant ce magistrat n'élargit pas le débat ; mais au contraire lorsque l'exception étend le champ du procès, le juge de paix devient incompétent et la maxime ne s'applique plus. Or, lorsqu'il s'agit de prestations successives comme en matière de primes d'assurances, et que le défendeur pour ne pas payer argue de la nullité de la police ou de sa résiliation, ce défendeur soulève une question dont l'intérêt dépasse de beaucoup la valeur de la prime demandée. En effet, le juge ne peut déclarer la demande bien-fondée que s'il reconnaît la validité du contrat, et par le fait même, il décidera, tout au moins implicitement, que les autres primes qui viendront à l'avenir à échéance, devront être payées. En définitive la valeur du litige est égale à la somme de toutes les primes qui seront dues jusqu'à la fin de la police. Bourbeau, on le voit, *invoque à l'appui de sa thèse l'autorité de la chose jugée.*

Sans nous attarder longuement sur la valeur de ce moyen que nous examinerons avec soin ultérieurement, nous nous bornerons à faire une remarque. L'autorité de la chose jugée ne porte que sur le dispositif du jugement, c'est un principe indiscutable du droit français ; or, dans le cas qui nous occupe le défendeur ne demande pas au juge de paix de dire dans sa sentence que le contrat d'assurance est nul ou résilié ; il ne fait valoir cet argument que comme moyen de défense pour faire échec à la demande. *Il n'oppose pas au demandeur une demande reconventionnelle, mais une simple exception. Il ne peut donc pas y avoir chose jugée.* Bourbeau, dans son raisonne-

ment, ne distingue pas avec assez de netteté, la demande reconventionnelle et l'exception. Cette confusion, la doctrine moderne ne la commet plus, et ceci nous amène à parler de la théorie des partisans de l'application intégrale de la maxime au juge de paix.

SECTION III.

La théorie moderne.

La doctrine moderne est très favorable à l'application de l'adage : « le juge de l'action est juge de l'exception » aux juges de paix. Ces magistrats, disent ces auteurs, n'ont compétence que pour les litiges que la loi leur a expressément confiés. Mais pour ces litiges ils ont la plénitude de juridiction, c'est-à-dire, le pouvoir d'examiner, d'écarter ou d'admettre les moyens de défense ou exceptions que le défendeur oppose à la demande. Cependant l'opinion de certains est plus nuancée que d'autres. Nous allons passer en revue ces diverses tendances.

§ 1. — *Auteurs ayant traité du problème dans des ouvrages généraux.*

Dans le *Traité de procédure* de MM. Glasson, Tissier et Morel, nous lisons : « *Les juges de paix peuvent, en général, dans les causes soumises à leur compétence ordinaire ou exceptionnelle, statuer sur les moyens de défense tirés d'un contrat ou d'un autre acte, interpréter ce contrat ou cet autre acte, en affirmer l'existence, en apprécier la validité bien qu'ils n'aient pas compétence pour statuer sur les questions ainsi soulevées si elles font l'objet d'une demande en justice* (1). Ces auteurs sont donc partisans de l'application absolue de la maxime.

MM. Garsonnet et César Bur écrivent (2) : « La règle, le

(1) *Traité historique et pratique d'organisation judiciaire de compétence et de procédure civile*, 3^e édition, 1915, t. I, p. 737, n^o 283.

(2) *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 3^e édition, Paris, 1925, t. I.

juge de l'action est juge de l'exception, ne s'applique pas aux juges de paix, mais cela ne signifie pas qu'elle leur soit tout à fait étrangère ». Il semblerait que par cette position de principe, ces auteurs soient nettement défavorables à la plénitude de juridiction des magistrats cantonaux. Il n'en est rien cependant comme nous le verrons.

Ils distinguent, quant à l'application de l'adage, les défenses, incidents et les demandes reconventionnelles. Pour les défenses, ils décident que la maxime s'applique devant ces tribunaux comme devant les juridictions de droit commun ; ils écartent cependant l'application de l'adage dans trois cas : lorsque se pose une question d'état, une question immobilière, ou lorsqu'il s'agit du règlement d'une indemnité pour non jouissance. Pour les incidents, ils admettent de même la compétence du juge de paix, sauf pour l'inscription et la vérification d'écriture. Quant aux demandes reconventionnelles, ils exposent les règles fixées par la loi. Il résulte de ce résumé, que contrairement à leurs affirmations, ces auteurs sont très favorables à la plénitude de juridiction du juge de paix ; ils n'exceptent de sa compétence que les cas que la loi elle-même leur a retiré.

M. Solus, dans son *Cours de procédure civile* ne manque pas de faire observer que, puisque la loi a jugé utile, dans certains cas, d'écarter l'application de l'adage, on peut déduire de là, avec raison, que hors de ces hypothèses, le juge de paix est pleinement compétent pour trancher toutes les exceptions ou fins de non recevoir opposées à la demande.

C'est à la même conclusion qu'arrive M. Appleton, dans une note au Dalloz (1), où il étudie à propos d'un arrêt de la Cour de cassation relatif à un litige commercial l'application de l'adage aux juridictions d'exception.

(1) Cass. 6 février 1924. D. 1924.1.161.

§ 2. — *Auteurs qui ont écrit des ouvrages spéciaux aux juges de paix.*

Si, après avoir examiné les auteurs qui ont écrit de grands Traités de procédure nous examinons la doctrine des spécialités du droit des tribunaux cantonaux, nous voyons que les auteurs sont favorables à l'application de l'adage.

Un des champions de l'élargissement de la compétence du juge de paix et de l'abolition de toutes les entraves qui limitent sa juridiction, a été Pabon. Dans son *Traité sur les justices de paix* (1), Pabon, à une époque où la question était encore discutée, soutenait que le *juge de paix devait rester compétent pour connaître de l'exception quelle que soit la valeur du titre contesté, et encore qu'il s'appliquerait à une créance plus forte que celle qui fait l'objet de la demande*. Il faisait valoir, en effet, que du moment que l'on décide que l'adage s'applique au juge de paix, il n'est pas possible de restreindre, sans un texte de loi formel, l'application extensive de la règle.

On voit combien cette théorie est en progrès sur celle de Bourbeau, puisque cet auteur ne donnait compétence au juge de paix que lorsque le titre contesté s'appliquait exclusivement au droit de créance du demandeur, et qu'il ne constatait aucune obligation future, c'est-à-dire, quand l'importance qui s'attache à la constitution du titre se trouve limitée par le chiffre de la demande. Les idées de Pabon étaient par conséquent très hardies, car malgré l'arrêt de principe de la Cour suprême de 1860, tous les auteurs n'admettaient pas cette solution (2). Nous aurons l'occasion à plusieurs reprises de faire ressortir les vues très originales de Pabon ; il a été l'un des plus ardents champions de la plénitude de juridiction de ces magistrats.

M. Milhaud qui a continué et mis à jour l'ouvrage de Pabon, justifie l'application de l'adage au juge de paix par plusieurs

(1) Pabon, *Traité historique et pratique des justices de paix*, t. I, p. 343.

(2) Voir notamment Leducq, *Nouveau formulaire de la justice de paix*, qui se rallie à la théorie de Bourbeau.

arguments. Le premier est que du moment que sans texte formel on l'applique aux tribunaux civils, il n'y a aucune raison pour ne pas l'appliquer aux tribunaux d'exception ; le second est, que si on refusait de l'appliquer au juge de paix, le but que s'est proposé le législateur en instituant ces tribunaux ne serait pas atteint : il y aurait à chaque instant des moyens de défense plus ou moins sérieux invoqués par le plaideur, souvent de mauvaise foi, qui s'opposeraient à ce que le juge de paix put rendre une décision, alors même que le titre contesté n'offrirait aucune difficulté d'interprétation ; le troisième motif est que le législateur dans l'article 14 du Code de procédure civile, a expressément stipulé que le juge de paix est incompétent pour statuer sur l'exception de dénégation d'écriture, ce qui fait supposer qu'il admet la compétence de ce tribunal pour les autres exceptions ou moyens de défense (1).

Nous pouvons donc conclure que la doctrine moderne est très favorable à la théorie de la plénitude de juridiction du juge de paix. On peut la résumer ainsi : le juge de paix n'est compétent que pour les litiges que la loi lui a formellement soumis, mais dans ces limites il est pleinement compétent pour trancher toutes les exceptions, à moins que par un texte spécial la loi ne lui interdise d'en connaître.

Cette étude nous montre l'évolution qu'a accompli la doctrine en cette matière. Au début, excessivement défavorable à l'application de l'adage, elle soutient aujourd'hui que la maxime doit s'appliquer intégralement devant les juges de paix.

(1) Milhaud, *Répertoire alphabétique des justices de paix*, t. II, p. 107.

CHAPITRE II

ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE

Pabon constate que jusqu'en 1850, l'adage traditionnel avait été appliqué par la jurisprudence avec quelque incohérence. Il nous serait facile d'en donner des exemples : nous nous contenterons de citer et d'étudier deux arrêts de la Cour de cassation rendus la même année, à trois mois d'intervalle, l'un par la Chambre civile, affirmant que la règle « Le juge de l'action est juge de l'exception » s'applique au juge de paix, l'autre de la Chambre des requêtes, repoussant l'application de l'adage. Cette opposition de jurisprudence de la Cour suprême, nous a paru intéressant à exposer : nous analyserons les deux espèces, nous verrons ensuite les conclusions que l'on peut en tirer.

SECTION I.

Les deux arrêts de la Cour de cassation de 1836.

§ 1. — *L'affaire Millot-Bolle.*

Dans la première affaire soumise à la Chambre civile, à une demande purement personnelle et mobilière, était opposée une exception d'incompétence, motif pris de ce que le juge de paix pour statuer sur la demande était obligé d'interpréter un acte de vente, contrat dont la valeur dépassait de beaucoup sa compétence. Voici le cas (1).

Le sieur Millot s'était rendu adjudicataire moyennant

(1) Cass. civ. 11 avril 1836. S. 1836.1.696.

47.000 francs du domaine du Hallais, licite entre les enfants et les héritiers Bolle. Le jour même, il loue à l'un une maison et un jardin dépendant de ce domaine. Plus tard, il cita le sieur Bolle, son fermier, devant le juge de paix du canton de Pierre-Fontaine, en paiement d'une somme de 90 francs à titre de réparation du dommage que ce dernier lui avait causé en enlevant plusieurs voitures de bois sur le domaine du Hallais. Bolle se défendit en soutenant, entre autres moyens, qu'il avait le droit d'enlever le bois dont il s'agit, d'après l'une des clauses du cahier des charges dressé pour la vente du domaine, laquelle clause portait, que l'adjudicataire serait tenu de prendre le domaine dans l'état où il se trouvait lors de l'adjudication définitive.

Le juge de paix, loin de se déclarer incompétent pour interpréter un contrat de droit civil excédant (1) de beaucoup sa compétence (47.000 fr.), examine le titre, et, se fondant sur ce que le sieur Bolle ne pouvait invoquer le cahier des charges, et sur ce qu'il serait injuste d'interpréter ce cahier de manière à ce que le vendeur qui aurait mis des bois en vente pût les couper après leur mise à prix et estimation, condamne le sieur Bolle à 54 francs de restitution envers le sieur Millot.

Bolle appela de cette sentence pour incompétence du juge de paix, et par jugement du 16 mars 1833, le Tribunal de Baume accueillit cette exception « attendu que le juge de paix n'avait pu, à l'occasion d'une somme de 90 francs pour réparation du préjudice dommage causé, interpréter le cahier des charges de la vente du domaine du Hallais, titre dont la valeur était bien supérieure à celle qui formait la compétence du juge de paix ». Le tribunal adoptait donc la théorie de Bourbeau, qui décidait que le juge de paix ne pouvait trancher l'exception qui nécessitait l'interprétation d'un titre excédent sa compétence.

Millot ne se tint pas pour battu et demanda justice à la

(1) Nous sommes sous le régime de la loi du 16-24 août 1790, fixant la compétence du juge de paix à 50 fr., en dernier ressort et à 100 fr. à charge d'appel art. 9 titre III.

Cour de cassation (Les frais de procédure étaient heureusement moins élevés que de nos jours). Pour soutenir le pouvoir il s'appuyait sur l'article 9 de la loi du 16-24 août 1790 qui fixe à 100 francs la compétence du juge de paix. Par arrêt de la Chambre civile du 11 avril 1836, la Cour de cassation cassa le jugement pour les motifs suivants : « Attendu que la demande intentée par Millot contre Bolle, son fermier, était purement personnelle et mobilière et n'excédait pas la compétence de ce magistrat, puisque la somme réclamée par le demandeur en réparation de coupes de bois faites à son préjudice n'était que de 90 francs.

Attendu que Bolle s'étant défendu, en invoquant une des clauses du cahier des charges de la vente par adjudication du domaine portant que l'adjudicataire prendrait ce domaine dans l'état où il se trouverait au jour de l'adjudication définitive avait, par là, saisi le juge de paix du droit d'apprécier cette clause.

Attendu que de son côté ce magistrat avait pu apprécier le mérite de cette défense sans sortir des limites de ses attributions, d'après ce principe que tout tribunal qui est juge de l'action est juge de l'exception ; d'où il suit que le Tribunal de Baume qui a déclaré que le juge de paix de Pierre-Fontaine était incompétent pour statuer sur la matière a ouvertement violé l'article de la loi précitée ».

Cet arrêt, brièvement, mais très fortement motivé, infirmant la thèse restrictive du Tribunal de Baume et consacrant la plénitude de juridiction des juges de paix, en matière d'exception et de défense aurait dû, semble-t-il, être mis en relief par les auteurs qui ont traité de ce sujet. Il n'en est rien. Trouvait-on cette solution trop hardie eu égard aux capacités juridiques bien modestes des magistrats cantonaux de l'époque : ou bien considérait-on que cette jurisprudence allait à l'encontre des principes — non écrits — posés par la Constituante ? Il est difficile de trancher ce problème. Toujours est-il que, quelques mois plus tard, la Cour de cassation se

déjugéait par l'arrêt rendu par sa Chambre des requêtes. Voici les circonstances de cet arrêt.

§ 2. — *L'affaire Goupil de Préfelu-Noirville.*

En 1834, une souscription avait été ouverte pour faire réparer une partie d'un chemin. Lorsque les travaux furent terminés, Goupil de Préfelu, l'un des commissaires chargés de la réception des deniers délivra sur la dame de Noirville un mandat de 150 francs montant de la souscription que cette dame aurait consenti. Refus de paiement sous prétexte qu'elle n'avait souscrit que pour 100 francs, et qu'elle s'était déjà libérée de cette dette. Goupil de Préfelu fait alors citer la dame de Noirville devant le juge de paix de Trun, réduisant cependant sa demande à la somme de 50 francs, offrant de prouver par témoins que la dame de Noirville avait souscrit pour 150 francs.

Jugement interlocutoire qui ordonne une enquête sur ce point de fait, et le 14 décembre 1834 jugement définitif qui condamne la défenderesse à la somme de 50 francs, à titre de reliquat de sa souscription de 150 francs. Appel de ces deux jugements par la dame de Noirville. Elle soutient que le juge de paix a prononcé incompétemment dans l'espèce, en ce que pour décider la contestation qui lui était soumise, et bien que la demande ait été réduite à une somme de 50 francs, il s'était vu forcé de prononcer sur une somme de 150 francs, ce qui excédait sa compétence, même en premier ressort. De Préfelu soutenait au contraire, que le juge de paix avait compétemment statué et, même en dernier ressort attendu qu'il ne s'agissait que d'une somme de 50 francs, et que pour déterminer la compétence comme le dernier ressort, il ne fallait avoir égard qu'à la somme demandée.

Le débat judiciaire était donc clairement posé : d'une part, la dame de Noirville argue de l'incompétence du juge de paix pour statuer sur une demande d'une valeur de 50 francs, alors que pour la condamner à payer cette somme, le magis-

trat devait décider, par voie implicite tout au moins, si elle s'était engagée à verser à de Préfelu une somme de 150 francs qui excédait, par conséquent, la compétence du juge de paix ; d'autre part, Goupil de Préfelu affirmait la compétence du juge de paix, pour le motif que ce magistrat n'était appelé à se prononcer que sur une demande qui n'excédait pas sa compétence, et non sur l'exception. D'un côté, compétence restreinte du juge de paix et inapplicabilité de l'adage, et de l'autre plénitude de juridiction, en ce qui concerne les exceptions.

Le Tribunal d'Argentan rejette ce dernier système et annule les deux jugements du juge de paix comme incompétemment rendus. On lit notamment dans cette décision : « Considérant qu'avant de statuer sur la demande de 50 francs formée par M. de Préfelu, le juge de paix devait ordonner la preuve de l'existence de l'obligation de 1.500 ; que c'est en effet, cette preuve que ce magistrat a ordonné. Considérant que le juge de paix n'était pas compétent pour ordonner cette preuve ni en apprécier le résultat, car alors il s'agissait de juger l'unique question de savoir si la dame de Noirville s'était ou non obligé envers M. de Préfelu, à une somme de 150 francs, somme qui excédait sa compétence. Considérant qu'il suit de là que le juge de paix était incompétent pour juger la cause qui lui était soumise ». Il semble bien que le tribunal ait confondu la preuve de l'obligation avec la condamnation demandée.

Pourvoi en cassation : même motif développé de part et d'autre que devant le tribunal civil. Devant la Cour suprême une vive discussion s'engagea, si l'on en croit le Sirey que nous suivons fidèlement : le rapport du conseiller demandait le rejet du pourvoi : donc la consécration de la thèse du Tribunal d'Argentan qui avait consacré l'incompétence du juge de paix. Il s'exprimait ainsi « sur quoi porte en effet le débat ? Evidemment sur le montant de la souscription ; il y est tellement que, hors de là, le juge de paix est dans l'impossibilité de juger. Les 50 francs sont bien l'objet du litige, ou si l'on

veut encore la valeur de la demande (le conseiller voit bien l'objection : il la réfute à sa manière), mais ils sont dus ou ils ne sont pas dus, suivant qu'il sera jugé que la souscription était ou non de 150 francs ou de 100 francs ». Et il ajoute : « Voilà l'office du juge de paix qui s'étend, qui sort du cercle dans lequel une partie a prétendu le restreindre, et cet office, le juge de paix l'a rempli puisqu'il a ordonné une enquête ; que c'est d'après le résultat de cette enquête qu'il a reconnu l'existence de la dette... ».

De ce rapport il résulte, que le conseiller rapporteur confond la question de la preuve de l'obligation sur laquelle repose la demande, avec l'objet de la demande. Les règles ne sont pas identiques. L'obligation doit être prouvée selon les règles posées par le Code civil et le juge de paix est compétent pour dire si la preuve du contrat est apportée. Quant à l'objet de la demande il peut ne concerner qu'une partie, une quotité de l'obligation qui est contestée, et par là même, rentrer dans les limites de la compétence de leur juridiction. C'est ce qu'a très bien saisi le conseiller Brière Valigny, qui a présenté des conclusions en sens contraire : « Quoi qu'il s'agisse, disait-il, d'un intérêt fort modique, la question est grave et demande un sérieux examen... On ne peut se dissimuler que la jurisprudence semble favorable au pourvoi (allusion peut-être à l'arrêt de la Chambre civile, et rendu peu de mois auparavant), et que cette jurisprudence semble être appuyée sur le texte précis de la loi. »

Le ministère public adoptait lui aussi ce système et soutenait que le jugement attaqué avait confondu l'objet de la demande avec ce qui n'était qu'un chef de preuve tendant à fixer le point litigieux : en conséquence, il concluait à l'admission du pourvoi.

Qu'allait être la thèse que consacrerait en définitive la Cour de cassation ? Il semble qu'elle aurait dû se rallier à l'opinion déjà consacrée par la Chambre civile, opinion appuyée par l'avocat général ; il n'en fut rien. Voici l'arrêt rendu le 17 août 1836 : « Considérant que, quoique le demandeur n'ait conclu

dans son exploit introductif d'instance qu'au paiement d'une somme de 50 francs, néanmoins il a fondé sa demande sur ce que la dame de Noirville s'était engagée envers lui au paiement d'une somme de 150 francs, et que le juge de paix a été par suite, mais nécessairement saisi de la question de savoir si la dame de Noirville avait contracté cet engagement de payer 150 francs, qui excédait la compétence du juge de paix.

Attendu que le Tribunal d'Argenton en le jugeant ainsi n'a commis aucune violation de la loi, rejette... »

§ 3. — *Commentaire.*

Commentant ces deux arrêts l'annotateur du Sirey déclarait que la nuance ou la raison de décider qui distingue ces deux solutions en sens contraire des deux Chambres de la Cour de cassation, paraissait difficile à discerner. Il dégageait ensuite la ressemblance, l'identité, pour ainsi dire, entre les deux espèces : Dans un cas comme dans l'autre, écrit-il, la chose demandée est d'une valeur inférieure à 100 francs, et sous ce rapport il semblerait que la compétence du juge de paix était incontestable.

Mais dans le premier cas, la décision du litige exigeait du juge de paix, l'examen d'une clause insérée dans un contrat de vente d'immeuble, qu'il en déterminât le sens et la portée (chose en dehors de sa compétence) : dans le second cas, il a dû pour statuer sur la demande d'une somme inférieure à 100 francs (limite de sa compétence) examiner s'il y avait eu obligation contractée pour une somme supérieure. Y a-t-il entre ces deux espèces une différence réelle en droit, une raison suffisante de décider que le juge de paix est compétent dans la première, et qu'il est incompétent dans la deuxième. Nous ne le pensons pas. « Et de donner les raisons qui le font ainsi se prononcer. Dans l'un et l'autre cas, la décision du juge de paix ne peut jamais porter que sur la chose demandée, et si cette demande ne dépasse pas les limites de ses pouvoirs il est compétent pour l'adjudger. Qu'importe que pour décider

si la chose demandée est due, le juge de paix ait à s'élever à l'appréciation des conventions d'une valeur plus importante sur lesquelles du reste on ne lui demande aucune décision ? Toujours est-il que, pour lui comme pour les parties, cette appréciation ne sera qu'un moyen de preuve ou de vérification de la demande qui lui est soumise, mais nullement l'objet du jugement à rendre. C'est dans cette appréciation qu'il puisera plus ou moins exclusivement les motifs de sa décision, mais ces motifs ne seront pas eux-mêmes une décision ou un jugement. Le jugement qu'il rendra n'aura toujours l'effet de la chose jugée que sur la chose demandée : on ne pourra donc pas dire que le juge soit sorti des limites de sa compétence. »

Et l'arrêliste d'indiquer qu'il en est de même en matière d'action possessoire : la jurisprudence longtemps incertaine, disait-il, s'est enfin fixée à ce point que le juge de paix peut, dans les motifs de son jugement discuter et apprécier les titres de propriété des parties, pourvu que le dispositif ne porte que sur la possession.

Dans le système contraire qui consiste à peser les moyens de preuve offerts par les parties au lieu de s'arrêter à l'objet de leur demande, à scruter les motifs de la conviction du juge, pour voir s'il ne s'y rencontre pas quelque considération de fait ou de droit, qui dépasse les limites de sa juridiction, on arrive à enlever au juge de paix les plus grandes parties des causes personnelles et mobilières qu'il semblerait appelé à juger. Par suite, on est forcé d'écarter toute idée de célérité et d'économie dans les contestations du plus minime intérêt, et il faudra bien se résigner à subir toutes les lenteurs, tous les frais de procédure, etc..., si pour dessaisir le juge de paix il suffit à l'une des parties d'alléguer que la demande se rattache à quelque intérêt réel ou immobilier, ou le reliquat d'une créance dont la valeur dépasse la compétence de ce juge. Un tel résultat nous paraît inadmissible, il est du moins en opposition manifeste avec le but que s'était proposé le législateur dans l'institution du juge de paix.

Nous ne saurions faire valoir de meilleurs arguments.

§ 4. — *Conclusion.*

Ces deux arrêts sont intéressants à plus d'un point de vue. Outre la contradiction qui régnait alors à la Cour de cassation relativement à l'application de l'adage aux juges de paix, ils nous montrent :

a) *L'hostilité irréductible des tribunaux de première instance à la thèse de la plénitude de juridiction de ces magistrats.* Dans l'un et l'autre cas le tribunal civil a rejeté l'application de la maxime. Le juge de paix est incompétent pour interpréter un contrat dont la valeur excède sa compétence, quelque soit le chiffre de la demande en justice. Nous croyons devoir faire remarquer que cette jurisprudence, extrêmement défavorable à la juridiction des tribunaux cantonaux, n'était pas inspirée que par des considérations juridiques ; il s'y mêlait également des considérations d'ordre pratique.

Les tribunaux craignaient à cette époque que si l'on ne donnât la plénitude de juridiction aux juges de paix — dans les limites des cas où la loi leur a donné compétence —, le rôle de ces tribunaux ne devint de plus en plus réduit, et que l'opinion publique ne demandât leur suppression. Nous en avons la preuve dans les travaux préparatoires de la Loi du 13 mars 1838 (1). Les hommes de loi de l'époque et même les magistrats siégeant soit à la Chambre des Députés, soit à la Chambre des Pairs, se souciaient fort de l'incidence que pourrait avoir l'extension de la compétence des juges de paix sur les tribunaux de première instance. Plus la juridiction des juges de paix serait élargie moins les tribunaux auraient d'affaires. D'où les restrictions multiples imposées par la loi et par l'interprétation de la jurisprudence.

Cette hostilité des tribunaux civils était-elle partagée par la Cour suprême ? Il est bien difficile de répondre affirmativement à cette question. La Cour jugeant en droit et en toute

(1) Voir la discussion et le vote de la loi de 1838, dans le *Journal spécial des justices de paix*, par Julhe de Foulan, 1837.

impartialité ne se laisse pas influencer par des considérations pratiques. Nous noterons toutefois que les chefs hiérarchiques de cette haute juridiction marquèrent une froideur non dissimulée lors de la discussion de la loi de 1838, étendant les pouvoirs de juges de paix (1).

b) Il nous faut souligner également *l'opposition de jurisprudence entre les deux Chambres de la Cour de Cassation*. La Chambre civile est très favorable à l'application de l'adage ; elle tranche juridiquement le problème posé : distinction entre la demande et l'exception : pour que le juge de paix puisse statuer valablement, il faut que la demande rentre dans le taux de sa compétence. Ceci posé, ce magistrat sera toujours compétent pour apprécier le moyen de défense, sans sortir des limites de ses attributions, car tout tribunal juge de l'action l'est légalement de l'exception. Au contraire la Chambre des requêtes est divisée sur la question. Le Conseiller rapporteur est défavorable à l'application de la maxime : il confond l'objet de la demande avec la preuve du contrat. L'avocat général est au contraire favorable à son application. En définitive la cour adopte la solution restrictive et suivant en cela le conseiller rapporteur ne fait aucune distinction entre l'objet de la citation et la preuve de l'obligation.

c) Quant à l'annotation de l'arrêt, nous devons souligner la *justesse et la profondeur de son commentaire*. A une époque où Carré soutenait sa théorie, de l'incompétence du juge de paix dès qu'il y a lieu à interprétation du contrat, il résoud la question posée dans les deux arrêts selon la manière la plus conforme à la nature juridique de la juridiction saisie. Il appuie son raisonnement sur des arguments que, à un siècle de distance, les auteurs modernes ont développé ignorant sans doute qu'en 1836 un arrétiste les avait déjà exposés avec talent : 1^o distinction de l'objet de la demande et de la preuve de l'obligation, 2^o différence essentielle entre l'exception et la demande reconventionnelle au point de vue de

(1) *Journal spécial des justices de paix, op. cit.*, p. 163, année 1838.

l'autorité de la chose jugée, 3^o les conséquences contraires du but poursuivi par le législateur (rapidité), si on écarte l'application de l'adage. Ce commentateur était vraiment un précurseur.

§ 5. — *La jurisprudence actuelle sur ces deux points.*

Avant d'aborder l'étude des applications que fait la jurisprudence de l'adage « le juge de l'action est juge de l'exception », il est bon de rechercher quelles sont les solutions qu'elle donne aux deux espèces que nous avons étudiées.

Constatons sur le dernier point un revirement de la Cour de cassation. Alors que dans l'arrêt de 1836 elle avait jugé que le juge de paix était incompétent pour connaître de la demande en paiement du reliquat d'une créance (rentrant dans le taux de sa compétence) lorsque la créance elle-même excédait ce taux ; la Cour de cassation est fixée depuis longtemps déjà dans le sens de la plénitude de juridiction. Nous relevons le premier arrêt du 19 novembre 1846 (1). Il a même été décidé que la compétence du juge de paix ne cessait pas, alors même que le reliquat réclamé serait celui d'un compte courant formant un tout indivisible, ce magistrat ayant le droit d'examiner et d'arrêter le compte, afin d'éclairer sa religion sur le bien-fondé de la demande (2). En effet, lorsqu'il s'agit du reliquat d'une créance, on ne peut pas dire que le demandeur en actionnant devant le juge de paix cherche à échapper à la compétence du tribunal civil puisque, en définitive, il ne lui est dû que la somme réclamée par lui, somme à laquelle le juge de paix condamnera le défendeur. Donc sur ce point la compétence de ce magistrat est reconnue ; sa juridiction s'élargit.

En est-il de même dans le cas où l'exception est relative à l'interprétation d'un contrat de droit civil ? Il y a ici plus

(1) S. 1849.1.342, voir également *Journal des justices de paix*, 1914, p. 433.

(2) Il y a cependant discussion. Voir Milhaud, *op. cit.*, t. I, p. 467.

de doute. Alors que l'arrêt du 11 avril 1836 avait proclamé que l'adage s'appliquait indiscutablement, il y a dans la jurisprudence moderne plus de réticence, semble-t-il. Dans l'espèce soumise à la Cour suprême en 1836 il s'agissait de savoir si le juge de paix était compétent pour trancher une exception relative à un contrat de vente. La Cour n'avait pas hésité à confirmer le point de vue du juge de paix qui s'était déclaré compétent. Nous verrons dans la suite de notre exposé qu'on peut se demander si la Cour suprême n'a pas changé sa jurisprudence sur ce point, surtout si l'on admet que le juge de paix étant une juridiction d'exception à l'instar du tribunal du commerce la défense que ne peut trancher l'une de ces juridictions ne peut pas plus être solutionnées lorsqu'elles se présentent devant l'autre. La Cour suprême a jugé en effet que si le défendeur assigné devant une juridiction commerciale soulevé un moyen de défense portant sur un point de droit civil ou rendant nécessaire l'interprétation d'un contrat civil (la vente en l'espèce), la solution de cette question devait être soumise préjudiciellement à la juridiction civile (1). Cet argument doit être repoussé car, malgré le caractère exceptionnel de sa juridiction, le juge de paix n'en est pas moins un juge de droit civil dont les pouvoirs sont restreints plutôt au point de vue de la valeur de la demande que relativement à sa nature, du moins en ce qui concerne les actions personnelles et mobilières. Nous reviendrons d'ailleurs, par la suite, sur ce point pour le développer.

SECTION II.

Etude de la jurisprudence moderne.

Cet exposé sera divisé en deux parties : tout d'abord l'étude des moyens de défense qui n'élargissent pas le procès ; nous verrons ensuite les exceptions qui, au contraire, l'amplifie.

(1) Cass. civ. 6 févr. 1924. D. 1924.1.161 et la note de M. Appleton.

§ 1. — *Des exceptions ou défenses qui n'élargissent pas le champ du procès.*

Supposons, par exemple, qu'un créancier demande devant le juge de paix la condamnation de son débiteur qui lui doit 1.400 francs, dette dont fait preuve un acte sous seing privé. Le défendeur ne dénie pas son écriture, mais prétend qu'il n'a signé cet acte que sous la menace de son cocontractant. C'est là un cas typique d'exception qui n'élargit pas le débat, car le titre ne renferme qu'une seule et unique obligation : l'engagement de payer 1.400 francs ; de toute façon le débiteur sera libéré de toute la dette par le paiement de la somme indiquée. Le juge de paix sera compétent quel que soit le motif allégué : paiement, prescription, cause illicite immorale de l'obligation, etc... (1). Il peut statuer également sur l'existence du titre qui sert de base à la demande principale. Il le doit même. Tous ces points sont fixés depuis longtemps puisque Bourbeau écrivait déjà (2) : « Le juge de paix doit interpréter la convention, en constater la portée, en apprécier les termes et statuer sur la légitimité du droit litigieux, sur son existence ou son exécution. » Tout récemment encore la Cour de cassation a rappelé ces principes (3). Dans une affaire à lui soumise, le juge de paix s'était déclaré incompétent sous prétexte que les parties n'étaient pas d'accord sur l'étendue et la portée des conventions qui les régissaient. La Cour cassa le jugement du tribunal civil de la Châtre qui avait confirmé la sentence du juge de paix : « Attendu, qu'en principe et sauf dérogations résultant des dispositions légales, le juge de paix est compétent pour connaître des exceptions et moyens de défense opposés à l'action dont il est compétemment saisi : qu'il en est ainsi alors même que ces moyens de défenses sont fondés sur l'existence d'une convention dont il aurait à apprécier

(1) *Annales des justices de paix*, 1933, p. 85, nous reportons l'analyse à la deuxième partie.

(2) Bourbeau, *Théorie de la procédure*, voir *Justice de paix*, n° 42.

(3) Cass. 8 mai 1933. S. 1933.1.264.

cier le sens et la portée ». De même le Tribunal de Toul (1) a jugé que le juge de paix est compétent pour statuer sur l'interprétation, l'existence, la validité ou la résolution d'un contrat à l'occasion d'une demande relevant par sa nature et par son chiffre de la juridiction cantonale. Le juge de paix s'était déclaré incompétent pour décider s'il avait été convenu entre les parties si les fournitures de pain faites et chiffrées en espèce devaient être compensées par des fournitures de blé au cours correspondant à la période de consommation du pain. Appel de cette sentence est porté devant le Tribunal civil de Toul. Dans les motifs de la décision rendue qui casse la sentence du juge de paix il ressort : que la compétence du juge de paix est générale en matière personnelle ou mobilière, qu'elle lui donne le pouvoir de statuer sur l'interprétation, l'existence, la validité ou la résolution d'un contrat, pourvu que l'objet de la demande rentre par sa nature et sa valeur dans les limites de sa juridiction, que les actions mobilières soustraites à la compétence du juge de paix sont strictement énumérées par la loi. De ce dernier motif il résulte, pour le tribunal, que le juge de paix est juge de droit commun en matière d'action personnelle ou mobilière, et qu'il faut une disposition légale expresse pour dessaisir le juge cantonal. Cette jurisprudence de l'arrêt précité et du jugement concorde ; cependant la Cour suprême a, dans d'autres espèces que nous étudierons, restreint sa formule et décidé, notamment pour le bail, que le juge de paix était incompétent pour l'interpréter malgré l'absence de dispositions légales restrictives.

§ 2. — *Des exceptions ou moyens de défense
qui élargissent le litige.*

Nous étudierons dans ce paragraphe l'application de l'adage dans le cas où l'exception soulevée par le défendeur élargit

(1) Tribunal civil de Toul, 7 juillet 1936. *Journal des juges de paix*, 1937, p. 68.

le cadre du débat. Nous prenons l'exemple traditionnel de l'assuré qui, pour ne pas payer sa prime (prime qui rentre dans le taux de sa compétence), excipe de la nullité de la police. On voit immédiatement combien cette hypothèse est différente de celle précédemment étudiée. Alors qu'auparavant la demande renfermait l'obligation tout entière, la demande dans le cas présent ne comprend qu'une partie de l'obligation. Mais ne peut-on pas dire qu'en élevant l'exception, le demandeur soulève la question de la validité de l'obligation tout entière et, par conséquent, que sa demande dépasse la compétence du juge de paix.

C'est bien ce qui a été longtemps soutenu par la doctrine (Carré, Bourbeau, Bioche, Lancien) et consacré par la jurisprudence durant toute la première partie du ^{xix}^e siècle. Les auteurs modernes (Pabon, Milhaud) sont d'accord pour déclarer que le revirement de la Cour de cassation s'est produit en 1861 (1).

I. — LE PRINCIPE DE L'APPLICATION DE L'ADAGE CONSACRÉ PAR L'ARRÊT DE 1860.

Etude de cet arrêt. — Rappelons en deux mots la genèse de cette affaire : Devant le juge de paix saisi d'une demande en paiement de prime, dont le montant ne dépassait pas le chiffre fixé par l'article 1 de la Loi du 25 mai 1838, le défendeur prétendit que le contrat d'assurance était résolu. Le Juge de paix ayant statué sur le litige, sa sentence fut réformée pour une cause d'incompétence la question de résolution du contrat donnant au litige des proportions plus grandes ; mais sur pourvoi dirigé contre ce jugement, la Cour de cassation maintint la compétence du juge de paix, par les attendus suivants :

« Qu'aux termes de l'article 1 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent de toutes les actions purement per-

(1) Cass. civ. 22 juillet 1861. D. 1861.1.306. S. 1861.1.951.

sonnelles ou mobilières en dernier ressort jusqu'à la somme de 100 francs, qu'ils sont en conséquence compétents, sur une demande qui se renferme dans ces limites, pour connaître de toutes exceptions ou moyens de défense opposés à ces demandes, à moins que la connaissance de ces exceptions ne leur ait été interdite par une disposition spéciale de la loi... que le juge de paix a, dans les limites de l'article I de la loi, plénitude de juridiction et qu'il est en même temps juge de l'action et juge de l'exception ». Après avoir posé ces principes de droit, la Cour les appliquaient aux faits de la cause, et elle en déduisait que la défense soulevait bien la question de savoir si le contrat était résolu, mais qu'elle la soulevait seulement eu égard aux primes demandées, en défense à cette demande, et non pas par une demande principale ou incidente : d'où il s'ensuivait que le juge de paix saisi de l'action restait compétent pour examiner l'exception.

La doctrine moderne qui voit dans cet arrêt l'arrêt de principe qui a consacré en termes formels la plénitude de juridiction des juges de paix, du moins dans les termes de l'article 1 de la loi de 1838, ne note pas que les commentateurs de l'époque, tout en l'accueillant comme un pas vers l'application intégrale de la vieille maxime au juge de paix, ne lui trouvèrent qu'une portée beaucoup plus limitée.

Bourbeau l'analysant écrit (1) : « Il y a dans cet arrêt d'incontestables vérités, mais il ne faut pas en exagérer la portée en appliquant sans discernement la maxime qui proclame que le juge de l'action est juge de l'exception. »

La Cour de cassation, fait-il remarquer, relève, dans ses motifs, une circonstance de fait à laquelle sans doute elle attribuait une importance décisive : c'est que les assurances étaient arrivées à terme, que le contrat dès lors, sa résolution étant repoussée, n'aurait pas pu produire des effets dans l'avenir : de sorte que l'autorité de la chose jugée ne pouvait en aucun sens, s'étendre au delà des termes fixés par la demande,

(1) Bourbeau, *op. cit.*, t. VII, p. 78, n° 48.

ni développer le germe d'un droit que le demandeur aurait sous-entendu dans la formule de ses prétentions ». L'auteur fait allusion ici à ce que l'on a appelé « la théorie de la chose jugée implicite ». Nous discuterons de la valeur de cette théorie lorsque nous nous demanderons si le juge qui tranche l'exception excédant, par hypothèse, sa compétence, statue en premier ou en dernier ressort.

Pour l'instant, qu'il nous suffise de noter que la Cour elle-même avait prévu et repoussé l'objection puisqu'elle faisait remarquer avec soin qu'il s'agissait d'une défense, d'une exception et non d'une demande incidente ou reconventionnelle.

Ceci dit, on voit bien l'objection de Bourbeau : il s'agit d'un contrat à exécution successive, *mais en apparence seulement*, car le contrat était arrivé à terme ; en définitive, cette défense n'élargit pas le débat qui se trouve limité au montant de la demande elle-même, *cette exception ne va pas* chercher son point d'appui *hors* du procès.

Cet argument a évidemment son poids, et il semble bien s'appliquer à l'espèce jugée ; mais quelle que soit l'étendue de l'exception dans l'espèce discutée, il est hors de doute que la Cour de cassation reconnaît depuis longtemps déjà au juge de paix, à propos d'une demande rentrant dans sa compétence, le droit de trancher les exceptions soulevées par le défendeur même si elles excèdent sa compétence et même s'il s'agit d'un contrat à exécution successive en cours.

II. — DES APPLICATIONS DE L'ADAGE.

a) **Contrat d'assurance.** — C'est ainsi qu'il a été jugé que le juge de paix peut statuer sur l'existence même du titre qui sert de base à la demande principale, alors qu'il n'est formé aucune demande reconventionnelle. Par exemple en matière d'assurance, lorsque l'assuré poursuivi en paiement des primes conteste l'existence de la police (1). De même, tou-

(1) Cass. civ. 18 décembre 1893. D. 94.1.384.

jours en matière d'assurance, la jurisprudence a décidé que ne constituent pas une demande reconventionnelle mais bien un moyen de défense, les conclusions par lesquelles un assuré oppose la nullité du contrat d'assurance comme ayant été contracté pendant la minorité du dit assuré, mais sans demander au Tribunal de prononcer d'une façon générale sur la dite nullité (1).

Avant de terminer cette nomenclature en matière d'assurance, nous signalerons un arrêt de la Chambre civile à propos du dol.

Le juge de paix s'était refusé à se prononcer sur l'exception soulevée et s'était déclaré incompétent sur ce moyen qu'il avait qualifié de demande reconventionnelle. Cette sentence est confirmée en appel. L'affaire portée devant la Cour de cassation, cette juridiction décida que les conclusions en annulation du contrat pour dol, prises devant un juge de paix par un défendeur, en paiement de cotisation, ne constituaient pas une demande reconventionnelle, mais un moyen de défense opposé à la demande principale, puisque ces conclusions ne tendaient pas à procurer au défendeur un avantage distinct et indépendant de la demande principale. En conséquence, disait l'arrêt, c'est à tort qu'en les qualifiant de demandes reconventionnelles, le juge de paix se refusait à l'apprécier ; s'agissant d'un simple moyen de défense ce magistrat juge de l'exception en même temps que de l'action, était compétent pour en connaître (2).

Cet arrêt met en relief d'abord ce qui distingue la demande reconventionnelle du moyen de défense à savoir « l'avantage distinct et indépendant que procure la demande reconventionnelle » alors que l'exception ne fait que paralyser la demande principale. Nous retrouverons à ce propos cet arrêt, dans la dernière partie. Il indique de plus, de façon saisissante que l'adage s'applique quel que soit le moyen soulevé même lorsqu'il s'agit d'un contrat à exécution successive.

(1) Trib. civ. Rouen, 8 nov. 1926. *Ann. Just. de paix*, 1927, p. 603.

(2) Cass. civ. 3 mars 1924. *Annales des justices de paix*, 1925, p. 423.

Mais cette plénitude de juridiction n'est pas accordée au juge de paix que pour les contrats d'assurance.

b) **Pension alimentaire.** — Nous citerons un arrêt de la Cour de cassation relatif à une demande de pension alimentaire demandée par la mère, agissant au nom de ses enfants mineurs, à un père adultérin (1), en exécution d'un engagement souscrit par le père. Cette décision touche à plusieurs questions délicates : en premier, à l'exception tirée de la cause immorale de l'obligation dont nous avons précédemment parlé. Il a aussi de l'intérêt sur un autre point, car nous voyons que le juge de paix, tout en refusant de se prononcer sur la paternité, n'en décide pas moins que la pension est due. C'est enfin, et c'est le seul point qui nous intéresse, pour le moment, une application remarquable de la maxime « le juge de l'action est juge de l'exception ». Voici l'espèce sur laquelle s'est prononcée la Cour.

La veuve Louis avait assigné devant le juge de paix de Dijon, le sieur Toussaint, en paiement de la somme de 375 fr., représentant trois mois échus de la pension alimentaire qu'il s'était engagé à lui servir pour subvenir aux besoins de ses deux enfants. Toussaint excipe de la nullité de cet engagement pour cause illicite, comme renfermant une déclaration de paternité adultérine, et conclut au dessaisissement du juge pour incompétence. Le juge de paix repousse l'exception et se déclare compétent au fond. Pourvoi devant la Chambre des requêtes qui rejette : « Attendu, dit l'arrêt, que pour repousser l'exception le juge de paix déclare à bon droit que sans qu'il y ait lieu de statuer sur une reconnaissance de paternité qui n'était pas de sa compétence, il était autorisé à se prononcer sur la demande de la dame Louis, qui ne tendait qu'à obtenir l'engagement parfaitement licite par lequel Toussaint avait converti en obligation civile, l'obligation naturelle dont il était tenu envers les enfants de la veuve Louis : d'où il suit

(1) Cass. 2 novembre 1932. *Annales des justices de paix*, 1938, p. 85.

qu'en décidant que le juge de paix, n'ayant fait qu'une application légitime de la règle que « le juge de l'action est le juge de l'exception », n'avait pas contrairement à ce que soutient le pourvoi, excédé les limites de sa compétence. »

Cet arrêt nous paraît très caractéristique, car il consacre, sur un point très délicat, le principe de la plénitude de juridiction du juge de paix : du fait que la demande rentre dans la compétence du juge de paix, ce magistrat peut trancher toutes les exceptions quelles qu'elles soient, opposées à la demande ; dans l'espèce citée, il s'agissait d'une exception sérieuse nécessitant des connaissances approfondies de droit (paternité, obligation naturelle) peu importe, la Cour de cassation a jugé que le vieil adage s'appliquait et que le juge de paix devait être compétent (1).

c) **Contrat de société.** — Ce n'est pas seulement en matière civile que la maxime s'applique au juge de paix. Il est de jurisprudence que ce magistrat peut apprécier une exception, même de nature commerciale. La Cour de cassation a jugé que ce magistrat est fondé pour repousser l'action en dommages-intérêts formée par une société coopérative de laiterie contre un de ses membres, à apprécier les conclusions par lesquelles celui-ci a invoqué pour sa défense l'irrégularité d'une délibération votée par le Conseil d'administration en violation des statuts de ladite société (2).

En effet, ces conclusions ne constituent juridiquement qu'un simple moyen de défense, qui ne modifie pas l'intérêt du litige et le juge de paix repoussant ces prétentions ne fait qu'appliquer l'adage que « le juge de l'action est juge de l'exception ».

d) **Contrat de vente.** — De même, par application de la règle « que le juge de l'action est juge de l'exception », le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en dom-

(1) A rapprocher du jugement de Ruffec, 28 mars 1892.

(2) Cass. 6 juillet 1927. S. 1927.1.44.

mages basée sur l'inexécution d'un contrat alors même que le prix de la vente excède sa compétence, si le chiffre de la demande ne l'excède pas (1).

CONCLUSION.

Déductions que l'on peut tirer de cette jurisprudence.

Constatons simplement que la jurisprudence paraît définitivement fixée sur le principe de l'application de l'adage au juge de paix. Ces magistrats ont pleine et entière compétence, c'est-à-dire plénitude de juridiction lorsque la demande rentre dans les limites fixées par l'article 1 de la Loi du 12 juillet 1905. Ils sont compétents pour trancher toutes les exceptions opposées par le défendeur à la demande principale quelle qu'en soit la nature ou la valeur. Mais, et c'est la question que nous allons avoir à résoudre dans le prochain chapitre, ces exceptions ne modifient-elles pas le taux du ressort ; autrement dit, faut-il pour déterminer la compétence en premier ou en dernier ressort, s'attacher à la demande principale ou à l'exception.

(1) Justice de paix de Riez (Basses-Alpes), 17 janvier 1925. *Journal des justices de paix*, 1925, p. 206.

CHAPITRE III

COMPÉTENCE EN DERNIER RESSORT

Nous avons vu dans le précédent chapitre que le juge de paix saisi d'une demande rentrant dans les limites de sa compétence avait, en principe, le pouvoir de connaître des exceptions opposées à cette action quelles que soient leur nature et leur taux.

Il convient de se demander à présent, si l'exception soulevée n'influe pas sur la qualification du jugement ; nous voulons dire qu'il s'agit de rechercher si cette exception qui, par hypothèse, excède la compétence en dernier ressort de cette juridiction ne rend pas le jugement susceptible d'appel, bien que la demande rentre par elle-même dans la compétence en dernier ressort de ce magistrat. C'est l'exemple précédemment étudié de l'assuré qui, cité en paiement d'une prime annuelle de 500 francs, excipe de la nullité de la police (qui excède de beaucoup 4.500 francs). Le juge de paix qui normalement aurait prononcé en dernier ressort verra-t-il son jugement susceptible d'appel du fait de la défense soulevée. En un mot, le juge de paix juge en dernier ressort de la demande sera-t-il également juge en dernier ressort de l'exception ?

Ce problème est assez délicat et a donné lieu à de longues controverses. Quoique tranché aujourd'hui en faveur de la pleine compétence du juge de paix (compétence en dernier ressort), il nous a paru intéressant d'exposer les discussions qu'il a soulevées.

La doctrine est divisée en deux camps bien distincts : d'une part, les auteurs défavorables à la compétence élargie

et définitive du juge de paix : d'autre part, ceux qui prétendent que l'exception n'a aucune influence sur le taux du ressort (doctrine en général plus moderne que la précédente).

§ 1. — *De la compétence du juge de paix en premier ressort
lorsque l'exception soulevée
excède sa compétence en dernier ressort.*

D'après le premier courant — défavorable — le jugement serait susceptible d'appel. Les auteurs qui soutiennent cette théorie font valoir plusieurs arguments, nous ne retiendrons que les deux principaux. Ils disent tout d'abord : la sentence du juge de paix prononçant sur la demande, confère l'autorité de la chose jugée, non seulement à la demande (cela va de soi), mais encore à l'exception. Prenant l'exemple que nous avons choisi précédemment, ils font ressortir que le juge de paix condamnant l'assuré au paiement de la prime demandée, malgré le moyen opposé par l'adversaire tiré de la nullité de la police, *déclare au moins implicitement que la police est valable*. Car, disent-ils, si l'autorité de la chose jugée ne s'attache, en principe, qu'au dispositif, elle s'applique aussi aux motifs qui statuent implicitement sur le point de droit ; tel est bien le cas, dans l'hypothèse qui nous occupe. On ne peut nier que le litige sur lequel le juge de paix a statué, du moins implicitement, s'est élargi du fait de l'exception que le procès vu ainsi dans son ensemble excède la compétence en premier ressort. Il est donc logique que ce magistrat ne statue sur le tout qu'en premier ressort.

On voit que cette théorie se rapproche assez sensiblement des idées exposées par Bourbeau. On prétend, en effet, que lorsque la défense va chercher un point d'appui en dehors de la demande elle-même, le litige s'élargit et dépasse la compétence de ce magistrat. Il y a cependant une nuance et un progrès ; alors que Bourbeau prétendait que le juge de paix devenait incompétent pour le litige tout entier, on affirme seulement avec ce système que le jugement sera susceptible

d'appel bien qu'il ne prononce que sur une demande qui est de sa compétence en dernier ressort.

Cette théorie prise dans son ensemble ne manque pas de force ni de logique. Il n'est pas étonnant que pendant longtemps, elle ait prédominé en doctrine et en jurisprudence appuyée qu'elle était par Merlin (1), Rodière (2), Lancien (3), auteurs qui font autorité. Leurs noms indiquent que ce système a eu des représentants pendant tout le XIX^e siècle.

Sans vouloir critiquer au fond cette théorie (ce que nous ferons en exposant le système inverse), notons combien ce système est défavorable aux intérêts d'une bonne justice puisque la demande qui était jugée en dernier ressort sera néanmoins susceptible d'appel à raison de l'exception. Moyen dilatoire, qui retarde le jugement définitif des affaires et est contraire à la célérité avec laquelle devaient être jugées les causes en justice de paix.

Un autre argument a été avancé en faveur de l'appel de la sentence du juge de paix, lorsque l'exception excède sa compétence : il est, nous semble-t-il, beaucoup plus juridique le voici : L'adage « Le juge de l'action est juge de l'exception », est un adage coutumier qu'aucune loi de procédure ne consacre formellement. Or, l'application de cet adage se heurte aux principes posés explicitement par les lois de compétence qui décident que le juge de paix ne peut prononcer en dernier ressort sur un intérêt dépassant les chiffres fixés par la loi de 1838. Il y a donc conflit entre deux principes : l'un coutumier, l'autre légal. Le premier, qui ne protège aucun intérêt essentiel, et qui ne sert qu'à simplifier et à abrégé la procédure, doit s'effacer devant le second qui assure aux parties le bénéfice des deux degrés de juridictions dans tous les cas où il serait contraire à l'esprit de la loi qu'elles en fussent privées. Telle est la théorie de M. Garsonnet (4).

(1) Merlin, *Répert. de Jurisprudence* v^o *Chose jugée*, § 17.

(2) Rodière, tome II, p. 38.

(3) Lancien, *Lois nouvelles*, 1905.

(4) Garsonnet, *Traité de procédure*, 1^{re} édition, t. V, § 906.

L'objection, on le comprend, est de poids et demande un examen. Il apparaît toutefois opportun de faire remarquer que ces idées ne sont plus exposées dans la dernière édition du *Traité de procédure* de MM. Garsonnet et César Bru (1). Il semblerait que la fermeté de la jurisprudence l'ait convaincu. Cependant examinons sa thèse : opposition entre l'adage coutumier et les règles légales du double degré de juridiction. Peut-on dire que donner au juge de paix le droit de trancher en dernier ressort les exceptions opposées à la demande qui rentre, par hypothèse, dans sa compétence en dernier ressort porte atteinte aux règles de l'appel. Pour raisonner ainsi il faudrait décider que le litige a changé de nature, de taux du moins, par le fait de l'exception, ce que nous nous refusons à reconnaître, car l'on ne peut accorder l'autorité de la chose jugée qu'aux solutions données au litige par le dispositif de la sentence. Or, la sentence ne sanctionne pas l'exception, mais la demande seulement.

Nous allons mieux nous en rendre compte en étudiant les arguments de la doctrine favorable à la compétence en dernier ressort.

§ 2. — *De la compétence en dernier ressort
du juge même lorsque l'exception excède sa compétence.*

Les auteurs qui soutiennent cette théorie refusent de reconnaître l'autorité de la chose jugée aux motifs. Aubry et Rau écrivent : « L'autorité de la chose jugée ne s'attache pas aux motifs, mais seulement au dispositif des jugements. Ainsi, lors même que les motifs exprimeraient relativement à un point quelconque de la contestation une opinion explicite et formelle, il n'y aurait chose jugée sur ce point qu'autant qu'une disposition du jugement en prononcerait l'admission ou le rejet » (2). Ils écartent donc la théorie de la chose jugée

(1) Garsonnet et Cezar Bru, *Traité de procédure civile*, op. cit., 3^e édition, Paris, 1925, t. I.

(2) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, continué par M. Martin, 5^e édition, année 1922, t. IX, § 769, p. 402.

implicite, puisque, seuls auront l'autorité de la chose jugée les points tranchés de façon explicite dans le dispositif. Plus loin, ils précisent « qu'un jugement rendu sur la demande d'un créancier, condamnant le débiteur aux intérêts d'un capital dont le montant y est simplement énoncé, *sans avoir fait l'objet d'un débat entre les parties*, n'a pas l'effet de la chose jugée quant à la quotité de ce capital. De même, le jugement qui accorde des aliments au demandeur en qualité de père ou d'enfant du demandeur, n'a pas l'autorité de la chose jugée quant à la question de paternité ou de filiation, lorsque cette question, n'ayant pas fait l'objet de conclusions respectivement prises par les parties, n'a pas été posée comme préjudicielle et décidée par une disposition spéciale et explicite du jugement ».

MM. Planiol et Ripert affirment également que l'autorité de la chose jugée s'attache seulement au dispositif du jugement relativement aux points décidés sans conditions ni réserves après conclusions des parties et débats entre elles ou relativement aux points tranchés implicitement comme suite nécessaire d'une disposition expresse. *Elle ne s'attacherait aux motifs qu'autant qu'une disposition formelle du jugement en prononcerait l'admission ou le rejet sans réserve* ; en dehors de ce cas, les motifs peuvent seulement servir à déterminer et à compléter le sens du dispositif, ou être utilisés à fin de preuve, à titre de documents laissés à l'entière appréciation du juge (1). MM. Planiol et Ripert rejoignent ici les conclusions de l'annotateur des arrêts de la Cour de cassation de 1836. Ils distinguent comme le faisait déjà le Sirey, la preuve de l'obligation et la demande. Les motifs ne sont que l'exposé des faits ou des points de droit qui ont amené le juge à conclure dans tel ou tel sens, mais ils ne sont pas la décision elle-même. Si ces auteurs font une réserve pour les points tranchés implicitement comme suite nécessaire d'une disposition expresse, on peut répondre que l'autorité de la chose jugée par

(1) Planiol et Ripert, *Traité de Droit civil*, t. VII, p. 892.

voie implicite ne repose sur aucune présomption légale ; il faut, loin de l'étendre la circonscrire dans de justes limites et s'en tenir, par suite, rigoureusement au principe qui n'accorde l'autorité de la chose jugée qu'à ce qui fait l'objet de décisions formelles du juge.

Nous citerons pour terminer Pabon et Milhaud. Pour eux, les exceptions que le demandeur peut opposer à la demande principale lorsqu'elles restent à l'état de moyens de défense et qu'elles ne constituent pas de demandes reconventionnelles n'ont aucune influence sur le taux du ressort ; le jugement de la demande en paiement des primes d'assurances inférieures à la compétence en dernier ressort du juge de paix, est en dernier ressort alors même que le défendeur aurait excipé de la nullité du contrat ou de sa résiliation, ou de ce que le contrat serait arrivé à expiration (1).

CONCLUSION.

Nous arrivons donc à cette conclusion que la doctrine récente est unanime à accorder compétence en dernier ressort au juge de paix pour trancher les exceptions opposées à la demande principale qui rentre dans sa compétence en dernier ressort. *On peut donc dire que le juge de l'action en dernier ressort est également juge en dernier ressort, de l'exception.*

On n'a pas manqué de faire observer les inconvénients que pourraient présenter une pareille solution. On a dit notamment : rejeter la thèse de l'autorité de la chose jugée implicite c'est favoriser et même multiplier les procès ; en effet, celui qui s'est défendu devant le juge de paix en excipant de la nullité du contrat constitutif de rente, par exemple, pour ne pas payer les arrérages échus, ne pourra pas, avec le système du dernier ressort, faire appel, et devra entamer un nouveau procès pour faire déclarer nul, le contrat. Nous répondons que c'est logique, mais que le défendeur a un moyen bien simple

(1) Pabon, *op. cit.*, t. IV, p. 92 et Milhaud, *op. cit.*, t. I, p. 92.

pour éviter ce résultat : il n'a qu'à prendre des conclusions formelles, pour obliger le juge à se prononcer, c'est-à-dire former une demande reconventionnelle en déclaration de la nullité du titre sur lequel repose la créance. Dans ce cas deux hypothèses : ou bien le juge de paix peut se prononcer sur la demande reconventionnelle (la valeur du titre rentre dans les limites de sa compétence), et il statue sur la demande principale et la demande reconventionnelle, ou cette dernière excède sa capacité et il pourra se déclarer incompétent pour le tout.

La théorie de la plénitude de juridiction est donc, à notre avis, celle qui donne le plus de garantie aux plaideurs et qui offre le plus de rapidité pour vider les litiges, tout en respectant les règles de compétence établies par la loi, et auxquelles on ne peut déroger. Ce système, qui est d'ailleurs celui de la jurisprudence, a le mérite de la clarté, puisqu'il repose sur la distinction facile entre le moyen de défense et la demande reconventionnelle. On ne peut appeler demande reconventionnelle (nous le verrons en fin de notre étude) que celle qui a pour but, non pas seulement de paralyser le droit du demandeur, mais qui vise à obtenir condamnation de l'adversaire. Or, il faut que la demande reconventionnelle soit posée en termes clairs et non équivoques ; la jurisprudence actuelle voit même dans une exception mal définie un moyen de défense plutôt qu'une demande reconventionnelle (1). La compétence du juge de paix est donc pleine et entière pour prononcer en dernier ressort sur ces exceptions. Ce système est clair, logique, harmonieux, on ne peut que l'approuver entièrement.

§ 3. — *L'évolution de la jurisprudence.*

Après avoir hésité au début du xix^e siècle, entre la théorie du dernier ressort et la théorie favorable à l'appel, la jurisprudence au milieu du siècle dernier, adopta la théorie restrictive.

(1) Cass. req. 11 juillet 1884. S. 85.1.359.

C. Raynal

La Cour de Cassation affirme ainsi que la sentence du juge de paix qui statue sur une demande rentrant dans sa compétence en dernier ressort, ne juge qu'à charge d'appel si le défendeur soulève une exception qui excède les limites de sa compétence. La Cour de cassation confondait le moyen de défense et la demande reconventionnelle : c'est ainsi qu'elle décidait que le juge de paix ne pouvait statuer qu'en premier ressort lorsque le défendeur opposait un moyen de défense qui modifiait l'objet du litige, et soulevait entre les parties une contestation d'une valeur indéterminée ou supérieure à ce taux (1). Les principes posés par cet arrêt n'étaient pas en eux-mêmes discutables, mais il s'agissait de savoir si l'exception soulevée modifiait le litige. On pouvait affirmer qu'il n'en était rien et que, puisque le juge de paix ne statuait pas sur l'exception, la demande elle-même ne changeait pas, et par conséquent, l'objet du litige restait le même. C'est ainsi que se prononça la Cour de cassation, à la fin du siècle dernier, modifiant sa jurisprudence en adoptant une attitude plus libérale en cette matière. Elle décida, en effet, que la contestation soulevée devant le juge de paix, et qui n'a pour but que de fournir un moyen de défense, ne modifie pas l'objet du litige, et qu'elle est sans importance sur le taux du ressort. Même jurisprudence dans l'arrêt du 22 octobre 1901 (2). La Cour constate que le défendeur n'a formé aucune demande reconventionnelle tendant à faire reconnaître l'inexistence du contrat de société : que le dispositif de la sentence se borne à viser le règlement de la société, et ne décide pas que le défendeur est condamné en qualité de sociétaire : qu'ainsi la contestation de ce dernier n'était qu'un moyen de défense tendant à faire rejeter l'action principale, l'intérêt du litige n'avait pas été modifié ; que donc le juge de paix qui était compétent en dernier ressort sur l'action de la société, l'était également pour connaître de l'exception.

Il résulte de cette jurisprudence que l'intérêt du litige n'est

(1) Cass. req. 11 juin 1884. S. 1885.1.359.

(2) S. 1902.1.20.

modifié que par une demande reconventionnelle ; en aucun cas l'exception servant de moyen de défense ne peut être considéré comme modifiant ou augmentant l'objet de la demande.

CONCLUSION.

Le principe que le juge de l'action en dernier ressort est juge également de l'exception en dernier ressort, doit être approuvé ; il sauvegarde et la plénitude de juridiction du juge de paix et les règles de compétence.

En effet, comment pourrait-on soutenir que ce magistrat a dans les limites fixées par la loi, la plénitude de juridiction, s'il suffisait de formuler un moyen de défense plus ou moins vague pour pouvoir frapper sa sentence d'appel, alors que d'après la demande, il eut dû statuer en dernier ressort. Quel moyen dilatoire ne donne-t-on pas au plaideur de mauvaise foi, si on rejette l'application de l'adage ? D'autre part, cette théorie ne porte pas atteinte à l'ordre des juridictions, nous l'avons vu, car, si l'exception est vraiment sérieuse, le défendeur ne manquera pas de le faire valoir comme non pas moyen défensif, mais comme demande reconventionnelle et forcera ainsi, si cette dernière dépasse le taux du juge de paix, ce magistrat à le renvoyer devant ses juges.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

De l'analyse à laquelle nous nous sommes livrés, il résulte, que l'application de la maxime célèbre : « Le juge de l'action est juge de l'exception au juge de paix » n'est plus discutée en doctrine. De son côté, la jurisprudence considère l'adage comme partie intégrante de nos lois de procédure, et la Cour de cassation casse les sentences et les jugements qui violent ce principe.

D'après les termes mêmes employés par un arrêt : la règle s'applique dans tous les cas, à moins qu'un texte légal ne l'ait explicitement écartée — ce sont les restrictions légales —. D'autre part, malgré les nombreuses et variées applications faites de la maxime à de nombreux contrats, la Cour suprême a décidé que pour certains d'entre eux, le juge de paix, juge de l'action, ne pouvait connaître de l'exception, et même que cette dernière réagissant sur l'action rendait le juge incompetent quant au litige tout entier. Au nombre de ceux-ci il y a le bail, mais y en a-t-il d'autres, comme le laisserait supposer un arrêt de cette Cour rendu le 5 avril 1933 ? (1).

Nous allons, au cours de la seconde partie de cette étude, examiner ces restrictions apportées à l'application de l'adage à la compétence du juge de paix.

(1) *Gaz. Pal.*, 1933.2.114.

DEUXIÈME PARTIE

Des cas où l'adage est écarté.

Nous bornerons notre examen aux quatre cas suivants :

- 1° l'exception immobilière ;
- 2° l'exception tirée d'une question d'état ;
- 3° l'exception de dénégation d'écriture ;
- 4° les contestations en matière de bail.

Les trois premières restrictions à l'application de l'adage ont été créées par la loi : la dernière est de nature jurisprudentielle, tout au moins en partie.

CHAPITRE I

INCOMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX POUR STATUER SUR UNE EXCEPTION IMMOBILIÈRE

Les juges de paix sont en principe incompétents en matière d'actions immobilières, et l'on en donne la raison historique suivante : Les Constituants voulant protéger la propriété immobilière qu'ils venaient d'organiser sur des principes nouveaux, confièrent les litiges de cette nature aux tribunaux civils, qui étaient alors la seule juridiction de droit commun (1) (loi du 16-24 août 1790). Depuis cette époque les tribunaux d'arrondissement sont seuls juges des actions immobilières.

§ 1. — *De la compétence du juge de paix pour connaître des actions possessoires.*

Cependant une catégorie de ces actions a été confiée par la loi organique du 16-24 août 1790 aux juges de paix : *nous voulons parler des actions possessoires*. Les lois du 25 mai 1838 et du 12 juillet 1905, ont maintenu la compétence du juge de paix en cette matière.

Mais les règles qui les régissent ont été posées par le Code de procédure civile article 23 à 27. Or l'une d'elles exige que le possessoire et le pétitoire ne soient jamais cumulés, et

(1) Les Cours d'appel n'existaient pas encore. L'appel était porté devant le tribunal de district le plus voisin de celui qui avait rendu le jugement.

certains ont voulu voir dans l'article 25 une restriction au principe suivant lequel « le juge de l'action est juge de l'exception ». Tel est le cas, par exemple, lorsque le défendeur à une action possessoire oppose l'exception *feci sed jure feci*, c'est-à-dire, lorsqu'il prétend que le trouble allégué constitue de la part du défendeur l'exercice d'un droit de propriété et de jouissance. Il est certain que cette interdiction faite au juge de paix de cumuler le possessoire et le pétitoire est une restriction de sa compétence. Aussi certains auteurs ont-ils demandé que l'on donnât compétence à ce magistrat pour connaître des actions immobilières pétitoires de faible importance. M. Sortais (1) notamment à l'appui de ces idées fait valoir combien il est souvent difficile de statuer sur la question possessoire en observant la règle de l'article 25. En attribuant au juge de paix la connaissance du pétitoire, écrit-il avec justesse, on simplifierait souvent sa tâche.

Convient-il de demander la modification de l'article 25, et de permettre au juge de paix de statuer par un seul et même jugement sur le possessoire et le pétitoire, tout au moins pour des litiges de faible importance ?

Il ne semble pas. La matière des actions possessoires est une institution qui nous vient du droit romain ; elle a ses caractères propres et elle présente de nos jours surtout dans les campagnes une incontestable utilité ; tout le mécanisme qui en commande l'exercice se trouverait faussé si l'on en détachait l'une des pièces constitutives. En effet, donner au juge de paix le droit de trancher une question de propriété à propos d'une question qui ne met en jeu que la possession, serait donner à ce Magistrat un pouvoir, que, malgré les idées que nous soutenons ici, nous n'osons défendre. *Ce serait bouleverser le système de la possession et même l'anéantir, car le débat serait toujours pétitoire.* Or la garantie de la possession par les actions possessoires doit être maintenue ; c'est une garantie de paix publique et de sécurité pour tous les possédants, qui

(1) Sortais, *De l'extension de la compétence des juges de paix en matière contentieuse*. Thèse Paris, 1934, p. 165.

la plupart du temps se confondent avec les véritables propriétaires. De plus, ces actions permettent à celui qui est dépouillé de la chose, de se faire réintégrer très rapidement dans la possession du droit ou de l'objet litigieux. Quelle complication serait-ce si le dépossédé était obligé d'intenter une action pétitoire ? Souvent la lenteur de la procédure et les frais de justice l'en empêcheraient. Pour ces raisons, nous ne revendiquerons pas la compétence du juge de paix en matière pétitoire.

Si le juge de paix ne peut cumuler le possessoire et le pétitoire, c'est-à-dire appuyer sa décision sur un titre de propriété, il lui est reconnu par la Cour de cassation le droit d'examiner le titre du demandeur pour « colorer » la possession (1). La jurisprudence est depuis longtemps fixée sur ce point ; il suffit pour s'en convaincre de se reporter à l'annotation qui suit les deux arrêts de la Cour de cassation de 1836 précédemment cités.

§ 2. — *De la compétence du juge de paix
pour connaître de certaines actions immobilières.*

Le juge de paix est donc compétent et seul compétent pour les actions possessoires ; mais il est d'autres actions immobilières dont la connaissance est réservée à ce magistrat avec ou sans restriction ; elles sont au nombre de sept : ce sont :

- 1^o celles relatives à l'élagage des arbres ou haies et au curage des fossés et canaux (loi du 12-7-1905, art. 6, § 3) ;
- 2^o les actions en bornage (loi du 12-7-1905, art. 7, § 4) ;
- 3^o celles relatives à la distance réglementaire pour les plantations d'arbres ou de haies (*idem*, art. 7) ;
- 4^o celles relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil (*idem*, § 5) ;

(1) Cass. req. 16 avril 1907. D. 1907.1.384 et civil 12 mars 1913. D. 1913.1.132.

- 5° les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice de la servitude de drainage, l'exécution des travaux de drainage ou d'assèchement (loi du 10 juin 1854) ;
- 6° les contestations relatives à l'établissement de servitudes, au profit d'associations syndicales (loi du 21 juin 1865) ;
- 7° les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice des servitudes en matière d'écoulement des eaux (loi du 8 avril 1898).

Or, il est tout à fait remarquable que la connaissance en premier ressort des trois dernières catégories d'actions soit attribuée au juge de paix, sans aucune restriction par les lois de 1854, 1865 et 1898. Dans ces trois matières quelle que soit la nature de l'exception soulevée, le juge de paix est compétent pour la trancher. La maxime « le juge de l'action est juge de l'exception » reçoit donc ici une application intégrale.

Par contre, dans les quatre autres cas, la loi du 12 juillet 1905 impose à ces magistrats diverses restrictions : lorsque les droits de propriété ou de servitude sont contestés, le juge de paix cesse d'être compétent ; en matière de bornage et de plantation (art. 7, § 3), il importe que la mitoyenneté ou la propriété ne soit pas contestée, sinon incompétence du juge de paix.

Si nous nous demandons la raison de cette distinction, il est bien difficile de répondre. Pourquoi pour certaines actions immobilières la loi donne-t-elle pleine juridiction au juge de paix, tandis que pour d'autres, la loi ne lui donne compétence que s'il n'y a pas de contestation sur le titre ou la propriété ? On peut seulement remarquer que ce sont des lois spéciales qui ont donné compétence générale à ce magistrat, tandis que la loi organique du 12 juillet 1905 a repris les termes des lois précédentes (1790 et 1838) qui limitaient la juridiction du juge de paix. Constatons cependant qu'il y

a progrès puisque les lois de 1854, 1865 et 1898, ont jugé le juge de paix capable de trancher ces actions immobilières qui souvent posent des questions très délicates à résoudre.

Les deux catégories d'actions immobilières dont la connaissance est réservée au juge de paix indiquées, il nous faut reprendre la question dans un sens plus général. Le fait que le juge de paix n'est compétent que pour certaines actions immobilières strictement énumérées par la loi indique assez sa compétence exceptionnelle en la matière. Hors ces sept cas, ce magistrat est incompétent (1) pour se prononcer sur de tels litiges. Il le devient même pour trancher un procès dont il est compétemment saisi lorsque la question de propriété ou de servitude est soulevée par voie d'exception, cette défense réagissant sur l'action principale et lui donnant un caractère immobilier. L'application de l'adage « le juge de l'action est juge de l'exception » est donc ici écarté. Nous allons étudier cette exception immobilière.

§ 3. — *L'exception immobilière.*

I. **Définition.** — L'exception immobilière est celle qui transforme l'action personnelle dont est saisi le juge de paix, en une action réelle immobilière, c'est-à-dire, lorsque le défendeur invoque un droit de propriété ou de servitude pour expliquer le fait qu'il a accompli et que lui reproche le demandeur. Supposons un individu poursuivi devant le juge de paix pour dommages causés au champ de son voisin (demande qui rentre dans la compétence de ce magistrat, art. 6, § 2 de la loi du 12 juillet 1905). Si le défendeur prétend n'être pas responsable du préjudice causé parce qu'il est propriétaire de la parcelle endommagée, le juge de paix deviendra incompétent. L'exception soulevée a transformé tout le litige et lui a donné le caractère immobilier. Pour justifier cette solution, on allègue que l'article 4 du titre IV

(1) Incompétence d'attribution ou *ratione materiae*.

de la loi du 16-24 août 1790 a attribué au tribunal civil seul la connaissance des matières immobilières, lesquelles sont placées absolument en dehors de la compétence des juges de paix. La loi du 25 mai 1838 et celle du 12 juillet 1905 loin d'apporter aucune modification à cette règle fondamentale l'ont, au contraire, confirmée par l'ensemble de ses dispositions. Il n'est pour s'en convaincre que de lire les travaux préparatoires de ces deux lois.

Ces motifs nous paraissent discutables, et faisant abstraction des discussions parlementaires on peut raisonner ainsi. Il est incontesté que, hors les cas où la loi lui a donné compétence pour trancher les actions immobilières, le juge de paix est incompetent pour connaître de ces actions au principal. Mais pour quelles raisons ne pourrait-il connaître de l'exception immobilière soulevée à propos d'une demande principale qui rentrerait dans sa compétence ? On ne voit aucun texte qui le lui interdirait. De plus, puisqu'on admet en matière personnelle et mobilière, qu'il peut recevoir ou écarter l'exception à quelque taux qu'elle s'élève et quelle que soit sa nature, ne peut-on pas soutenir qu'il en est de même pour le point qui nous concerne ? Puisque le juge de paix ne statue pas sur le moyen de défense et que l'autorité de la chose jugée ne s'attache pas aux motifs qui ont inspiré la décision du juge, on ne comprend pas comment le litige change de caractère lorsque l'exception immobilière est soulevée par le défendeur.

Les idées que nous exposons étaient celles de Pabon. Cet auteur ne manquait pas de faire observer que du fait que les juges de paix sont incompetents en matière d'actions immobilières, on ne saurait déduire qu'ils sont incompetents pour toutes questions immobilières posées incidemment ou par voie d'exception, car s'il en était autrement, on devrait en dire autant pour toutes les questions qui dépassent la compétence de ce magistrat : si cet argument, dit-il, devait être tenu pour vrai, il conduirait à décider que les juges de paix ne peuvent connaître incidemment de questions (par

exemple de contrat) d'une valeur supérieure à 600 francs (aujourd'hui 4.500), théorie que la jurisprudence repousse délibérément.

La vérité n'est-elle pas que la situation est la même qu'il s'agisse de matières immobilières ou d'une exception mettant en jeu un intérêt supérieur à la compétence du juge. Les juges de paix sont aussi incompetents pour les uns que pour les autres. Et si l'on décide que cette incompetance ne les empêche pas de rester saisis de la demande principale du moment que ces questions ne leur sont soumises qu'incidemment, il faut avoir la logique d'admettre qu'il en est ainsi dans tous les cas. C'est d'ailleurs en ce sens que se prononcent MM. Glasson et Tissier, qui affirment que le juge de paix peut statuer sur des questions de propriété immobilière soulevées comme moyen de défense (1).

Par contre, la rigueur de ce raisonnement ne convainc pas la Cour de cassation qui décide constamment que le juge de paix cesse d'être compétent pour trancher le litige dont il est valablement saisi dès qu'une exception immobilière a été soulevée. Il a été jugé notamment que ce magistrat est radicalement incompetant pour statuer sur une demande en dommages-intérêts si minime qu'elle soit, lorsqu'elle est fondée sur l'inexécution d'une promesse verbale de vente d'immeuble et que la convention est déniée. En effet, le litige a pris un caractère immobilier puisque la solution dépendait de la question de savoir si la vente verbale avait réellement eu lieu (2).

Cependant le juge de paix reste compétent, dans les limites de sa compétence ordinaire pour connaître d'une demande en dommage-intérêt basée uniquement sur le préjudice causé par un voisin qui s'oppose à l'exercice normal d'un droit de servitude, alors qu'aucune contestation ne s'élève, sur la convention relative à cette servitude (3). Dans

(1) Glasson, Tissier et Morel, *op. cit.*, t. I, p. 749.

(2) Cass. civ. 9 avril 1879. D. 1879.1.261.

(3) Cass. 1 févr. 1915. *Journal des juges de paix*, 1916, p. 35.

ce cas, en effet, la demande est uniquement personnelle et mobilière, le litige ne s'est pas élargi.

Parmi les auteurs modernes qui soutiennent la jurisprudence, il faut classer MM. Garsonnet et César Bru qui refusent compétence au juge de paix pour trancher les exceptions immobilières (1) pour le même motif que la Cour suprême : l'exception immobilière change la nature du procès tout entier et en conséquence dessaisit le juge de l'action personnelle.

II. L'exception doit être sérieuse. — Mais une objection surgit immédiatement, un pareil système n'aboutit-il pas à créer un véritable moyen dilatoire dont un plaideur de mauvaise foi ne manquera pas de se servir ? C'est toujours le danger auquel conduit la théorie qui restreint la compétence du juge de paix. On comprend en effet que, s'il suffit d'opposer une exception immobilière pour dessaisir ce magistrat il sera bien facile d'échapper à la juridiction rapide du tribunal cantonal.

La Cour de cassation l'a bien compris ; aussi décide-t-elle que pour que le juge de paix devienne incompétent il faut que l'exception immobilière soit sérieuse. On veut dire par cette expression que le défendeur qui excipe de son droit réel pour faire repousser la demande devra s'appuyer sur un titre ou sur une possession continue et susceptible d'être prouvée, c'est-à-dire avec offre de preuve possession trentenaire. Ce principe a été consacré à nouveau par un arrêt récent de la Cour suprême (2) dont voici les motifs :

« Attendu que, si le juge de paix cesse d'être compétent pour connaître d'une demande en dommages-intérêts formée à raison de l'abattage d'un arbre, lorsque la propriété de l'immeuble est contestée, ce n'est qu'autant que la contestation a un caractère sérieux.

Attendu qu'il est constaté en fait par la décision attaquée

(1) Garsonnet et César Bru, *op. cit.*, 3^e édition, t. I, p. 777.

(2) Cass. req., 2 avril 1930. *Gaz. Pal.*, 1930.1.924.

que le défendeur s'est borné à formuler de vagues réclamations sans s'expliquer sur leur principe et leur raison, qu'il n'a revendiqué aucune parcelle de terre certaine et nettement déterminée : qu'il n'a produit aucun texte ni invoqué la prescription acquisitive, qu'en l'état de ces faits le juge de paix n'avait pas à s'arrêter à l'exception de propriété alléguée par Fallueul et qui n'était point sérieuse.

De cet arrêt il résulte que l'exception qui n'a pas une gravité suffisante ne transforme pas le débat en action immobilière, et qu'il ne faut considérer comme sérieuse que l'exception qui s'appuie sur un titre ou sur la prescription acquisitive avec offre de preuve.

Cette question de savoir quand une telle contestation doit être tenue pour sérieuse est des plus délicates. En matière de dommages causés aux champs, ou en ce qui concerne les travaux et constructions dans le voisinage d'un mur séparatif notamment, il est souvent plus difficile au juge de paix d'apprécier le degré de gravité du moyen que s'il avait à se prononcer sur le fondement même de l'exception.

III. De l'incompétence du juge de paix pour statuer sur l'action et sur l'exception. — De plus, contrairement au principe suivant lequel l'exception ne dessaisit pas le juge de l'action principale mais seulement de la question incidente, la jurisprudence affirme que le juge de paix en matière d'exception immobilière devient incompétent pour le tout. La défense s'incorpore au procès, elle en devient l'élément principal, de telle sorte qu'il change de nature. Ce moyen de défense se transforme en une espèce de demande reconventionnelle qui en raison même de sa connexité avec la demande principale attire cette dernière devant le tribunal compétent pour statuer sur les deux.

CONCLUSION.

Il résulte de cet exposé que la jurisprudence, par une interprétation extensive de l'article 4 de la loi du 16-24 août 1790,

refuse obstinément au juge de paix la connaissance des exceptions immobilières, sous prétexte que cet incident rejaillit sur la demande introductive d'instance et en change la nature ; *de mobilier le litige devient immobilier*. On peut rapprocher ce système de la théorie que nous avons rencontrée dans notre première partie soutenant que lorsque le moyen de défense élargit le litige, le juge cantonal devient incompétent. Or les arrêts les plus récents paraissent avoir abandonné cette théorie, en matière personnelle tout au moins. Pourquoi n'en serait-il pas de même en matière d'exception immobilière ? L'exception ne dénature pas le procès puisque le juge de paix ne statue que sur la demande ; l'autorité de la chose jugée ne s'appliquera pas à l'exception, nous l'avons déjà vu.

D'autre part, à raison des difficultés qu'éprouve ce magistrat pour dire si l'exception immobilière est sérieuse ou non, il serait préférable que la compétence du juge de paix fût élargie en cette matière, de telle sorte que là encore « le juge de l'action fût juge de l'exception ».

CHAPITRE II

INCOMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE D'EXCEPTIONS RELATIVES A DES QUESTIONS D'ÉTATS

§ 1. — *Définition.*

On appelle questions d'état les actions en justice qui ont pour objet de définir les rapports juridiques existant entre un individu d'une part, sa famille et l'Etat de l'autre. M. Milhaud désigne sous ce nom toute contestation qui touche à l'état civil des personnes, à la nationalité, à la filiation, au mariage, à l'adoption, à la qualité d'héritier, à la légitimation (1).

Si une question d'état est soulevée devant le juge de paix et qu'il soit nécessaire pour la solution du procès de trancher cette question, le juge de paix doit surseoir à statuer sur le fond jusqu'à ce que l'exception ait été jugée par le tribunal civil. Pourquoi le juge de paix est-il incompétent pour résoudre l'exception ? On a donné plusieurs raisons dont voici la principale : il ne convient pas, a-t-on dit, de faire trancher des questions si importantes par un seul juge. Telle est bien, en effet, la pensée du législateur puisqu'il a réservé aux seuls tribunaux civils la connaissance de ces actions : l'article 326 du Code civil stipule que les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état. Mais cet argument de texte que l'on considère généralement comme

(1) Milhaud, *op. cit.*, voir *Questions d'état*.

décisif n'a pas, semble-t-il, l'importance que l'on veut lui attribuer. Ce texte ne vise uniquement que les actions d'état engagées au principal : il veut dire que l'on ne pourra tenter de pareilles actions que devant le tribunal de première instance ; il ne dit nullement que lorsqu'une question d'état se pose à titre incident devant une autre juridiction, cette juridiction n'en doive point connaître. Cela est si vrai que l'on ne dénie pas à d'autres tribunaux le droit de trancher l'exception. Ainsi, il est de jurisprudence constante que la Cour d'assise peut statuer sur le moyen de défense de l'inculpé accusé de parricide et qui dénie être le fils de la victime. Pourquoi n'en serait-il pas de même devant le juge de paix ?

Pabon a soutenu avec beaucoup de force et d'autorité cette thèse : pourtant la jurisprudence semble fixée en sens contraire et refuse au juge de paix de connaître des questions d'état même à titre d'exception ou de défenses.

§ 2. — *Le juge de paix peut-il statuer lorsque les qualités des parties sont contestées.*

Cependant il est un point que nous voulons examiner de façon plus particulière et qui nous fera saisir les raisons de cette jurisprudence : c'est la question de savoir si le juge de paix peut valablement statuer sur la demande dont il est compétemment saisi, lorsque le défendeur dénie avoir la qualité que le demandeur lui attribue dans la citation. En un mot, le juge de paix est-il compétent lorsque, saisi d'un litige qui rentre dans ses attributions, les qualités des parties sont contestées ?

Il y a discussion. Pour interdire à ce magistrat de connaître de ces contestations, on invoque l'article 426 du Code de procédure civile qui décide que si les qualités de veuve ou d'héritiers sont contestées, les tribunaux de commerce devront renvoyer les parties sur ce point devant le tribunal civil, avant d'aborder le fond du litige. Cet article, a-t-on dit, s'applique au juge de paix comme au tribunal de commerce.

Il est interdit à ces deux juridictions de trancher les questions d'état, même soulevées sous forme d'exception, puisque dès que les qualités de l'un ou de l'autre plaideur sont contestées, ces tribunaux, l'un et l'autre juridiction d'exception, doivent renvoyer devant le tribunal civil, juridiction de droit commun.

Les juges de paix ont essayé de réfuter cette théorie avec des arguments qui nous paraissent décisifs. Voici un cas précis : Un individu, pris en qualité d'héritier de son père, est cité devant le juge de paix, en paiement d'une obligation contractée par ce dernier. Il oppose une fin de non recevoir tirée du fait qu'il a renoncé à la succession de son auteur. Le juge de paix de Ruffec, dans sa sentence, après avoir rappelé que l'adage, aux termes duquel le juge de l'action est le juge de l'exception, s'applique aux juges de paix, déclare que l'article 426 du Code de procédure ne concerne que les tribunaux de commerce. Malgré le caractère exceptionnel de sa juridiction, le juge de paix, en effet, n'en est pas moins *un juge de droit civil dont les pouvoirs sont restreints, plutôt au point de vue de la valeur de la demande que relativement à sa nature* et dont la capacité, comme juge, n'exclut pas la connaissance des contestations telles que celles soulevées par le défendeur. Voici les autres considérants de cette décision, à tous égards remarquables :

Considérant que la décision judiciaire qui condamne le successible comme héritier pur et simple, ne lui imprimant cette qualité que vis-à-vis de son adversaire, ne peut produire d'effet qu'à l'égard de celui qui l'a obtenu, et qu'elle n'a d'autorité que relativement à l'objet de la demande et non quant aux autres dettes ; que tel est du reste le principe posé par l'article 1351 du Code civil : l'autorité de la chose jugée n'ayant lieu qu'à l'égard de ce qui fait l'objet du jugement.

Considérant que l'exception du défendeur n'est élevée qu'incidemment et comme moyen de défense à l'action principale, qu'elle ne peut avoir d'influence sur le taux de la demande, demande qui rentre quant au chiffre dans les limites de notre compétence, qu'il y a lieu de nous déclarer compétent.

Appel de cette sentence est fait devant le tribunal civil de Ruffec, qui par jugement en date du 28 novembre 1892 (1) confirme purement et simplement cette manière de voir.

Ce système nous paraît inattaquable, car il fait une application très juste et très stricte à la fois de la maxime « le juge de l'action est juge de l'exception ». Il est bon tout d'abord de mettre en relief, et on ne le fait pas assez souvent, la différence essentielle qui sépare le juge de paix du tribunal de commerce. On dit couramment : il s'agit de deux tribunaux d'exception, donc les règles limitatives de compétence posées pour l'une de ces juridictions s'appliquent également à l'autre. Ce raisonnement ne nous paraît pas, ainsi qu'au juge de paix de Ruffec, entièrement justifié. En effet, comme le dit fort bien ce magistrat, ce sont deux juridictions qui appartiennent à deux ordres différents. Alors que les juges consulaires ne peuvent connaître que des litiges commerciaux, les juges de paix ne sont compétents que pour des procès civils. Cela est si vrai qu'il est impossible de proroger la juridiction des juges de paix aux litiges commerciaux. Doctrine et jurisprudence sont d'accord sur ce point (2). Le juge de paix est donc « un juge civil dont les pouvoirs sont restreints plutôt au point de vue de la valeur de la demande, que relativement à sa nature ».

D'autre part la sentence repousse l'objection tirée de ce que l'exception soulevée augmenterait l'importance du litige ; car, dit-elle, l'autorité de la chose jugée limite le jugement à l'objet de la demande d'un côté et à la personne qui a obtenu la décision de l'autre. La décision du juge de paix se bornera donc à décider que Chagrand a fait acte d'héritier quant à la dette litigieuse, et quant au sieur Bouton seulement. L'autorité de la chose jugée, même pour les questions d'état, ne s'applique *inter partes* et non pas *erga omnes*. C'est le principe qui a triomphé, après quelques hésitations, dans la jurisprudence.

(1) Trib. civ. Ruffec, 29 nov. 1892. D. 1893 2.497.

(2) Cass. civ. 12 mai 1909. S. 1910.1.24, note Cohendy.

L'arrêtiste du Dalloz discute surtout le premier point du raisonnement ; il considère que toutes les restrictions qui concernent les tribunaux de commerce s'appliquent également *ipso facto* aux juges de paix : ce qui est faux pour les raisons plus haut exposées. Quant à l'objection tirée de ce que les magistrats sont des juges de droit civil limités simplement quant au quantum, M. Cohendy la repousse en faisant valoir le nombre infime d'affaires civiles dont ils connaissent et le mauvais recrutement des cadres. Sur le mauvais recrutement des juges de paix, nous ne nous attarderons pas à faire valoir que cette raison ne vaut plus ; si elle a eu pendant longtemps une certaine force, il est certain qu'il n'en est plus de même aujourd'hui, puisque l'examen d'entrée dans la magistrature cantonale présente toutes les garanties de sélection souhaitable.

Quant à l'argument tiré du nombre limité d'affaires civiles dont le juge de paix peut être valablement saisi, il nous semble que cette affirmation est un peu osée, car enfin les juges de paix connaissent de presque toutes les actions personnelles et mobilières (exception faite des questions d'état) et de certaines actions réelles et immobilières, notamment des actions pétitoires, et l'argument du juge de paix de Ruffec est toujours vrai qui disait que les pouvoirs de ce magistrat sont restreints plutôt au point de vue de la valeur de la demande que relativement à sa nature. De telles raisons n'auraient donc pas dû faire rejeter la théorie de l'extension de la compétence du tribunal cantonal aux questions d'état incidentes à un procès dont il est compétemment saisi.

Quoi qu'il en soit, il faut bien constater que la Cour de cassation décide que lorsque la qualité d'un justiciable est contestée, le juge de paix doit surseoir à statuer sur le fond et renvoyer les parties à se pourvoir devant le tribunal civil, sur la qualité. Il en a été décidé ainsi par un arrêt de la Cour suprême, en date du 28 juillet 1913 (1). Cet arrêt repousse

(1) *Annales des justices de paix*, 1914, p. 372.

par des attendus distincts tous les arguments donnés par le juge de paix, et le tribunal civil de Ruffec, en faveur de l'application en cette matière de la maxime : « le juge de l'action est juge de l'exception ».

La Cour : Attendu que le jugement attaqué constate que les consorts Gonthand assignés par Demoulez en qualité d'héritiers de leur mère, devant le juge de paix, en résiliation de bail et en paiement de fermages, ont opposé la renonciation à la succession maternelle faite par eux le 11 juin 1908, au greffe du tribunal civil de Béthune.

Attendu que dans cet état de la procédure le jugement attaqué déclare à bon droit qu'il incombait au juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 426 du Code de procédure, de renvoyer les parties à se pourvoir devant le tribunal civil, sur la qualité d'héritiers des consorts Gonthand et la validité de leur renonciation.

Attendu, en effet, qu'aux termes de cet article, si les qualités de veuve ou d'héritiers des justiciables sont contestées devant le tribunal de commerce, ce tribunal doit les renvoyer devant les tribunaux ordinaires pour y être réglés et ensuite être jugés sur le fond au tribunal de commerce.

Attendu que cette règle s'impose aux juges de paix comme aux tribunaux consulaires, que les premiers aussi bien que les seconds sont des juges d'exception, et qu'aucune des dispositions des lois qui ont limitativement défini leurs attributions ne leur a reconnu compétence pour connaître des questions relatives à l'état des personnes sans qu'il y ait lieu de distinguer, à cet égard, suivant que des contestations de cette nature seraient soulevées devant eux sous forme de demandes principales ou sous forme de défenses à une action dont ils auraient été régulièrement saisis : d'où il suit que, statuant comme il l'a fait le jugement attaqué n'a pas violé, etc..., etc...

Cet arrêt est la condamnation formelle de la théorie que nous soutenons. Il faut noter, dès l'abord, que la Cour de cassation assimile complètement les tribunaux de commerce et les juges de paix ; ce sont, dit-elle, deux juridictions d'ex-

ceptions et les règles limitatives de compétence écrites pour l'une de ces juridictions s'appliquent à l'autre. La Cour suprême repousse donc formellement la thèse qui voit une différence essentielle entre les deux, à savoir : la matière qui leur est respectivement répartie : les premiers : juges des procès commerciaux, les seconds : des litiges civils. D'autre part, il n'y a pas à distinguer entre les cas où la question d'état se pose à titre d'incident et celui où la qualité d'héritier est soulevée au principal : dans tous les cas les juges de paix et les tribunaux de commerce doivent se déclarer incompétents.

Ce système est rigoureux et nous semble dessaisir injustement le juge de paix, juge civil, d'une partie de ses attributions. De plus, ce système manque de logique. La Cour de cassation décide que les juges de paix ne peuvent connaître que des matières limitativement énumérées par la loi ; il faudrait, poussant le raisonnement jusqu'au bout, admettre que cette juridiction n'est dessaisie que par un texte formel des exceptions que soulève une action portée à bon droit devant elle. Or, l'article 426 du Code de procédure ne vise que les tribunaux de commerce, on ne devrait pas l'appliquer au juge de paix.

Mais la Cour de cassation pose un autre principe qui, s'intégrant au premier, renverse ces déductions. Les juges de paix et les tribunaux consulaires étant l'un et l'autre des juridictions d'exception, les clauses restrictives de compétence écrites pour l'une de ces juridictions s'appliquent à l'autre. Nous avons critiqué cette conception qui assimile deux juridictions qui n'ont rien de commun entre elles. La nature des affaires, autrement dit leur compétence d'attribution, est totalement différente, nous l'avons dit. D'un autre côté, quelle différence au point de vue professionnel ! Le tribunal de commerce est composé de juges élus par leurs pairs dont les qualités d'honnêtes et habiles commerçants sont indiscutables, mais qui n'ont reçu aucune formation juridique spéciale les rendant aptes à trancher les problèmes de droit civil. Les juges de paix, au contraire, sont de véritables magis-

trats qui, après avoir appris les principes du droit, se sont perfectionnés dans la pratique de cette science et dont l'examen professionnel garantit le savoir.

On peut enfin faire valoir l'argument suivant : si toutes les restrictions de compétence s'appliquent indifféremment à toutes les juridictions d'exception, on devrait en déduire que le juge de paix ne serait plus compétent pour interpréter les contrats de droit civil. Par un arrêt en date du 6 février 1924(1), la Cour suprême a décidé que, si le défendeur, assigné devant une juridiction commerciale, soulève un moyen de défense portant sur un point du droit civil, ou rendant nécessaire l'interprétation d'un contrat civil, la solution doit en être soumise préjudiciellement à la juridiction civile. Or, si l'on transpose cette formule en notre matière, on arrive bien à la conclusion que le juge de paix ne pourrait connaître de l'interprétation des contrats de droit civil. Or nous avons vu, au contraire, dans la première partie de cette étude, que ce magistrat avait le pouvoir d'interpréter les dits contrats (vente, louage, société, assurance, etc...), exception faite cependant du bail. On voit donc que, poussé à l'extrême, le système de la Cour de cassation aboutit à une contradiction.

Cependant il est indiscutable que la jurisprudence est fixée dans le sens de l'arrêt du 28 juillet 1913, et Pabon lui-même, qui dans la 2^e édition de son *Traité sur les justices de paix* avait ardemment défendu la thèse de la compétence du juge de paix en matière d'exceptions d'état, si l'on peut dire, renonce dans la 3^e édition à faire valoir les raisons qu'il a de désapprouver ce système. « Nous avons pensé, écrit-il, qu'il était inutile de persister. »

§ 3. — Nécessité d'une exception sérieuse.

Le juge de paix ne peut donc trancher la question d'état même surgie à titre d'incident durant un procès pendant devant lui, et dont il est valablement saisi. Il doit surseoir

(1) D. 1924.1.161, note de M. Appleton.

à statuer sur le fond et accorder un sursis à la partie qui l'a soulevée pour lui permettre de la faire juger par le tribunal compétent. Mais le sursis ne s'impose que si la question d'état soulevée est sérieuse, c'est-à-dire si elle repose sur des apparences d'une certaine gravité. M. Milhaud (1) nous dit que le juge de paix doit, au contraire, refuser le sursis toutes les fois que la contestation ne paraît pas fondée, soit que le contestant se borne à formuler de simples allégations dénuées de toute vraisemblance ou dépourvues de précision, soit que les faits invoqués ne soient pas pertinents et que, fussent-ils prouvés, ils ne fussent pas de nature à exercer une influence sur la solution du procès, soit enfin qu'il ne s'agisse que d'appliquer une loi dont le texte clair et précis ne peut donner lieu à aucune controverse.

Ainsi, dans une affaire introduite devant le juge de paix, le défendeur soutient que le demandeur est interdit et, qu'en conséquence, son action n'est pas recevable à raison du défaut d'autorisation de son tuteur ; c'est évidemment au défendeur à justifier de son exception, et sa simple allégation ne suffirait pas pour que le juge de paix ordonnât un sursis pour faire trancher la question préjudicielle. Il faudrait, pour qu'un sursis fût ordonné, que le défendeur produisît des documents pouvant faire présumer que son allégation est sérieuse, par exemple un titre. De même, si pour exiger la caution de *judicatum solvi*, le défendeur alléguait que le demandeur n'est pas Français, cette allégation ne pourrait donner lieu à sursis que si elle était appuyée de documents présentant une apparence sérieuse de sincérité.

§ 4. — *Le juge de paix reste saisi du fond de l'affaire.*

Une dernière question se pose : celle de savoir si le juge de paix doit seulement surseoir à statuer sur la demande principale jusqu'à ce que le tribunal civil ait tranché l'exception ou s'il doit se dessaisir de tout le litige.

(1) Milhaud, *op. cit.*, t. IV, p. 340.

Il ne fait pas de doute que l'exception n'empêche pas le juge de paix de rester saisi de la demande principale. Il n'en est pas ici comme en matière d'exception immobilière où la défense rejaillit sur la demande et fait corps avec l'action elle-même, de telle sorte que la solution de l'action dépend de la manière dont sera tranchée l'exception. Ici rien de semblable. La question préjudicielle une fois résolue, le juge de paix devra trancher la question au fond et solutionner le litige. Les deux questions : action et exception sont absolument indépendantes l'une de l'autre. D'ailleurs, l'article 426 du Code de procédure que la jurisprudence déclare applicable en l'espèce est formel ; il décide qu'une fois l'incident tranché il sera statué sur le fond par le tribunal compétent pour juger l'action principale :

CHAPITRE III

DE L'INSCRIPTION DE FAUX ET DE LA VÉRIFICATION D'ÉCRITURE

Aux termes de l'article 14 du Code de procédure civile : Lorsqu'une partie déclarera vouloir s'inscrire en faux, dénier l'écriture ou déclarera ne pas la reconnaître, le juge lui en donnera acte ; il parafera la pièce et renverra la cause devant les juges qui doivent en connaître. Cet article prévoit donc deux cas : d'une part l'inscription de faux, d'autre part, la vérification d'écriture.

L'inscription de faux est un incident de procédure qui a pour but d'attaquer la sincérité d'un acte dressé par un officier public, le plus souvent notaire ou huissier. Les art. 214 et suivants du Code de procédure ont minutieusement réglé la procédure à suivre pour faire tomber les mentions d'un pareil acte. Nous ne nous occuperons pas dans cette étude de l'inscription de faux ; car il est très rare que la teneur d'un acte authentique (le plus souvent notarié) soit mis en doute devant le juge de paix. Il y a à cela une raison pratique : c'est que les conventions que constatent généralement un tel acte ne sont pas de la compétence de ce magistrat à cause, soit de leur caractère indéterminé, soit de l'importance des conventions qu'il constate. Si par hasard un acte authentique est argué de faux, le juge de paix doit renvoyer les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent suivant les règles fixées par les articles 214 et suivants, du Code de procédure civile.

Au contraire, la vérification d'écriture se pose très souvent

devant le juge de paix, et ce problème mérite de nous retenir un instant.

Voici, par exemple, un individu qui réclame à une personne la somme de 4.000 francs, montant d'un billet signé par le défendeur, prétend-il. Ce dernier dénie sa signature. Il faudra alors, suivant l'article 14 que le juge de paix surseoit à statuer jusqu'à ce que le tribunal civil se soit prononcé sur le bien-fondé de l'exception soulevée. Il y a donc arrêt de l'instance principale et une procédure incidente spéciale va s'engager devant une juridiction autre que celle saisie de la demande introductive d'instance. L'application de l'adage est ici encore écartée : le juge de l'action n'est pas le juge de l'exception.

§ 1. — *De l'incompétence du juge de paix
en matière de reconnaissance d'écriture.*

Mais on peut se poser une question préliminaire. Supposons qu'une demande en reconnaissance d'écriture soit portée *de plano*, c'est-à-dire par voie principale devant le juge de paix ? Ce magistrat devrait-il se déclarer incompétent ?

Certains auteurs (1) enseignent que dans les limites de sa compétence le juge de paix peut statuer sur une pareille demande lorsque l'écriture n'est pas contestée ; ils se fondent sur ce que la loi du 25 mai 1838 aujourd'hui remplacée par la loi du 12 juillet 1905 n'ayant fait aucune exception à cet égard on ne saurait suppléer à son silence. Il résulterait de cette doctrine que si, par exemple, une personne en actionnait une autre devant le juge de paix, en reconnaissance de la signature d'un billet ayant une cause civile et n'excédant pas 4. 500 francs, le juge de paix devrait statuer sur cette demande et la sanctionner, à condition toutefois que la signature ne soit pas contestée par le défendeur. Cette procédure aurait donc pour but de créer au profit des créanciers une hypo-

(1) Curasson, *Traité de la compétence des juges de paix*, t. I, n° 74 ; Bourbeau, *op. cit.*, n° 58.

thèque légale sur les biens de son débiteur ; ce serait l'hypothèque découlant de la reconnaissance en justice des actes privés.

Sans nous attaquer à démontrer les inconvénients de cette hypothèque légale unanimement critiquée et qu'à notre avis il ne convient nullement d'étendre, mais bien au contraire de limiter, on peut réfuter aisément la théorie de Curasson. Il faut cependant reconnaître, comme le font ressortir ses partisans, qu'on ne peut repousser leur thèse en s'appuyant sur l'article 14, puisqu'il n'y a ni inscription de faux, ni dénégation d'écriture. Mais, par contre, il n'est pas douteux qu'une pareille demande est indéterminée ; c'est le type même de la demande qui ne peut être appréciée par un quantum (elle ne rentre donc pas dans les limites de l'article 1 de la loi du 12 juillet 1905). Vainement objecterait-on que la demande est fixée par le montant du billet. Il est facile de répondre que la demande n'a pas pour but la condamnation même éventuelle du débiteur, mais la reconnaissance de la signature et, en conséquence, la possibilité de prendre hypothèque. Donc demande indéterminée, et quant au chiffre et quant au but poursuivi, le juge de paix ne saurait en connaître. C'est en ce sens que se prononce M. Milhaud (1).

§ 2. — *Incompétence du juge de paix
en matière de vérification d'écriture.*

Revenons à notre article 14. Nous avons vu que le juge de paix devait surseoir à statuer sur la demande principale tant que le tribunal n'a pas prononcé sur la valeur et le bien-fondé de l'exception.

Mais le juge de paix doit-il surseoir dans tous les cas ? En principe oui. Cependant il a été jugé qu'il pouvait passer outre si le bien-fondé de la demande était susceptible d'être prouvé par témoins (2). Cette décision nous semble criti-

(1) Milhaud, *op. cit.*, voir *Questions préjudicielles*, n° 1.

(2) Justice de paix de Bagnères-de-Bigorre, 25 mai 1912. *Journ. Justices de paix*, 1912, p. 354.

quable, car elle est contraire aux dispositions de l'article 1341 du Code civil portant « qu'il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué, avoir été dit avant, lors et depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de 500 francs ». Or dans l'espèce il avait été passé acte pour une somme inférieure à 500 francs ; il était donc impossible de prouver par témoins autre chose tant que l'écrit n'avait pas été reconnu faux. Ce n'est que si le tribunal avait jugé la pièce fausse que la preuve de la somme demandée aurait pu être faite par témoins.

A notre avis, et pour conclure ce paragraphe, l'article 14 est absolument impératif et le juge de paix doit se dessaisir lorsque la pièce sur laquelle le demandeur s'appuie pour faire condamner le défendeur est argué de faux ou n'est pas reconnu comme émanant de son adversaire, sans pouvoir même substituer à la preuve écrite la preuve testimoniale pour une obligation inférieure à 500 francs.

§ 3. — *Obligation de surseoir
quelle que soit le caractère de l'exception.*

Nous avons vu jusqu'à présent que lorsque le juge de l'action n'est pas juge de l'exception, il faut que l'exception soulevée soit sérieuse. En matière immobilière, pour les questions d'état la jurisprudence n'oblige le juge de paix à se dessaisir que si l'exception présente un caractère de gravité que le juge apprécie. Ici il n'en est plus de même. Par une anomalie que rien ne paraît justifier la Cour de cassation décide que le juge de paix n'a pas à se faire juge de la question de savoir si l'exception est ou n'est pas sérieuse et si elle constitue ou non un moyen moratoire. Nous citerons un arrêt de la Cour suprême du 24 août 1881 (1) dans lequel cet argument est exposé.

La Cour : Vu l'article 14 du Code de procédure civile.

(1) Sirey 1882.1.161.

Attendu qu'il résulte des termes absolus de cet article que dans le cas de dénégation d'écriture le juge de paix est tenu, sans condition ni réserve de surseoir à statuer sur la demande principale et de renvoyer la cause devant les juges qui doivent en connaître.

Attendu qu'il n'est pas au pouvoir du juge de modifier les limites de sa compétence sous le prétexte que la demande qui en serait exclusive n'apparaîtrait pas comme sérieuse. La jurisprudence est la même pour les tribunaux de commerce (1).

Il résulte de cet arrêt que la Cour de cassation considère comme une extension injustifiée de la compétence du juge de paix, le fait, par ce magistrat, d'apprécier le caractère sérieux ou non de l'exception soulevée. Ce raisonnement ne nous convainc pas, pour deux raisons : D'une part pourquoi la Cour ne décide-t-elle pas de la même façon pour les exceptions immobilières par exemple. Si c'est étendre la compétence du juge de paix que de le laisser se prononcer sur le caractère fictif ou sérieux de l'exception de dénégation d'écriture, comment n'est-ce pas l'étendre que de le laisser ainsi statuer en matière de questions immobilières ou d'état. D'autre part la cour prétend que le juge de paix usurperait des fonctions qui sont attribuées à d'autres tribunaux en prononçant sur des matières pour lesquelles il n'a pas compétence. Mais comment craindre pareille usurpation puisque l'appel ou le recours en cassation empêcherait le juge de paix de trancher la question préjudicielle au cas où la contestation serait sérieuse. Il semble donc qu'un changement de la jurisprudence serait souhaitable, et que le juge de paix juge de l'action mais non de l'exception devrait pouvoir décider, sous le contrôle des tribunaux, si la dénégation d'écriture l'oblige ou non à surseoir.

(1) C. de Paris, 29 juillet 1920. D. 1921.2.4.

§ 4. — *Elargissement de la compétence du juge de paix en matière de vérification d'écriture.*

On peut même aller plus loin et critiquer la règle qui force le juge de paix à se dessaisir. En effet, pourquoi ce magistrat ne serait-il pas lui-même juge de l'exception. N'a-t-il pas aptitude à apprécier aussi bien que le tribunal civil lui-même ?

1^o Comment procède ce dernier en matière de vérification d'écriture ? — L'article 195 du Code de procédure indique trois moyens : les titres, les témoins, l'expertise.

a) *Les titres d'abord* : c'est le mode le plus simple mais aussi le plus rare. Pour que la preuve de la sincérité de l'écriture puisse être faite par ce procédé, il faut supposer que le contenu de l'acte sous seing privé se trouve relaté dans un acte dont la véracité n'est pas discutée (acte authentique ou acte sous seing privé dont la sincérité est hors de doute). Il est inutile de faire observer que le juge de paix serait capable, aussi bien que le tribunal, de faire cette comparaison.

b) *Les témoins* : la déposition des témoins portera non pas sur la convention contenue dans l'écrit dont la signature est contestée (ce serait faire échec à l'art. 1341 du Code civil), mais uniquement sur le fait matériel de l'attribution de l'écrit ou de la signature à la personne de laquelle on prétend que l'écrit ou la signature émane. S'agissant de prouver un simple fait, les témoignages sont admis sous limitation de valeur. Ici encore le juge de paix nous semble très bien placé pour procéder à cette enquête.

Mais objecte-t-on ce moyen de preuve comme le précédent est d'un emploi très rare en pratique, car il n'est pas d'usage de faire intervenir des témoins à un acte sous seing privé.

c) Il reste donc le dernier procédé qui est l'*expertise*. Le tribunal nomme trois experts avec mission de donner leur avis sur l'attribution de l'écriture ou de la signature des défendeurs. Ils procèdent suivant les formes prévues par les articles 201 à 203 du Code de procédure. Ces formes un peu

périmées s'opposent, dit-on, à ce que la procédure se déroule devant le juge de paix. Il n'en est rien, car les experts pourraient procéder de la même façon devant ce magistrat.

2^e Objection tirée de l'autorité de la chose jugée et la réponse. — Il n'y aurait donc aucune objection sérieuse à confier la mission de vérification d'écriture au juge de paix ; ou plutôt on se heurterait à l'argument des adversaires de l'extension de la compétence des magistrats cantonaux ; demande rentrant dans les limites de l'article 1 de la loi de 1905, mais exception mettant en jeu un chiffre bien supérieur. Supposons un débiteur actionné par son créancier en paiement d'une somme de 1.000 francs, représentant une année d'intérêts pour un capital de 20.000 francs. Si le débiteur ne dénie pas son écriture, le juge de paix sera compétent pour statuer quelle que soit la défense articulée par l'adversaire. (Art. 1 de la loi du 12 juillet 1905).

Mais supposons qu'il dénie son écriture. D'après le système que nous soutenons, le juge de paix devrait pouvoir jordonner la vérification de l'écriture. Mais, diront les partisans de la compétence restreinte du juge de paix, ce serait reconnaître en fait à ce magistrat le pouvoir de condamner à la somme de 10.000 francs une fois l'écriture vérifiée. Nous répondons : nullement, car d'une part, du fait que les experts auront reconnu la signature ou l'écriture du billet comme émanant bien du débiteur, il ne s'ensuivra pas nécessairement que l'obligation soit valable ; le défendeur pourra, par exemple, arguer d'un vice de consentement, erreur, violence, dol. D'autre part, le juge de paix statuant sur cette défense ne prononcera que dans les limites de la demande, soit en l'es-pèce 1.000 francs. La sentence n'aura autorité de la chose jugée que dans ces limites.

On pourrait donc reconnaître sans difficultés au juge de paix le pouvoir d'ordonner la vérification d'écriture contestée, tout au moins lorsqu'il s'agit d'acte sous seing privé.

Par contre, pour l'inscription de faux le tribunal civil

serait seul compétent, la tradition (ancien droit), l'autorité de l'officier ministériel sont des raisons suffisantes pour conserver en cette matière les règles du Code de procédure. En tous cas, s'il paraît impossible de donner plénitude de juridiction au juge de paix, aucun obstacle ne s'oppose à lui donner compétence pour procéder à la vérification d'écriture lorsque le titre, la convention n'excède pas 4.500 francs.

3^o **Le projet de la commission de 1838.** — Cette proposition n'est ni nouvelle ni révolutionnaire. La Commission de réforme de la loi du 16-24 août 1790, qui a élaboré la loi de 1838 l'avait déjà adoptée. On sentait donc à cette époque l'utilité de cette réforme. Ce ne fut que sur l'intervention du garde des sceaux que cette attribution fut refusée au juge de paix et voici comment le ministre justifiait sa façon d'agir : « Autoriser, disait-il, le juge de paix à procéder à la vérification de l'écriture, ce serait peut-être ne pas se rendre assez compte des difficultés que rencontreraient ce magistrat pour se procurer les pièces de comparaison nécessaires et pour se livrer à une appréciation dans laquelle trop de garanties ne sauraient être prises contre l'erreur. Nous croyons que l'honneur des personnes engagées dans de telles contestations ne doit pas être légèrement commis à la décision d'un seul homme auquel il faudrait accorder le pouvoir de condamner à des dommages-intérêts et même de frapper la personne qui aurait dénié son écriture d'une amende prévue par l'article 213 du Code de procédure. Nous ajoutons que la vérification d'écriture peut conduire à la découverte du crime de faux : or l'intérêt public n'est pas représenté auprès des tribunaux de paix, comme il l'est par un magistrat spécial devant les tribunaux de première instance. Sous tous ces rapports une attribution de cette nature offrirait de graves dangers pour les justiciables, l'intérêt public en souffrirait ; la considération du juge lui-même en serait affaiblie. » (1)

L'argumentation du ministre comprend trois chefs : d'abord

(1) *Journal spécial des Juges de paix*, publié et rédigé par M. Julhe de Foulan, année 1837, p. 62.

difficulté de trouver des pièces de comparaison, argument sans valeur puisque, nous l'avons vu, la preuve de la véracité de l'écriture se fait le plus souvent par expert. En second lieu et c'est l'argument principal, inconvénient qu'il y aurait à faire juge des questions qui touchent à l'honneur des personnes par un seul magistrat. On peut répondre que le juge de paix possède actuellement une formation juridique qui ne saurait être suspectée ; d'autre part, les juges de paix ne sont plus comme au temps du vote de la loi de 1838, sous la dépendance de certains hommes politiques influents. Enfin la garantie de l'appel ou le pourvoi en cassation garantit toujours les intérêts de tous les justiciables.

Le troisième motif nous semble de bien moindre importance : qu'il n'y ait pas de ministère public devant les tribunaux de paix cela ne peut influencer en quoi que ce soit la décision du juge de paix. Quant à la répression du faux il suffirait que ce magistrat qui réunit, on a parfois tendance à l'oublier, les deux qualités de juge du siège et d'officier de police judiciaire, en saisisse directement le parquet. Nous ne voyons donc pas les difficultés qu'il pourraient y avoir à différer longtemps cette mesure. Cette idée a été reprise dans le projet de réforme du Code de procédure de 1898 ; l'article 9 de ce projet prévoyait que le juge de paix pourrait statuer « sur les incidents de vérification d'écriture soulevés à l'occasion des affaires dont il sont saisis » (1). Depuis il n'en a plus été question.

§ 6. — *Le juge de paix doit seulement surseoir.*

Revenons à la législation actuelle : l'article 14 dispose que le juge de paix renverra la cause devant les juges qui en doivent connaître. Mais doit-il se dessaisir de tout le procès ou seulement renvoyer l'exception devant le tribunal civil ? Après discussion on s'accorde aujourd'hui pour décider que le juge

(1) Paul Sortais, *De la compétence des juges de paix en matière de contentieux*, op. cit., p. 86.

de paix n'est dessaisi que de l'exception et reste compétent pour juger le procès au fond. Dans leur *Traité de procédure* MM. Glasson et Tissier font remarquer qu'il faut un texte précis pour dessaisir le juge de paix ; ici il y a doute, ce doute doit profiter au juge de paix. Il devra donc simplement surseoir (1).

(1) Glasson-Tissier, *Procédure civile*, t. I, p. 748.

CHAPITRE IV

DE L'INCOMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE D'INTERPRÉTATION DE BAIL

Nous abordons ici une matière très complexe qui nécessiterait à elle seule une étude spéciale si on voulait envisager dans son ensemble la compétence du juge de paix quant au bail. Nous bornerons notre étude à la raison d'être de cette thèse, savoir l'application ou l'inapplicabilité de la maxime « le juge de l'action est juge de l'exception » en cette matière.

La jurisprudence rejette ici l'adage en ce qui concerne la compétence du juge de paix, mais il faut noter que cette restriction apportée à la juridiction de ces magistrats est jurisprudentielle et qu'aucun texte n'oblige le juge de paix à se dessaisir du litige lorsque le bail est discuté par l'une ou l'autre des parties. D'autant que nous sommes en matière d'action personnelle, action qui rentre par excellence dans la compétence de ce magistrat. Or nous allons voir qu'en fait la jurisprudence a complètement écarté, pour ce contrat, l'application de la maxime suivant laquelle « le juge de l'action est juge de l'exception ».

Origine de cette restriction. — Si les Lois de 1838 et 1905 ne tranchent explicitement la question, il faut bien reconnaître que les travaux préparatoires de la Loi du 12 juillet 1905 ne laissent aucun doute sur la volonté du législateur d'écarter la juridiction du juge de paix lorsque le bail ou une clause du bail est contestée. Le rapport de M. Godin au Sénat est en effet formel : « Toutes les espèces que visent l'article voté

par le Sénat (art. 3) supposent une exécution d'un contrat qui n'est pas contesté. On comprend alors la simplification de la juridiction, quel que soit le chiffre du litige. Mais si le contrat est lui-même discuté, si les clauses sont contestées, il n'y a plus de principe pour déroger à l'article 1^{er} et pour étendre spécialement dans ce cas la juridiction du juge de paix. On est alors en face de contestations souvent difficiles qu'il n'y a pas de raisons de soustraire à la règle générale (1). » Les termes de ce rapport sont donc très nettement défavorables à la compétence élargie du juge de paix : mais cet argument tiré des travaux préparatoires n'est pas probant, car on pourrait en dire autant pour tous les autres contrats. A l'origine la pensée du législateur était de ne confier au juge de paix que des litiges très simples ; dès qu'une contestation sérieuse s'élevait sur le contrat, ce magistrat devait se dessaisir. Or nous avons vu, dans notre première partie, que la jurisprudence ne rattachant plus le texte aux travaux préparatoires, c'est-à-dire appliquant le texte dans sa lettre et non dans son esprit, avait élargi la compétence du juge de paix en lui donnant le pouvoir de trancher toutes les exceptions opposées à la demande principale et quel que soit le contrat. On ne comprend pas alors pour quelle raison il est fait exception, pour le contrat de bail qui, somme toute, ne comporte pas plus de difficultés quant à son interprétation qu'un contrat d'assurance ou de société.

Cependant on peut constater une jurisprudence analogue en matière de bail devant les tribunaux de commerce. Les tribunaux supérieurs refusent de reconnaître à l'une et à l'autre de ces juridictions le droit de se prononcer valablement lorsque le bail ou une clause du bail est sujette à interprétation. Dans un arrêt de la Cour de cassation du 6 février 1924 (2), la Cour de cassation a décidé que si le défendeur assigné devant une juridiction commerciale soulevait un moyen de défense portant sur un point de droit civil ou ren-

(1) *La justice de paix*, 1924, p. 24.

(2) D. 1924.1.161, annoté par M. Appleton.

dant nécessaire l'interprétation d'un contrat de droit civil (en l'espèce un bail) la solution devait en être soumise préjudiciellement à la juridiction civile.

Sans parler des critiques qu'a soulevé cette jurisprudence au point de vue commercial, on ne saurait, à notre avis, et nous l'avons déjà fait observer, transposer les termes employés dans cet arrêt et qui assimilerait la juridiction commerciale au juge de paix. Quoi qu'il en soit la jurisprudence de la Cour de cassation paraît vouloir restreindre la compétence de ce que l'on appelle (improprement selon nous) des juridictions d'exception en matière de bail.

Nous allons borner notre étude à rechercher le rôle du juge de paix lorsque le bail ou une clause du bail est contestée ; nous examinerons d'abord les restrictions légales apportées à la maxime « le juge de l'action est juge de l'exception », nous étudierons ensuite les restrictions jurisprudentielles.

§ 1. — *Restrictions légales à la compétence du juge de paix en matière de bail.*

Si la jurisprudence a limité la compétence du juge de paix en matière d'interprétation du bail, c'est la Loi du 12 juillet 1905 elle-même qui dans ses articles 3 et 4 a restreint le domaine de sa juridiction.

a) **Pour les saisies revendications.** — L'article 3, § 5 de cette loi, après avoir donné compétence au juge de paix pour statuer sur les demandes en validité, en nullité ou en mainlevée de saisies revendications portant sur des meubles déplacés sans le consentement du propriétaire (art. 2.102-1 du C. civ.) y ajoute ce correctif : « à moins que dans ce dernier cas il y ait contestation de la part d'un tiers ».

On n'aperçoit nullement d'ailleurs comment une telle restriction peut se justifier. Nous sommes ici dans une matière essentiellement mobilière et la solution des contestations dont s'agit ne présenterait pas de difficultés pour le juge de paix.

Ce serait par exemple un tiers qui prétendrait avoir acheté du débiteur saisi les objets déplacés ; ou bien le propriétaire de l'immeuble dans lequel ces objets ont été transportés qui prétendra en sa qualité de nouveau bailleur avoir sur eux un privilège. Il s'agit donc uniquement d'actions mobilières dont le juge de paix devrait connaître, tout au moins dans les limites fixées par l'article 1 de la loi du 12 juillet 1905.

b) Pour les indemnités réclamées pour le locataire pour trouble de jouissance provenant du bailleur. — D'autre part l'article 4 de la même loi dans son paragraphe 2 comporte une restriction du même genre ; ce texte n'accorde compétence illimitée au juge de paix en matière d'indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non jouissance provenant du fait du bailleur, que lorsque le droit à indemnité n'est pas contesté. Cette restriction présente la plus grande analogie avec celle concernant les actions immobilières dont nous avons précédemment parlé (1).

Quand peut-on dire que le droit à indemnité est contesté ?

Sous l'empire de la Loi du 16-24 août 1790, article 10, § 4 ainsi rédigé : « le Juge de paix connaîtra des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non jouissance lorsque le droit à indemnité ne sera pas contesté ». Certains auteurs, Billion (2) notamment, avaient prétendu qu'il suffisait au défendeur de contester le droit à indemnité pour rendre le juge de paix incompétent et l'obliger à se dessaisir. « Faute de précision, disait-il, cet article est insignifiant, il est même tout à fait superflu d'après sa contexture. » En effet, le propriétaire cité peut se borner à répondre à son locataire ou fermier « Je conteste votre droit » et par ces paroles magiques il renversera la compétence... Sans doute il existe des moyens d'incompétence, mais ils sont classés et définis par la loi, ils résultent des principes non de la volonté des parties. La compétence des tribunaux doit être précise, obligatoire, forcée,

(1) Voir Chap. II de l'exception immobilière.

(2) Billion, *Les juges de paix en France*.

elle ne doit pas être laissée à l'arbitraire, au caprice ou à une défiance insultante. Et Billion terminait en demandant une rédaction de ce paragraphe précisant mieux les conditions de cette action.

Carré (1) qui cite cet auteur montre plus de profondeur dans son jugement, et, quoique défavorable à la thèse de la plénitude de juridiction du juge de paix, se trouve d'accord avec Henrion de Pansey pour dire qu'il ne suffit pas au propriétaire de répondre sèchement à la demande du locataire qu'il ne doit pas d'indemnité pour obliger le juge de paix à se dessaisir. Il fait observer que telle n'est pas l'intention de la loi. En effet, ce serait lui faire dire que le fermier qui réclamera une indemnité pour non jouissance, citera le propriétaire devant le juge de paix mais que le propriétaire sera libre de reconnaître ou de décliner sa juridiction selon son caprice ou son intérêt. Jamais, dit-il, la loi n'a parlé un tel langage. Je crois, ajoute-t-il avec Henrion de Pansey, que pour qu'il y ait lieu au déclinatoire il faut que la défense du propriétaire soit telle qu'elle forme une fin de non recevoir contre la défense du fermier, c'est-à-dire qu'il lui réponde : telle est la nature des engagements que j'ai contractés avec vous, telles sont les clauses de notre bail, que, quand même vous n'auriez pas joui intégralement ou que votre jouissance serait suspendue pendant un temps plus ou moins long, je ne vous dois aucun dédommagement. Alors le procès présente à juger une question d'interprétation d'acte, problème dont la solution exige le rapprochement des différentes clauses du bail et l'application des lois sur l'interprétation des conventions, et c'est ce que la loi n'a pas voulu soumettre au juge de paix (2).

La doctrine moderne précise plus encore la question. M. Milhaud (3) écrit : « Pour que le droit à indemnité soit

(1) M. L. J. Carré, *Le Droit français dans ses rapports avec la juridiction des justices de paix*, t. II, p. 510.

(2) Nous retrouvons dans cette phrase la thèse soutenue par Carré et exposée dans la 1^{re} partie, de l'incompétence du juge de paix en matière d'interprétation de contrat.

(3) Milhaud, *op. cit.*, t. III, p. 69.

contesté, il ne suffit pas que le défendeur conteste le chiffre de l'indemnité ou qu'il prétende qu'il ne doit rien, ou qu'il soutienne qu'il a rempli toutes ses obligations ou qu'il conteste l'existence d'un fait matériel qui constitue le trouble de jouissance, il faut qu'il oppose à la demande une fin de non recevoir tirée de ce que le demandeur n'a pas le droit en *vertu du bail ou d'une convention ou de toute autre circonstance dont l'existence paraît sérieuse*, de réclamer une indemnité. » Et plus loin, « comme le dit fort bien un auteur la contestation ne naît à proprement parler que lorsque le bailleur repousse la responsabilité des faits invoqués contre lui, fussent-ils matériellement admis au procès, en soutenant que son droit de propriété la loi, le bail, une convention quelconque ou un cas fortuit ou la force majeure l'autorisait à agir comme il l'a fait. Dans ce cas en effet le procès présente à juger une question d'interprétation que la loi n'a pas voulu soumettre d'une manière illimitée au juge de paix ». En un mot la contestation sur le droit à indemnité doit se transformer en une contestation sur une clause du bail que ce magistrat n'a pas pouvoir, suivant la jurisprudence, d'interpréter.

c) Incompétence du juge de paix lorsque l'indemnité est contestée même si la demande rentre dans les termes de l'article 1^{er}. — Mais l'hypothèse suivante peut se présenter : Un locataire demande 4.000 francs de dommages-intérêts à son propriétaire pour trouble de jouissance provenant de son fait (le bail n'excède pas 4.500 francs). Le bailleur conteste le droit à indemnité, arguant d'une clause du bail qui paralyserait son action. Le juge de paix sera-t-il compétent ? Il semblerait que la question ne devrait faire aucun doute. En vertu de l'adage « le juge de l'action est juge de l'exception » ce magistrat saisi d'une demande rentrant dans sa compétence telle qu'elle est déterminée par l'article 1 de la Loi de 1905 devrait pouvoir examiner au fond le bien-fondé de la défense et la trancher. C'est ainsi que bon nombre d'auteurs affirment la compétence du juge de paix en cette matière.

Lancien (1) dans son commentaire de la loi de 1905 écrivait : « Ici apparaît la volonté du législateur de restreindre (si le droit à indemnité n'est pas contesté) la compétence extraordinaire du juge de paix en matière de location aux litiges qui n'intéressent pas le fond du droit mais de n'apporter aucune restriction semblable si le juge de paix peut connaître de la demande en vertu de l'article 1 de la loi ». C'est donc bien l'hypothèse que nous envisageons. « Par suite même, si le droit à indemnité est contesté, il est compétent pour prononcer sur la demande du locataire ou du fermier pour non jouissance provenant du fait du bailleur quand cette demande n'est pas supérieure à 600 francs (nous disons aujourd'hui 4.500). » Il fait ressortir que cette solution avait déjà prévalu sous l'empire de la Loi de 1838 au cas où la demande n'excéderait pas 200 francs.

De son côté Bourbeau (2) paraît bien reconnaître compétence au juge de paix dans ce cas. Il est logique d'en décider ainsi ; cependant la doctrine et la jurisprudence moderne tranche la question en sens contraire.

Milhaud écrit : il résulte de l'article 4, § 3 de la Loi du 12 juillet 1905 que, pour que le juge de paix soit compétent pour statuer quelle que soit la valeur du litige sur les réclamations d'indemnité pour non jouissance il faut que le droit à l'indemnité ne soit pas contesté. Si le bail est contesté le juge de paix est incompétent alors même que la demande n'excède pas 4.500 francs. Il cite deux arrêts de la Cour de cassation dans le même sens.

Il est bien difficile d'expliquer une pareille anomalie, la demande rentrant par hypothèse dans les termes de l'article 2, le juge de paix devrait être compétent en vertu de l'adage traditionnel.

(1) Lancien, *Lois nouvelles*, 1905, n° 157.

(2) Bourbeau, *op. cit.*, t. VII, p. 75.

§ 2. — *Restrictions apportées par la jurisprudence
à la compétence du juge de paix en matière de bail.*

Nous venons de voir que la jurisprudence a déjà restreint la compétence du juge de paix en matière de bail en interprétant très strictement la loi ; nous verrons dans les paragraphes qui vont suivre que même en l'absence de texte la Cour de cassation refuse de reconnaître juridiction à ce Magistrat : d'abord lorsque l'existence du bail est discutée et en second lieu lorsqu'une clause du bail est sujette à interprétation.

I. De l'incompétence du juge de paix lorsqu'il y a contestation sur l'*existence* du bail. — La contestation élevée par le défendeur sur l'existence même du bail a-t-elle pour effet de faire cesser la compétence du juge de paix pour connaître des demandes dont il peut être saisi, si cette contestation se produit par voie d'exception ?

En vertu du principe suivant lequel « le juge de l'action est juge de l'exception » le juge de paix devrait rester compétent en présence d'une pareille contestation, à moins bien entendu, et sous réserve de ce qui a été dit dans la première partie, savoir que le défendeur n'excipe pas d'un droit réel immobilier sur la chose prétendument louée. En effet, le contrat de bail a un caractère purement personnel et mobilier ainsi que la Cour de cassation l'a reconnu elle-même par un arrêt du 6 mars 1861 (1), on ne voit pas pourquoi le juge de paix devrait se dessaisir lorsqu'une contestation s'élève sur le bail.

Et cependant la Cour suprême a décidé depuis longtemps (2) que ce magistrat cesse d'être compétent si le preneur oppose une exception relative à l'existence du bail alors que la contestation a un caractère sérieux. Nous nous bornerons à citer un seul arrêt.

(1) S. 1861.1.713.

(2) Cass. 9 nov. 1921. D. 1921.1.5.

Un sieur Mazet cite Morand devant le juge de paix du canton est de Riom en paiement d'une somme de 70 francs pour loyer d'une maison couru du 1^{er} avril au 1^{er} octobre 1910, la durée et le point de départ du bail étaient contestés, mais il avait reçu un commencement d'exécution. Le juge de paix rejette la demande en paiement sans statuer sur la difficulté. Le propriétaire fait appel ; le tribunal de Riom réformant la décision du premier juge accueille sa demande et autorise l'expulsion du locataire en décidant notamment que la durée d'un bail verbal ne peut jamais être prouvée par témoin ou par présomption même par un commencement de preuve par écrit et encore bien que le bail ait reçu un commencement d'exécution. Le locataire se pourvoit en cassation et c'est lui qui finalement obtient gain de cause. La Cour ayant cassé le jugement du Tribunal de Riom pour le motif qu'il s'était prononcé sur le point de départ et la durée du bail. Or, en statuant ainsi comme juge d'appel sur une contestation qui ne rentrait pas dans la compétence du juge du premier degré il avait violé l'article 3 de la loi du 12 juillet 1905. La Cour de cassation décidait en effet au début de son arrêt que si les juges de paix connaissent dans certains cas des actions en paiement de loyers ou de fermages et des expulsions des lieux, ils sont incompetents pour statuer sur les contestations qui ne peuvent se résoudre que par l'interprétation du bail. L'adage est donc ici encore une fois écarté. La jurisprudence assimile par conséquent la contestation relative à l'existence du bail à la question de l'interprétation du bail lui-même. Il nous faut donc étudier l'incompétence du juge de paix en cette matière.

II. Incompétence du juge de paix pour l'interprétation d'une clause du bail. — La jurisprudence est depuis de longues années fixée dans le sens de l'incompétence du juge de paix (1). Nous allons raisonner sur une espèce qui a été tranchée par la Cour de cassation à l'occasion d'une demande

(1) Cass. civ. 26 août 1857. D. 1857.1.346.

limitée à 300 francs (nous sommes sous le régime de la Loi de 1905) de dommages-intérêts demandés par un locataire contre un bailleur, pour non jouissance d'une buanderie qu'il prétendait avoir louée, le propriétaire objectant qu'il ne devait aucune indemnité parce que, d'après le bail, le demandeur n'avait pas la jouissance de la dite pièce. Le juge de paix passe outre, interprète le bail et tranche la question au fond.

Appel du locataire : confirmation de la sentence par le tribunal civil.

Pourvoi en cassation : la Cour décide que dans l'espèce les demandes d'indemnités formées par la dame Vidal, soit en vertu de l'article 1, soit en vertu de l'article 4 de la Loi du 12 juillet 1905, soulevaient la question de savoir si les lieux loués à ladite dame dans l'immeuble appartenant à Chassaigne comprenait une buanderie renfermant des cabinets d'aisance. Cette question, dit l'arrêt, ne pouvait être résolue que par l'interprétation du bail intervenu entre les parties ; or le juge de paix est incompétent pour connaître des questions qui ne peuvent se résoudre que par l'interprétation d'un bail (1).

CRITIQUE. — On ne comprend pas la raison qui motive ce refus de compétence au juge de paix pour l'interprétation des clauses du bail. Il est en effet aussi bien placé que quiconque pour étudier les titres de propriété, procéder à des enquêtes, ordonner des expertises pour éclairer au besoin sa religion, d'autant, comme nous l'avons déjà écrit, qu'il s'agit d'action personnelle et mobilière que le juge de paix a normalement compétence pour trancher.

III. Incompétence du juge de paix *lorsque la prorogation est discutée*. — La jurisprudence assimile à l'interprétation du bail la question de savoir si le bail a été ou non prorogé. Il a été jugé que le juge de paix est incompétent pour ordonner l'expulsion d'un locataire lorsque le défendeur demande son maintien dans les lieux, en s'appuyant sur la

(1) Cass. req. 2 janv. 1924. D. H. 1924, p. 41.

prorogation et que le propriétaire lui dénie ce droit. Voici le cas : un certain Crochon était locataire de Savergne en vertu d'un bail écrit. Crochon étant resté sur les lieux son bailleur l'assigne devant le juge de paix à fin d'expulsion. Le locataire fait valoir que le bail se continuait par tacite reconduction et qu'en conséquence il était en droit de rester sur les lieux. Le juge de paix sans s'arrêter à l'exception soulevée tranche la question au fond, dit qu'il n'y avait pas eu prorogation et ordonne l'expulsion. Jugement confirmatif d'Alès. Pourvoi devant la Cour suprême qui rend l'arrêt suivant : Attendu que le juge de paix saisi d'une demande en expulsion des lieux, est, en principe, incompétent pour connaître des questions qui ne peuvent se résoudre que par l'interprétation du bail ou d'une prorogation de bail.

Attendu qu'à la demande en expulsion des lieux formée par Savergne contre Crochon son locataire, à l'expiration d'un bail écrit qu'il lui avait consenti et qui avait pris fin le 31 décembre 1904 Crochon a opposé qu'il y avait eu prorogation du bail par tacite reconduction, qu'il était encore locataire de Savergne pour la durée d'une année ; qu'il a en conséquence conclu à l'incompétence du juge de paix à raison de la matière. Attendu que la solution de la question soulevée par Crochon était en dehors des attributions du juge de paix ; que cependant il s'est déclaré compétent et a décidé au fond qu'il n'y avait pas eu tacite reconduction. Attendu que le jugement attaqué a confirmé en appel la sentence du juge de paix qu'en statuant ainsi il a faussement appliqué et par suite violé l'article susvisé... Casse, etc... (1).

IV. — **L'exception doit être sérieuse.** — Par contre, dans une hypothèse toute voisine il a été jugé que le juge de paix saisi d'un litige de sa compétence ne saurait être dessaisi par l'exception soulevée par le défendeur tendant à faire statuer sur l'existence et la validité d'un bail et sa tacite reconduction dès lors, que des contestations du juge du fait il résulte

(1) Cass. civ. 22 février 1909. D. 1909.1.919.

que le moyen soulevé par le défendeur n'était pas sérieux et ne nécessitait aucune interprétation (1).

Il faut donc, comme en matière d'exception immobilière, pour dessaisir le juge de paix d'une question de bail que l'exception soit sérieuse. Il en sera ainsi lorsque les termes d'un bail écrit sont ambigus et de sens douteux ou lorsque les éléments de la cause ne permettent pas à ce Magistrat de dire avec certitude s'il y a eu ou non tacite reconduction. Mais, croit-on, que dans l'un et l'autre cas les Magistrats placés à un degré hiérarchique plus élevé seront plus à même que le juge de paix de faire cette interprétation ? Ce n'est pas faire injure aux juges d'appel de dire que le tribunal de paix pourra aussi bien qu'eux-mêmes découvrir la vérité.

CONCLUSION.

Il résulte de cette jurisprudence que la maxime « le juge de l'action est juge de l'exception » est complètement écartée en matière de bail, du moins en ce qui concerne le juge de paix. Ce magistrat saisi d'une demande en paiement de loyers rentrant dans sa compétence est obligé de se dessaisir, si les parties ne sont pas d'accord sur l'existence du bail, sur sa durée ou sur une clause qui donne lieu à une interprétation divergente. La Cour de cassation restreint donc au minimum le rôle du juge de paix en cette matière d'autant plus que cette juridiction, à raison même de la connexité qui existe entre la demande et l'exception est incompétente pour trancher le litige tout entier, demande principale comprise (2).

(1) Cass. req. 2 mai 1924. *Annales justices de paix*, 1924, p. 387.

(2) Il semble, par contre, que pour que les demandes fondées sur l'article 4 de la loi du 12 juillet 1905, la jurisprudence évolue dans un sens plus libéral, vers la plénitude de juridiction des juges de paix.

Nous le signalons d'un mot puisque ces litiges n'intéressent pas notre travail. La Cour de Paris a reconnu tout récemment au juge de paix, et cela contrairement à la jurisprudence antérieure, le droit d'ordonner la démolition des constructions, causes du trouble de jouissance (Cour de Paris, 9 janvier 1936) alors qu'auparavant elle ne reconnaissait à ce magistrat que le pouvoir de condamner le défendeur à payer une indemnité ou à la démolition. Même évolution jurisprudentielle quant aux réparations locatives. Cass. req. 20 juin 1938. *La Loi*, 15 mars 1939.

RÉSUMÉ DES RÈGLES LÉGALES ET JURISPRUDENTIELLES DANS LES CAS OU L'APPLICATION DE L'ADAGE EST ÉCARTÉE

Mais on peut généraliser la question et se demander si, en principe, le juge de paix doit se dessaisir du litige tout entier ou seulement surseoir lorsqu'une défense est opposée à la demande principale.

Pour répondre à cette question il faut remarquer que le juge de paix est, en vertu des règles posées par la loi, seul juge des questions que la loi lui attribue.

D'où l'on déduit, que si un texte ou la jurisprudence dessaisit ce magistrat d'une question incidente, il reste seul capable pour trancher au fond la demande. Il résulte de là que le juge de paix, en principe, doit non pas se dessaisir du tout (action et exception) mais seulement surseoir à statuer sur le fond jusqu'au moment où l'exception aura été solutionnée par le tribunal compétent. Il en est ainsi en matière de vérification d'écriture et de question d'état posées incidemment. Telle est la jurisprudence.

Par contre, lorsqu'une exception immobilière est soulevée par le défendeur, le juge de paix doit se dessaisir de toute l'affaire et non pas seulement surseoir. Comment expliquer cette différence ?

La cause doit en être recherchée dans l'étroite connexité qui lie l'action et l'exception ; en effet, ce lien est tel que le jugement de l'exception emporte la décision sur le fond. Supposons un individu actionné devant le juge de paix pour

avoir déposé du fumier contre le mur de son voisin (art. 674 du Code civil). Le défendeur soutient que l'action n'est pas justifiée parce que le mur lui appartient, ce qu'il offre de prouver. L'exception est sérieuse : Le tribunal reconnaît le bien-fondé de la défense du propriétaire, l'action intentée par le demandeur ne sera pas justifiée. L'exception en l'espèce décide du sort de l'action et il est tout naturel que le tribunal civil statue dans un seul et même jugement, tant sur le sort de l'exception que sur celui de la demande principale.

Ces mêmes raisons s'appliquent lorsqu'une difficulté surgit en matière de bail. En conséquence, le juge de paix est intcompétent pour le litige tout entier.

Parallèlement à ce problème, se pose la question de savoir si, en général, l'exception doit être ou non sérieuse pour obliger le juge à se dessaisir.

Dans les divers cas que nous avons envisagés nous avons vu que le juge de paix n'est obligé de surseoir que si l'exception est sérieuse. Une seule exception cependant pour la vérification d'écriture. La Cour de cassation décide, nous l'avons vu, que lorsque le défendeur ne reconnaît pas comme émanant de lui la pièce que lui oppose l'adversaire, le juge de paix doit surseoir immédiatement à statuer sur le fond, sans pouvoir apprécier le caractère de gravité de la défense ; peu importe qu'il ne s'agisse que d'un moyen dilatoire employé par le défendeur pour reculer la solution du procès. Cette exception au principe qui veut que pour faire échec à l'adage la défense présente une certaine gravité, ne se justifie pas et rompt l'harmonie du système.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Nous avons étudié dans cette deuxième partie, les règles légales ou jurisprudentielles qui font échec à l'application devant le juge de paix de l'adage « Le juge de l'action est juge de l'exception », questions immobilières, questions d'état, vérification d'écriture et de bail.

Ces limitations ont leur cause originaire dans le peu de confiance qu'a eu le législateur dans le juge de paix pour résoudre des litiges délicats ou embrouillés. Mais pourquoi cette défiance ?

Cela tient à l'absence de formation juridique des juges de paix lors de la rédaction et du vote des lois organiques de la justice de paix. En effet, la dernière loi en la matière est du 12 juillet 1905 ; or nous savons que ce n'est qu'à partir de cette loi que le recrutement des magistrats cantonaux s'est effectué d'une façon sérieuse. On pouvait donc redouter auparavant de laisser ces juges résoudre des exceptions mettant en jeu des questions de droit civil.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. Le décret du 5 novembre 1926 ayant exigé des candidats à la magistrature cantonale la licence en droit et l'examen professionnel, les juges de paix sont aptes à trancher les problèmes de droit et capables d'interpréter les baux quelles que soient les difficultés que la demande peut faire naître. Il serait donc souhaitable que la législation donnât compétence au juge de paix pour accepter ou écarter les moyens de défense que l'adversaire oppose à la demande. On pourrait réserver cependant les questions d'état qui, eu égard à leur caractère particulier et à l'intérêt qu'il y a à ne pas mettre en doute hors de propos

l'autorité de la chose jugée, resteraient de la compétence des tribunaux civils.

Depuis longtemps déjà (1) l'Union amicale des juges de paix demande une modification législative en ce sens (1924). Il est à remarquer que les nombreux remaniements qui ont été apportés par décrets depuis cette date à la loi du 12 juillet 1905 n'ont porté que sur le taux de l'article 1 et non sur les exceptions que peut faire surgir la demande dont le juge de paix est saisi. Il serait beaucoup plus logique de donner à ce magistrat le pouvoir de trancher les questions préjudicielles aux procès qui rentrent dans sa compétence, que de lui donner à résoudre des litiges plus importants avec les mêmes restrictions que celles que lui impose la loi du 12 juillet 1905. Le but de la loi de 1790 serait atteint ; on y gagnerait en effet en célérité et en simplification de la procédure, ces renvois devant une autre juridiction déroutent toujours les plaideurs et ces retards enveniment les disputes au lieu de les apaiser.

(1) *La Justice de paix*, année 1924, p. 100.

APPENDICE

Des demandes reconventionnelles.

Définition.

La demande reconventionnelle est celle qui est opposée à la demande principale pour la restreindre ou pour l'anéantir, demande sur laquelle le juge de paix doit statuer dans le dispositif du jugement (1). Telle est la définition que nous donne M. Milhaud.

Dans leur *Traité de procédure* MM. Garsonnet et César Bru (2) nous disent que les demandes reconventionnelles sont les attaques dirigées par le défendeur contre le demandeur ; elles ont pour but de faire écarter en tout ou en partie la demande principale ou d'en restreindre les effets.

On voit donc que la demande reconventionnelle est une arme *offensive* si l'on peut dire et c'est ce qui la distingue de la défense proprement dite. Tandis que, lorsque le défendeur excipe d'une exception ou d'une défense, il se borne à contester le bien-fondé de la demande sur le terrain même où l'a placé son adversaire ; par la demande reconventionnelle, au contraire, le défendeur devient lui aussi demandeur. C'est ce que fait ressortir, d'ailleurs, l'étymologie du mot reconvention qui vient de *re* et de *convenir*, c'est-à-dire, action réciproque, contre prétention, ou encore de *réus* et *convenire*, action de l'accusé, du défendeur.

(1) Milhaud, *op. cit.*, voir *Demande reconventionnelle*.

(2) Garsonnet et César Bru, *op. cit.*, t. I, p. 714, n° 454.

Il résulte de là, ainsi que nous l'avons déjà vu, que la défense ou l'exception n'est examinée par le juge que dans les motifs et non tranchée dans le dispositif, tandis que la demande reconventionnelle doit être solutionnée par le juge ; s'il ne statuait sur cette demande son jugement serait passible des voies de recours ordinaires et même extraordinaires.

La jurisprudence a nettement différencié l'une et l'autre. Par un arrêt en date du 3 mars 1924 (1) la Cour de cassation a décidé que les conclusions du défendeur n'ont pas le caractère d'une demande reconventionnelle quand elles ne tendent pas à prouver un avantage distinct et indépendant de la demande principale. Il faut donc que la demande reconventionnelle ait pour but d'obtenir la condamnation du demandeur et non de paralyser la demande de l'adversaire auquel cas il s'agirait d'une exception que le juge de paix pourrait trancher.

La distinction entre la défense et la demande reconventionnelle ainsi faite il s'agit de savoir si, ici encore, notre adage s'applique. Peut-on dire que le juge de l'action est juge de la reconvention ?

§ 1. — *Du principe que le juge de droit commun, juge de l'action, est également juge de la reconvention.*

Pour les tribunaux de droit commun on répond à la question précédemment posée par l'affirmative. « On peut affirmer, écrit M. Solus dans son *Cours*, que le pouvoir juridictionnel d'un juge de droit commun (Tribunal civil, Cour d'appel) ne s'exerce pas seulement sur la demande, sur la prétention élevée par le demandeur, mais qu'il s'étend au procès tout entier et par suite aux défenses proprement dites, aux exceptions, aux fins de non recevoir, aux demandes reconventionnelles que le défendeur pourra opposer au demandeur, même si ces défenses considérées en soi n'eussent pas été de la juridiction de droit commun. » Ces tribunaux ont donc pouvoir

(1) D. 1926.1.14.

de trancher les demandes reconventionnelles quel que soit leur taux ou leur nature. Il suffit qu'ils soient saisis d'une demande qui rentre dans leur compétence. L'adage s'applique ici parfaitement et sans exception (tout au moins en matière civile); c'est la raison pour laquelle on dit que le tribunal civil et la Cour d'appel ont la plénitude des juridictions. Ce point de vue n'est discuté par personne : doctrine et jurisprudence sont d'accord.

En est-il de même pour le juge de paix ? Peut-on dire également que le juge de paix juge de l'action est également juge de la reconvention ? Nous verrons que le législateur n'a consacré l'application de l'adage que partiellement. Mais auparavant il importe de faire un bref historique de la question.

§ 2. — *Les discussions anciennes
relatives à l'application de ce principe aux juges de paix.*

La loi du 16-24 août 1790 n'avait posé aucune règle quant aux demandes reconventionnelles formées devant le juge de paix. Aussi deux systèmes se partageaient la doctrine. Nous allons les exposer brièvement.

Curasson (1) nous apprend que pour Henrion de Pansey le « juge de l'action était juge de la reconvention ». Le premier président de la Cour de cassation, attribuait en effet à la reconvention le même effet qu'à la prorogation conventionnelle. Ainsi, d'après cet auteur, le tribunal, saisi d'une demande qui n'excédait pas sa compétence en dernier ressort, devait également statuer en dernier ressort sur la demande reconventionnelle quel qu'en fût le montant. Et, par la même raison le juge de paix saisi d'une demande originaire dans la limite de sa compétence était par cela même compétent pour connaître de la demande reconventionnelle, celle-ci considérée isolément excédât-elle les limites de cette compétence.

Curasson nous dit que ce système, fondé sur le droit romain, était fort rationnel. « Il est vrai, ajoute-t-il, que la faveur de la

(1) Curasson, *op. cit.*, t. II, p. 710.

reconvention ne peut être étendue jusqu'à la faire admettre par un juge incompétent *ratione materiae*, quand l'incompétence est telle qu'elle ne pouvait même pas être couverte par la prorogation que consentiraient les deux parties. » On ne pouvait donc pas même avec cette théorie donner compétence au juge de paix pour trancher une action immobilière par voie de demande reconventionnelle. « Mais quand il s'agit d'un tribunal comme celui de paix dont la juridiction peut être prorogée en matière personnelle, pourquoi ne pas attribuer à la prorogation légale la même vertu qu'à la prorogation conventionnelle ? »

Néanmoins, constate l'auteur, cette doctrine rencontre la plus vive opposition de la part du plus grand nombre de jurisconsultes. La jurisprudence (nous sommes en 1833) adopta même le contre-pied de cette théorie puisque d'après les tribunaux le montant de la demande reconventionnelle devait être réuni à celui de la demande principale pour fixer la compétence en dernier ressort des tribunaux d'arrondissement et des justices de paix.

D'un excès on tombait dans un autre, plus grand peut-être ; car le système jurisprudentiel pouvait être une source d'abus. Il suffisait pour prolonger le procès de former une demande reconventionnelle pour n'importe quelle cause, mais d'un chiffre assez fort pour qu'ajouté à la demande principale leur total excédât le dernier ressort ; l'affaire était alors susceptible d'appel, d'où longueur du procès et frais importants dont le demandeur devait faire l'avance.

Devant les critiques que ne manqua pas de soulever un pareil système, le législateur prit un moyen terme.

§ 3. — *Les principes posés par la loi du 25 mai 1838 (art. 8) et la loi du 12 juillet 1905 (art. 10 et 11).*

La loi de 1905 n'a fait que reproduire les termes de la loi de 1838. Nous allons transcrire les textes, nous étudierons ensuite les points les plus importants.

ARTICLE 10. — Les juges de paix connaissent de toutes les demandes reconventionnelles ou en compensation qui par leur nature ou par leur valeur sont dans les limites de leur compétence, alors même que ces demandes réunies à la demande principale excéderaient les limites de leur juridiction.

Cet article repousse donc le système qu'avait consacré la jurisprudence antérieure à la loi du 25 mai 1838, qui voulait que l'on additionnât les deux demandes pour apprécier la compétence du juge de paix ; le nouveau système est bien plus juste puisque le juge, au moment même où il est saisi du procès, ignore la demande reconventionnelle.

La loi continue : Ils (les juges de paix) connaissent en outre, comme de la demande principale elle-même des demandes reconventionnelles ou en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la demande principale à quelque somme qu'elles puissent monter.

Il résulte du second paragraphe de l'article 10 que le juge de paix valablement saisi d'une demande sera toujours compétent quel que soit le montant de la demande reconventionnelle pour statuer, lorsque la demande reconventionnelle est exclusivement basée sur la demande principale. Sur ce point la loi a pris le contre-pied de l'ancienne jurisprudence pour parer aux dangers que nous avons indiqués.

ARTICLE 11. — Lorsque chacune des demandes principales reconventionnelles ou en compensation sera dans les limites de la compétence du juge de paix, en dernier ressort, il prononcera sans qu'il y ait lieu à appel.

Si une de ces demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le juge de paix ne prononcera *sur toutes* qu'en premier ressort. Néanmoins il statuera en dernier ressort si seule la demande reconventionnelle en dommages-intérêts fondée exclusivement sur la demande principale dépasse sa compétence en premier ressort.

Si la demande reconventionnelle ou en compensation excède les limites de sa compétence, il pourra soit retenir le jugement

de la demande principale, soit renvoyer sur le tout les parties à se pourvoir devant le tribunal de première instance sans préliminaire de conciliation.

Ces articles distinguent trois cas :

- 1^o la demande reconventionnelle est par sa nature ou par sa valeur de la compétence du juge de paix ;
- 2^o la demande reconventionnelle excède la compétence d'attribution du juge de paix ;
- 3^o la demande reconventionnelle est fondée exclusivement sur la demande principale.

Reprenons l'étude de ces hypothèses.

A. — **La demande reconventionnelle rentre par sa nature ou par sa valeur dans la compétence du juge de paix.** — Supposons qu'à une demande en paiement de 3.000 francs, pour loyer, le défendeur oppose les dépenses (3.500 fr.) qu'il a effectuées dans l'immeuble et qui d'après le bail auraient dû être faites par le propriétaire ; la clause est claire et ne souffre aucune difficulté d'interprétation. Dans ce cas le juge de paix sera compétent pour trancher et la demande principale et la demande reconventionnelle.

L'article 11 précise les règles de compétence. Il nous dit que le juge de paix prononcera sur la demande principale et la demande reconventionnelle en dernier ressort si chacune des demandes est inférieure à son taux en dernier ressort. Donc si la demande principale et la demande reconventionnelle ne dépassent pas chacune 1.500 francs le juge de paix prononcera sur les deux en dernier ressort.

Au contraire si l'une ou l'autre dépasse ce taux la sentence sera susceptible d'appel. Il ne faut pas croire qu'en pareil cas le jugement rendu sur celle des deux demandes susceptibles d'être jugée isolément en dernier ressort soit lui-même en dernier ressort. Il a été jugé, et c'est la logique même, que le juge de paix ne statue dans cette hypothèse qu'à charge

d'appel même sur la demande qui, isolément, n'eût pas été susceptible de recours (1).

B. La demande reconventionnelle excède les limites de la compétence du juge de paix. — Si la demande reconventionnelle excède les limites de la compétence d'attribution du juge de paix (par exemple le défendeur est créancier du demandeur d'une somme de 10.000 fr. dont il demande le versement) le juge de paix peut se dessaisir du tout ou renvoyer seulement quant à la demande reconventionnelle devant le juge compétent.

a) *Pouvoir discrétionnaire du juge de paix* : Le juge de paix dispose sur ce point d'un pouvoir discrétionnaire absolu (2) La loi ne trace aucune règle qui puisse servir de guide ; elle s'en rapporte à la prudence du magistrat ; cependant le choix dont elle lui accorde la faculté doit être fait avec discernement.

Ainsi lorsqu'il y a connexité entre les deux demandes le juge de paix doit se dessaisir du tout afin d'éviter des décisions inconciliables. Il a été décidé (3) par application de ce principe que c'est le renvoi des deux actions qui doit être ordonné lorsque le tribunal de paix est saisi de deux demandes en dommages-intérêts à la suite d'une collision de véhicules et que la solution des deux actions dépend d'un motif sur l'autorité de la chose jugée au criminel.

Il doit encore se dessaisir du tout si la demande reconventionnelle lui paraît sérieuse et sincère de telle sorte que le défendeur a intérêt à obtenir la compensation entre la demande reconventionnelle et la demande principale.

Lorsque au contraire la demande reconventionnelle *ne* lui paraît *pas* sérieuse, si elle a été introduite en vue d'échap-

(1) Trib. civ. Montbéliard, 25 juill. 1900. *Moniteur des J. de paix*, 1900, p. 430 ; Cass. civ. 16 juill. 1896. *Monit. des J. de paix*, 1896, p. 485.

(2) Curasson, *op. cit.*, t. II, n° 816 ; Caron, t. I, nos 568 et 575 ; Guilbon, *Traité prat. de la compét. des juges de paix*, n° 45.

(3) Trib. civ. de Montauban, 26 oct. 1934. *Annales J. de paix*, 1935, p. 330.

per à sa compétence et de gagner du temps, le juge de paix peut disjoindre les deux demandes et retenir le jugement de la demande principale. Tel est l'avis de Caron et de Milhaud (1). Il semble cependant que la Cour suprême n'en décide pas de même. Dans un arrêt rendu le 18 décembre 1917 (2), la Cour a jugé que peu importe le mobile qui a inspiré la demande reconventionnelle, elle ne peut être écartée sous le seul prétexte qu'elle est un artifice de procédure ou que les faits ne sont pas suffisamment précisés. Il est vrai que l'espèce soumise à la censure de la cour était relative à une sentence prud'hommale, mais comme les règles de compétence sont, en principe, identiques aux deux juridictions l'arrêt de la cour eût été le même s'il se fût agit d'un litige ressortissant de la compétence du juge de paix.

Milhaud affirme également que le juge de paix pourrait disjoindre la demande reconventionnelle de la demande principale, si cette dernière exigeait une solution immédiate et si par contre la demande reconventionnelle nécessitait des mesures d'instruction plus ou moins longues.

b) *La disjonction a-t-elle une influence sur le taux du ressort* : Lorsque le juge de paix disjoint la demande reconventionnelle de la demande principale son jugement sera-t-il en dernier ressort, s'il est saisi d'une demande rentrant dans sa compétence en dernier ressort ? *Autrement dit la disjonction de la demande reconventionnelle modifie-t-elle la compétence du juge ?*

Il semblerait que l'on dut répondre à cette question par la négative. En effet, puisque le juge de paix ne statue pas sur la demande reconventionnelle qui seule excédait sa compétence en dernier ressort, il ne tranche que la demande principale qui n'est pas susceptible d'appel. La demande reconventionnelle constituera par la suite l'élément d'un nouveau

(1) Caron, *op. cit.*, t. I, n° 569 ; Milhaud, *op. cit.*, t. I, voir compétence, p. 476.

(2) D. 1918.1.43 et la note de M. Sarrut.

procès qui sera discuté et solutionné par les juges compétents. Il y aura donc deux instances indépendantes l'une de l'autre, qui ne doivent en aucune manière s'influencer mutuellement.

Pourtant tel n'est pas l'avis de tous les auteurs. Le répertoire Dalloz (1) déclare que dans cette hypothèse la sentence du juge de paix est susceptible d'appel et il cite à l'appui de son dire un jugement du Tribunal civil de Beaune du 2 août 1889 qui a décidé que lorsque le défendeur oppose à la demande rentrant dans la compétence en dernier ressort du juge de paix, une demande reconventionnelle de nature indéterminée, ce magistrat ne statue sur la demande principale qu'à charge d'appel s'il disjoint la demande reconventionnelle.

Cette jurisprudence est critiquable pour les motifs indiqués plus haut; aussi la Cour de cassation l'a-t-elle désavouée : Si la demande principale, dit-elle, est susceptible d'être jugée en dernier ressort, le jugement qui a prononcé la disjonction n'est pas susceptible d'appel, alors même que la demande reconventionnelle excéderait la compétence du juge de paix et serait susceptible d'appel (2).

Nous disons donc que le juge de paix statue en dernier ressort et sur la demande principale et sur la disjonction de la demande reconventionnelle par un seul et même jugement : ce jugement ne sera pas susceptible d'appel lorsque la demande principale sera susceptible d'être jugée en dernier ressort.

c) *Critique du pouvoir du juge de paix de renvoyer les deux demandes* : Ce pouvoir que possède le juge de paix de se dessaisir de tous les litiges, demande principale et demande reconventionnelle, lorsque cette dernière excède le taux de sa compétence, a été sévèrement critiqué. Curasson notamment, commentant la loi de 1838 qui comportait la même disposition écrivait : « On ne saurait dissimuler que cette disposition a le double inconvénient d'abandonner à l'arbitraire

(1) *Rép. gén. de droit et de jurispr.* v^o *Compétence des J. de paix*, vol. 47.

(2) *Annales just. paix*, 1918, p. 349.

la faculté de se dessaisir de la connaissance d'une cause que le demandeur avait le droit de porter devant le juge de paix et d'obliger le défendeur à intenter un procès devant une autre juridiction (1). »

Il est certain que le reproche est fondé, du moins en théorie. Lorsque le juge de paix prononce le renvoi des deux demandes, le demandeur est, somme toute, dessaisi de son juge naturel et obligé de porter sa demande devant une juridiction qui normalement eût été incompétente *ratione materiae*. De plus la procédure sera plus longue et plus coûteuse. Mais nous savons que le juge de paix use de ce pouvoir avec discernement et sans arbitraire ; pratiquement le juge de paix ne se dessaisit que lorsque les deux demandes ont entre elles un tel lien de connexité que la solution de l'une entraîne la solution de l'autre.

Signalons pour terminer ce point une difficulté qui donne lieu à discussion. Lorsque le juge de paix a compétence illimitée en matière d'action, a-t-il la même compétence pour trancher la demande reconventionnelle à quelque taux que s'élève celle-ci ?

Les auteurs répondent, en général, affirmativement (2). Voici les raisons que donnent MM. Garsonnet et César Bru. Nous pensons que dans le cas où le juge de paix a une compétence illimitée, il peut connaître, quel qu'en soit le chiffre, des demandes reconventionnelles fondées sur la même cause que la demande principale ou sur l'une des autres causes qui entraînent cette extension indéfinie de sa compétence. Pourquoi n'aurait-il pas sur une demande reconventionnelle la même juridiction que sur la demande principale ? Lorsqu'il connaît sans limite de la réintégrande pourquoi n'en serait-il pas de même de la demande reconventionnelle en dommages-intérêts de plus de 300 francs, et même de plus de 1.500 francs formée par le défendeur à cette action à raison des voies de

(1) Curasson, *op. cit.*, t. V, 817.

(2) Bourbeau, *op. cit.*, t. VII, p. 70 ; Garsonnet et César Bru, *op. cit.* t. I, n° 495 ; contra Curasson, *op. cit.*, n° 817.

fait auxquelles le demandeur s'est livré pour reprendre la position qu'il a perdue ? Il est indiscutable que dans ce cas le juge de paix serait compétent car à notre avis une telle demande reconventionnelle serait exclusivement basée sur la demande principale et nous rentrons dans l'article 11, § 3. Cette solution nous paraît entièrement conforme à l'esprit et à la lettre même de la loi du 12 juillet 1905, elle ne peut être qu'approuvée. Ceci nous amène donc à l'étude de la demande reconventionnelle basée exclusivement sur la demande principale.

C. — De la compétence illimitée du juge de paix pour statuer sur la demande reconventionnelle exclusivement basée par la demande principale. — Dans cette hypothèse le juge de paix sera toujours compétent pour statuer sur la demande reconventionnelle. Il pourra même la trancher en dernier ressort quel que soit son taux, si la demande principale est susceptible d'être jugée en dernier ressort.

On comprend aisément la raison de cette disposition de la loi. Le législateur n'a pas voulu que par une demande reconventionnelle excessive, le défendeur ne fasse pression sur le demandeur pour l'obliger à retirer sa demande, d'abord à cause de cette condamnation massive qui pourrait être prononcée contre lui, et surtout à cause de la chicane (longueur de la procédure) que cela pourrait entraîner.

a) *Quand peut-on dire que la demande reconventionnelle est exclusivement basée sur la demande principale :* Il en est ainsi lorsque la demande en dommages-intérêts a uniquement pour *but* de poursuivre la réparation du préjudice matériel ou moral causé au défendeur par la demande principale ; par exemple une demande reconventionnelle fondée sur l'atteinte portée à la réputation, au crédit du défendeur ou sur une perte subie par lui par suite de la demande principale. De même il a été jugé que la demande reconventionnelle basée sur le motif de perte de temps ou de frais occasionnés par le procès est exclusivement basée sur la demande princi-

pale (1). On peut en dire autant de la demande reconventionnelle en dommages-intérêts fondée sur des injures ou des diffamations contenues dans l'exploit introductif d'instance (2). Il est certain que dans les cas sus-indiqués la demande reconventionnelle a sa source dans la citation même; le juge de paix saisi de cette demande n'a pas à faire des investigations ou à résoudre un point de droit extérieur à l'action principale puisque c'est uniquement sur le préjudice que cause au défendeur la demande principale que ce dernier se fonde pour devenir à son tour demandeur.

Par contre, ne constitue pas une demande reconventionnelle basée uniquement sur la demande principale celle qui contient un élément quelconque qui ne se rattache pas à la demande principale; dans ce cas le juge de paix n'est plus compétent pour en connaître que dans les limites de sa compétence ordinaire. Ainsi il a été jugé que la demande reconventionnelle n'est pas fondée exclusivement sur la demande principale lorsqu'elle est basée sur un ensemble de faits vexatoires dont la plupart sont antérieurs au procès actuel (3) ou sur des propos diffamatoires ou injurieux tenus en dehors et avant l'instance engagée (4) ou même sur l'attitude injurieuse du demandeur à l'audience (5).

b) *Du pouvoir du juge de paix de décider souverainement :* En tous cas la Cour de cassation reconnaît au juge de paix le droit de décider souverainement si la demande reconventionnelle est ou non fondée exclusivement sur la demande principale (6).

c) *De la présomption que la demande reconventionnelle qui n'est pas nettement précisée est basée exclusivement sur la demande*

(1) Just. de paix de Seignes, 17 mai 1916. *Journ. des J. de paix*, 1916, p. 332.

(2) Cass. 18 déc. 1913. *Annales des J. de paix*, 1919, p. 91.

(3) Cass. 6 juin 1882. D. 1883.1.339.

(4) Cass. 25 mai 1914. *Journ. des juges de paix*, 1917, p. 87.

(5) Cass. 10 déc. 1913. *Journ. des juges de paix*, 1915, p. 23.

(6) Cass. 21 mai 1860. S. 61.1.155.

principale : Bien plus, lorsque la cause de la demande reconventionnelle en dommages-intérêts *n'est pas* précisée il y a *présomption* que cette *demande est exclusivement basée* sur la demande principale et le jugement qui admet cette présomption repose sur une constatation de faits souverains et ne saurait encourir de ce chef la censure de la Cour de cassation.

C'est ce qu'a décidé la Chambre des requêtes dans un arrêt du 18 juillet 1897 (1).

Attendu qu'aux termes de l'article de la loi du 11 avril 1838 il doit être statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts exclusivement fondées sur la demande elle-même ; que d'autre part les règles de compétence quant au premier et au dernier ressort touchant l'ordre des juridictions sont d'ordre public.

Attendu qu'il est déclaré en fait par le jugement attaqué (Tribunal civil de Lectoure, 31 janvier 1895).

- 1^o que le chiffre de la demande principale ne s'élevait qu'à la somme de 16 fr. 50 et que le défendeur avait formé une demande reconventionnelle en 150 francs de dommages-intérêts ;
- 2^o que la cause de cette réclamation en dommages-intérêts n'étant pas précisée il y avait lieu de présumer qu'elle était exclusivement fondée sur la demande principale et que le défendeur se considérait comme lésé par l'action judiciaire introduite contre lui.

Attendu que ces constatations de faits sont souveraines et que par suite en déclarant l'appel non recevable en la circonstance le Tribunal civil de Lectoure, dont la décision est régulièrement motivée, n'a violé ni faussement appliqué les principes et les textes de lois visés au moyen ...

Il résulte donc de cet arrêt d'une part que la question de savoir si la demande reconventionnelle est fondée exclusivement sur la demande principale est une question de fait

(1) S. 1898.1.390.

qu'apprécie souverainement le juge de paix et d'autre part qu'en l'absence de conclusions précises la présomption est qu'elle est uniquement fondée sur la demande principale.

Il semble que depuis la Cour de cassation a adopté une jurisprudence plus restrictive et qui laisse moins de latitude au juge de paix. Dans un arrêt du 23 octobre 1924 (1), la Cour suprême s'est réservé le droit d'apprécier au vu des conclusions du défendeur, reconventionnellement demandeur, si la demande reconventionnelle est ou fondée sur la demande principale.

L'ANCIENNE CONTROVERSE SUR LA POSSIBILITÉ OU L'IMPOSSIBILITÉ DE L'APPEL.

L'article 11, § 3 stipule que le juge de paix statuera en dernier ressort si la demande reconventionnelle en dommages-intérêts est exclusivement basée sur la demande principale. Sous cette rédaction la loi ne se prête à aucune discussion : le jugement rendu ne sera pas susceptible d'appel si la demande principale est elle-même jugée en dernier ressort. Il ne peut y avoir de difficulté, nous l'avons vu, que sur le fondement de la demande reconventionnelle.

Cette précision manquait sous l'empire de la loi de 1838. L'article 7 indiquait bien que ces demandes reconventionnelles étaient de la compétence du juge de paix mais cet article ne disait pas que, si la demande principale était jugée en dernier ressort, il en serait de même de la demande reconventionnelle.

Une discussion s'était instaurée entre les auteurs pour trancher ce point. Il nous a paru intéressant d'en rapporter les échos que nous trouvons dans Curasson (2). Après avoir posé le problème et donné un exemple pour concrétiser l'hypothèse l'auteur constate, comme nous l'avons dit, que la

(1) *Annales des just. de paix*, 1930, p. 593.

(2) Curasson, *op. cit.*, t. II, n° 816.

loi de 1838 garde le silence sur ce point ; il poursuit : « Dans ses notes sur l'article 2, M. Duvergier soutient la négative (c'est-à-dire que le juge de paix ne statuerait qu'à charge d'appel lorsque la demande reconventionnelle basée exclusivement sur la demande principale excéderait son taux en dernier ressort). Pour l'affirmative, dit-il, on peut invoquer l'article 2 de la loi du 11 avril 1838, qui dit formellement que les tribunaux de première instance jugent en dernier ressort toute demande reconventionnelle fondée exclusivement sur la demande principale. Mais cette disposition exorbitante n'est point reproduite dans la loi actuelle ; je ne crois pas qu'on puisse la suppléer. »

On voit le raisonnement de M. Duvergier ; on ne peut raisonner en cette matière par voie d'analogie ; on ne saurait étendre aux juges de paix le pouvoir exorbitant que l'article 7 de la loi du 11 avril 1838 donne aux tribunaux civils ; d'autant que le tribunal de paix étant une juridiction d'exception ne peut voir sa compétence élargie que par un texte formel.

Curasson repousse cette argumentation et pour ce faire invoque l'autorité du Professeur Bénéch : Sur quel motif, dit-il, repose la disposition de l'article 7 ? Tous les rapports de commissions nous l'apprennent ; sur ce que la demande reconventionnelle en dommages-intérêts, exclusivement fondée sur la demande principale elle-même, n'est qu'un accessoire à cette demande dont elle doit suivre le sort. Donc, et par suite de ce principe, si la demande originaire était susceptible d'être jugée en dernier ressort la demande reconventionnelle, dont nous venons de parler, sera jugée aussi de la même manière. La Cour de cassation l'a ainsi déclaré le 19 avril 1830 ainsi que la Cour de Toulouse : il n'est pas douteux que l'esprit de la loi nouvelle ne sympathise avec cette jurisprudence. » C'est en effet dans ce sens ajoute Curasson que statuent les cours et tribunaux.

Pour fixer définitivement ce point, la loi du 12 juillet 1905, plus précise que celle du 25 mai 1838, eût soin de stipuler

dans l'article 11, § 3, que le juge de paix statuerait, sur ces sortes de demandes reconventionnelles, en dernier ressort lorsqu'il serait valablement saisi d'une demande principale n'excédant pas sa compétence en dernier ressort. Elle donnait donc expressément aux juges de paix ce pouvoir que la jurisprudence leur avait reconnu, mais que M. Duvergier qualifiait d'exorbitant. Aussi de nos jours ne peut-il plus y avoir de discussion sur cette matière et si nous avons rappelé cette controverse c'est pour montrer combien est lente la progression tendant à la précision des règles fixant la compétence des magistrats cantonaux.

CONCLUSION.

La conclusion qui se dégage de l'étude des règles qui régissent les demandes reconventionnelles devant le juge de paix est que la maxime : « Le juge de l'action juge de la reconvention » n'est pas intégralement appliquée devant cette juridiction comme l'exposait Henrion de Pansey.

La formule est exacte pour les demandes reconventionnelles fondées exclusivement sur la demande principale. Au contraire, pour les autres demandes reconventionnelles le juge de l'action n'est juge de la demande reconventionnelle que si cette dernière rentre dans sa compétence. On apprécie donc la demande reconventionnelle séparément et on applique les règles de compétence.

Ces principes sont sages et ne peuvent être qu'approuvés. Du fait que la compétence du juge de paix est limitée quant à la demande principale il est juste qu'il en soit de même pour la demande reconventionnelle qui est pour le défendeur une véritable demande en justice. De même que se justifie très bien la compétence illimitée de ce magistrat pour les demandes reconventionnelles exclusivement basées sur la demande principale.

CONCLUSION

De l'étude à laquelle nous nous sommes livré il résulte que la jurisprudence et la doctrine sont d'accord, en principe, pour appliquer la maxime « le juge de l'action est juge de l'exception » au juge de paix. Cependant la jurisprudence ne le fait pas sans quelques réticences. En ce qui concerne l'exception immobilière, les questions d'état, le bail, et la vérification d'écriture notamment, la Cour de cassation, malgré de nombreux auteurs favorables à l'extension de la compétence du juge de paix à ces matières est franchement hostile à cette solution.

Comment expliquer une pareille attitude ?

Pour nous, cette hostilité à l'application intégrale de la maxime à la juridiction cantonale provient de deux causes qui, à notre avis, ne justifient pas cette jurisprudence : d'une part le juge de paix est, dit-on, une juridiction d'exception, d'autre part le recrutement défectueux des magistrats cantonaux empêche de leur confier des questions de droit trop délicates à résoudre.

L'argument relatif au mauvais recrutement des juges de paix n'est plus fondé.

En effet, si, pendant tout le cours du xix^e siècle les lois et décrets n'exigeaient aucune garantie de science juridique pour entrer dans la magistrature cantonale, il n'en est plus de même aujourd'hui. La loi du 12 juillet 1905 commença de restreindre le nombre des candidats qui pouvaient être nommés sans aucune préparation spéciale. La loi du 14 juin 1919 accentua cette tendance et institua pour la première fois un

examen professionnel. La loi du 18 avril 1924 confirma cette réforme. Enfin le décret du 5 novembre 1926 fixa définitivement les conditions d'entrée dans la magistrature cantonale. L'article 19 stipule que : « Nul ne pourra être nommé juge de paix s'il n'est licencié en droit et s'il ne justifie d'un stage de deux ans au moins près d'un barreau, dans une étude de notaire ou d'avoué ou dans un greffe. En outre tout postulant devra satisfaire à un examen professionnel dont seront seuls dispensés ceux qui appartiennent ou ont appartenu à la magistrature des cours et des tribunaux civils, ceux qui pourraient y être nommés directement et les anciens juges de paix (1). »

Ce texte n'a pas été modifié depuis.

Il résulte de ce décret que deux conditions sont exigées pour entrer dans la magistrature cantonale : La licence en droit et l'examen professionnel. On ne peut donc plus dire aujourd'hui que les juges de paix ne sont pas instruits des choses du droit et qu'ils ne peuvent juger que des litiges sans complications. De plus dans l'esprit des auteurs du décret, cette mesure avait pour but d'unifier en un seul corps la magistrature cantonale et la magistrature d'instance. Nous lisons en effet, dans le rapport au Président de la République qui précède le décret que : « la réforme envisagée fera disparaître dans la Métropole, comme c'est déjà fait en Algérie, Tunisie, Maroc et en Alsace-Lorraine, les cloisons qui séparent le corps des juges de paix du personnel des tribunaux de première instance ».

Il semble bien que l'on tende de plus en plus à assimiler les juges de paix aux magistrats d'instance. Recrutés dans des conditions à peu près semblables, à la suite d'un examen pro-

(1) Ce décret a été pris au moment de la réforme judiciaire de 1926. A cette époque le législateur (en l'espèce le Gouvernement) semblait vouloir élargir très sensiblement le rôle des magistrats cantonaux et même le transformer. Extension de la compétence du juge de paix en matière civile (du moins quant aux taux). Extension également en matière pénale. Cette réforme n'a pas survécu au Gouvernement Poincaré, du moins pour ce qui est des juges de paix.

fessionnel qui présente pour les juges de paix des difficultés sérieuses, il serait souhaitable que l'on donnât à ces magistrats pleine compétence pour vider les litiges dont ils sont valablement saisis.

Ce recrutement presque identique entre les Magistrats d'instance et les juges de paix devrait entraîner la disparition de cette théorie tout à fait condamnable à notre époque, du juge de paix : juge d'exception.

Si un pareil système pouvait se soutenir il y a quelque trente ans, il nous semble qu'il n'en est plus de même aujourd'hui : le juge de paix est un juge civil et il fait office de juridiction du premier degré en matière d'action personnelle et mobilière.

La maxime : « le juge de l'action est juge de l'exception » s'applique, nous l'avons vu, au juge de paix. Les rares exceptions apportées à ce principe ont toutes pour origine cette vieille idée du juge de paix juge d'exception ; or, le magistrat cantonal par sa formation juridique et par son contact permanent avec les justiciables est aussi capable que le tribunal lui-même de trancher les moyens de défense soulevés par les plaideurs (exceptions qui la plupart du temps ne sont en réalité que des moyens dilatoires).

Il serait souhaitable que la Cour de cassation reconnut le caractère essentiellement civil du juge de paix. Ce magistrat recevant la même formation professionnelle que les juges du tribunal civil, n'est pas un juge d'occasion comme les juges consulaires ou les conseillers prud'hommes qui sont professionnellement des commerçants, des patrons, des ouvriers, des employés et occasionnellement des magistrats ; on comprend très bien qu'on parle pour ces derniers de juges d'exception. Il ne peut en être de même des juges de paix.

On objecte, que les juges de paix ne peuvent connaître que des litiges qui leur sont attribués par des lois spéciales. Cela est vrai, mais, pour ces procès ils doivent pouvoir les solutionner définitivement.

Si la Cour suprême consentait à voir dans le juge de paix

un juge de droit commun en matière d'action personnelle et mobilière tout au moins, nul doute qu'elle n'élargisse la compétence de ce magistrat spécialement pour les contestations relatives aux baux ; car ici la restriction est surtout jurisprudentielle. Il semble d'après les derniers arrêts que la haute juridiction tendrait à s'orienter vers cette voie.

Pour les autres limitations apportées à l'application de l'adage nous n'avons qu'à souhaiter une modification législative ; mais une pareille réforme, il est inutile de se faire illusion, n'est pas prête à être votée. Notons cependant qu'une proposition de loi (1) émanant de M. Prosper Blanc, député, tendant au rajustement de la compétence civile des juges de paix, a pour but de donner à ces magistrats « le pouvoir de connaître à charge d'appel de toutes les exceptions, de toutes les restrictions et réserves que peuvent soulever les actions dont ils sont saisis ».

Malheureusement le décret du 28 mars 1934 n'a pas retenu cette suggestion ; il s'est borné à relever le taux de la compétence des juges de paix sans consacrer l'application intégrale de la maxime « le juge de l'action est juge de l'exception » (2). Il faut le regretter.

D'autant plus que sur ce point la législation des provinces recouvrées diffère du reste de la France. On a conservé en Alsace-Lorraine : « l'Amtsrichter », tel qu'il existait sous la législation antérieure, sous le nom de juge de baillage ; or ce juge qui correspond dans la hiérarchie judiciaire au juge de paix connaît de toutes les contestations de caractère patrimonial lorsque la valeur du litige n'excède pas 600 marks ; dans cette limite il a reçu la plénitude de juridiction (3).

Il serait souhaitable que ce système fut généralisé et que l'on reconnut ainsi le caractère de juridiction ordinaire au

(1) Session de 1933, n° 1832.

(2) Les lois et décrets qui ont modifié la compétence générale des juges de paix se sont bornés, seulement, à relever ce taux pour le mettre en harmonie avec la dépréciation de la monnaie.

(3) Cf. Eisenzimmer, *Les transformations de la justice de paix depuis son institution en France*. Thèse Strasbourg, 1925, p. 202.

juge de paix, car comme le dit M. Eisenzimmer « le principe qu'on ne serait attribuer plénitude de juridiction à ce magistrat n'est qu'une formule vide de sens ; au contraire le juge de paix doit cesser d'être un juge d'exception pour devenir un juge de droit commun ».

L'objection tirée du danger qu'il y aurait à confier le jugement de ces exceptions délicates à un seul magistrat ne résiste pas à l'examen sérieux de la question : le juge de paix, juge civil, magistrat indépendant à l'abri des influences politiques et pourvu d'une forte culture juridique, peut rendre une justice prompte, éclairée et impartiale.

Comme le disait, il y a plus d'un siècle déjà, le garde des Sceaux de Louis-Philippe, M. Persil : « L'expérience prouve qu'il y a moins à redouter qu'on ne pense de l'exercice de la justice par un seul homme. La responsabilité qu'il résume pour lui seul garantit plus d'attention, plus de zèle, et donne par cela même plus de probité à la justice. D'un autre côté les inconvénients, s'il en existe, sont compensés par la rapidité avec laquelle se terminent les affaires et par le rare avantage de pouvoir aborder son juge sans se ruiner en frais (1). »

On ne saurait mieux faire ressortir les avantages de la juridiction des juges de paix, ni plaider avec de meilleurs arguments l'extension de la compétence des magistrats cantonaux.

(1) Discours de M. Persil, ministre de la Justice en 1835, cité par Julhe de Foulan. *Journal spécial des juges de paix*, 1837.

Vu : le Président de la thèse,

L. HUGUENEY.

Vu : le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET TRAITÉS

- AUBY et RAU. — Cours de droit civil français, continué par M. Martin, 5^e édit., Paris, 1922, t. IX.
- BIOCHE. — Dictionnaire des juges de paix.
- BONCENNE. — Traité de la Procédure civile, Paris, 1863, continué par Bourbeau.
- CARRÉ (G. L. J.). — Le Droit français dans ses rapports avec la juridiction des Justices de Paix, 4 vol., Paris, 1827.
- Les Lois de l'organisation judiciaire et de la compétence des Juridictions civiles expliquées par les principes de la théorie, les doctrines des publicistes et les décisions des Cours souveraines. 2 vol., Paris, 1826.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — Lois de la Procédure civile et commerciale, 4^e édition, 13 vol.
- CURASSON. — Traité de la compétence des juges de paix, 4^e édit., Paris, 1879, mise au courant par Poux Lagier et Pialat.
- DEHESDIN (M.). — De la règle « le juge de l'action est juge de l'exception » (Thèse Paris, 1911).
- EISENZIMMER. — Les transformations de la Justice de Paix depuis son institution (Thèse Strasbourg, 1925).
- FONBENE. — Etude historique et critique du Tribunal cantonal. Bordeaux, 1930.
- GARSONNET et CÉZAR-BRU. — Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale, 3^e édition, Paris, 1912-1925, 9 volumes. Supplément 1931 ; 2^e sup. 1933 ; 3^e sup. 1938.
- GLASSON, TISSIER et MOREL. — Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile, 3^e édit., 4 tomes, Paris, 1925, avec la collaboration de Morel, à partir du tome III.

- GUILBON. — Traité pratique de la compétence des Juges de paix en matière contentieuse, 1 vol., Paris, 1864.
- LABORDE-LACOSTE. — Précis élémentaire de Procédure civile, vol., 2^e édit., Paris, 1939.
- LEDUCQ. — Nouveau formulaire de la Justice de Paix.
- MERLIN. — Répertoire général de Jurisprudence.
- MILHAUD. — Répertoire général alphabétique des Justices de Paix (matière civile), 5 vol., Paris, 1933, Supplément 1938.
- MOREL. — Traité élémentaire de Procédure civile, 1 vol., Paris, 1926.
- PABON. — Traité théorique et pratique des Justices de Paix, 4^e édit., Paris, 1926.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil, tome VII. Répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence Dalloz.
- RODIÈRE. — Traité de compétence et de procédure en matière civile, 5^e édit., 2 vol., Paris, 1873.
- SORTAIS. — De l'extension de la compétence du Juge de Paix en matière contentieuse (Thèse Paris, 1934).

REVUES

Annales des Justices de Paix.

Gazette du Palais.

Journal des Juges de Paix.

Journal spécial des Juges de Paix par Julhe de Foulàn.

La Justice de Paix.

La Loi.

Lois nouvelles, 1905.

Moniteur des Juges de Paix.

Revue critique de Législation et de Jurisprudence, tome VIII, 1856.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Des raisons qui militent en faveur de l'application de l'adage.....	8
§ 1. — Argument historique. L'esprit de la loi du 16-24 août 1790	8
§ 2. — Argument d'ordre pratique.....	8
§ 3. — L'objection tirée du conflit entre les règles de compétence et l'adage coutumier.....	9
PREMIÈRE PARTIE	
Du principe suivant lequel le Juge de Paix juge de l'action est également Juge de l'exception.	
CHAPITRE I. — Evolution de la doctrine.....	12
Section I. — Le système extrémiste et restrictif de Carré.....	13
Section II. — Le système intermédiaire ou modéré.....	14
Exposé de la théorie	14
Sa critique.....	17
Section III. — La théorie moderne	18
§ 1. — Des auteurs ayant traité du problème dans des ouvrages généraux.....	18
§ 2. — Des auteurs qui ont écrit des ouvrages relatifs aux juges de paix.....	20
CHAPITRE II. — Evolution de la jurisprudence.....	22
Section I. — Les deux arrêts de la Cour de cassation de 1836..	22
§ 1. — L'Affaire Millot Bolle.....	22
§ 2. — L'Affaire Prefeln Noirville.....	25
§ 3. — Commentaire.....	28
§ 4. — Conclusion	30
Hostilité des tribunaux civils.....	30
Contradiction entre les deux Chambres de la Cour de cassation	31
Justesse de vue de l'arrêtiste.....	31
§ 5. — La jurisprudence actuelle sur ces deux points..	32
Section II. — Etude de la jurisprudence moderne.....	33

§ 1. — Des exceptions ou défenses qui n'élargissent pas le champ du procès (vices de consentement, cause illicite, obscurité du contrat).....	34
§ 2. — Des réceptions ou défenses qui élargissent le débat judiciaire.....	35
I. — L'arrêt de 1860.	36
Etude de cet arrêt.....	36
Sa critique par Bourbeau.	37
II. — Des applications de l'adage.....	38
a) Contrat d'assurance.....	38
b) Pension alimentaire.....	40
c) Contrat de société.....	41
d) Contrat de vente.....	41
Conclusion. — Déduction que l'on peut tirer de la jurisprudence.	42
CHAPITRE III. — <i>Compétence en dernier ressort</i>	43
§ 1. — De la compétence du juge de paix en premier ressort seulement lorsque l'exception soulevée excède la compétence du juge de paix.....	44
a) Argument de la chose jugée implicite.....	44
b) Argument tiré du conflit entre l'adage coutumier et les règles de compétence.....	45
§ 2. — De la compétence du juge de paix en dernier ressort même lorsque l'exception excède sa compétence.....	46
§ 3. — Evolution de la jurisprudence.....	49
Conclusion.....	51
Conclusion de la première partie.....	52

DEUXIÈME PARTIE

Des cas où l'adage est écarté.

CHAPITRE I. — <i>Incompétence des juges de paix pour statuer sur l'exception immobilière</i>	54
§ 1. — De la compétence du juge de paix pour connaître des actions possessoires.....	54
§ 2. — De la compétence des juges de paix pour connaître de certaines actions immobilières.....	56
§ 3. — De l'exception immobilière.....	58
1) Définition.....	58
2) Gravité de l'exception.....	61
3) Le juge de paix doit se dessaisir du tout....	62
Conclusion.....	62
CHAPITRE II. — <i>Incompétence du juge de paix en matière d'exception concernant les questions d'état</i>	64
§ 1. — Définition. Le principe.....	64

§ 2. — Discussion sur les qualités.....	65
§ 3. — Nécessité d'une exception sérieuse.....	71
§ 4. — Le juge de paix reste saisi du fond de l'affaire..	72
CHAPITRE III. — <i>De l'inscription de faux et la vérification d'écriture.</i> ..	74
Définition.....	75
§ 1. — De l'incompétence du juge de paix en matière de reconnaissance d'écriture.....	75
§ 2. — De l'incompétence du juge de paix en matière de vérification d'écriture.....	76
§ 3. — Obligation pour le juge de paix de surseoir quel que soit le caractère de l'exception.....	77
§ 4. — Elargissement possible de la compétence.....	79
a) Des règles suivies en la matière pour le tribunal; leur application possible au juge de paix.....	7
b) Objection tirée de l'autorité de la chose jugée	80
c) Le projet de la commission de 1838.....	81
§ 5. — Le juge de paix reste compétent au fond.....	82
CHAPITRE IV. — <i>De l'incompétence du juge de paix quant au bail.</i> ...	84
Origine de cette incompétence.....	84
§ 1. — Restriction légale à la compétence du juge de paix en cette matière.....	86
a) Pour les saisies revendications.....	86
b) Pour les indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour le trouble de jouissance provenant du fait du bailleur.....	87
Quand en est-il ainsi : Opinion de Billion...	87
Opinion de Carré.....	88
Opinion de Henrion de Pansey.....	88
Opinion de Milhaud.....	88
c) Incompétence du juge de paix même si la demande rentre dans les limites de l'article 1 ^{er} lorsque le droit à l'indemnité est contesté.....	89
§ 2. — Restrictions apportées par la jurisprudence à la compétence du juge de paix en matière de bail....	91
I. — De l'incompétence du juge de paix lorsqu'il y a contestation sur l'existence du bail	91
II. — De l'incompétence du juge de paix en matière d'interprétation d'une clause du bail.....	92
III. — De l'incompétence du juge de paix lorsque la prorogation est discutée.....	93
IV. — L'exception doit être sérieuse.....	94

<i>Résumé des règles légales et jurisprudentielles dans le cas où l'application de l'adage est écartée.....</i>	96
<i>Conclusion de la deuxième partie.....</i>	98

APPENDICE

Des demandes reconventionnelles.

I. — Définition.....	101
II. — Différence entre la défense et la demande reconventionnelle.....	101
§ 1. — Du principe que le juge du droit commun, juge de l'action est également juge de la reconvention.....	102
§ 2. — Les discussions historiques relatives à l'application de ce principe au juge de paix.....	103
§ 3. — Les principes posés par la loi de 1838 et 1905....	104
A. — La demande reconventionnelle rentre par sa matière ou sa valeur dans la compétence du juge de paix.....	106
B. — La demande reconventionnelle excède la compétence du juge de paix.....	107
a) Le pouvoir discrétionnaire du juge de paix pour la disjoindre ou renvoyer le tout.....	107
b) La disjonction a-t-elle une influence sur le taux du ressort....	108
c) Critique de ce pouvoir.....	109
C. — De la compétence illimitée du juge de paix pour statuer sur la demande reconventionnelle exclusivement basée sur la demande principale.....	111
a) Quand la demande reconventionnelle est-elle exclusivement fondée sur la demande principale...	111
b) Du pouvoir souverain du juge de paix.....	112
c) Du principe suivant lequel la demande reconventionnelle qui n'est pas nettement précisée est présumée fondée exclusivement sur la demande principale.....	113
L'ancienne controverse sur la possibilité ou sur l'impossibilité de l'appel.....	114
Conclusion.....	116

CONCLUSION GÉNÉRALE	117
Explication de l'attitude réservée du législateur et de la juris- prudence de la Cour de cassation.....	118
a) Mauvais recrutement des juges de paix.....	118
b) Juridiction d'exception.....	118
Ces raisons sont-elles valables	119
Le juge de paix juge de droit commun.....	120
BIBLIOGRAPHIE.....	122

